La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
SAMEDI

Montréal, ◆
samedi 27 avril 1996

112e année No 185
176 pages, 13 cahiers

GREICHE & SCAFF
OPTOMÉTRISTES
336-4444

ÎLES - DE - LA - MADELEINE 2,50 $
FLORIDE 2,25 $ U.S.
2$ TAXES EN SUS

Cinéma
Un scénario taillé sur mesure pour Michel Courtemanche
page C1

Gildor Roy
L'hyperactif **cahier Arts et spectacles**

Vacances / voyage
C'est comme en France
cahier H

2
3
page G1

Norton sort de ses gonds

Le chef mohawk remet en question l'entente sur la police à la suite de l'injonction obtenue par Québec

YVES BOISVERT
et PIERRE GINGRAS

Furieux que le gouvernement du Québec ait demandé et obtenu une injonction pour empêcher la diffusion du « combat extrême », le grand chef du conseil de bande de Kahnawake, Joe Norton, a menacé hier de ne pas signer l'entente sur la police autochtone.

Debout à quelques mètres du ring vide, le visage pensif, M. Norton a lancé: « Vous savez, j'ai une entente sur mon bureau, signée par le solliciteur général du Canada et par le ministre Perreault. À partir de ce soir, cet accord-là, c'est fini. »

Il accuse le gouvernement du Québec de ne pas avoir tenu parole. « Ils (les ministres) avaient dit qu'ils n'interviendraient pas. Ce sont des lâches. Verbale ou écrite, ils ne tiennent pas leur parole. »

M. Norton reproche à Québec d'avoir fait appel aux tribunaux à la dernière minute sans que le conseil de bande ne puisse donner son point de vue. « Depuis le début de cette affaire, nous avons toujours cru que ce combat était légal. Nous

Voir **NORTON** *en A2*

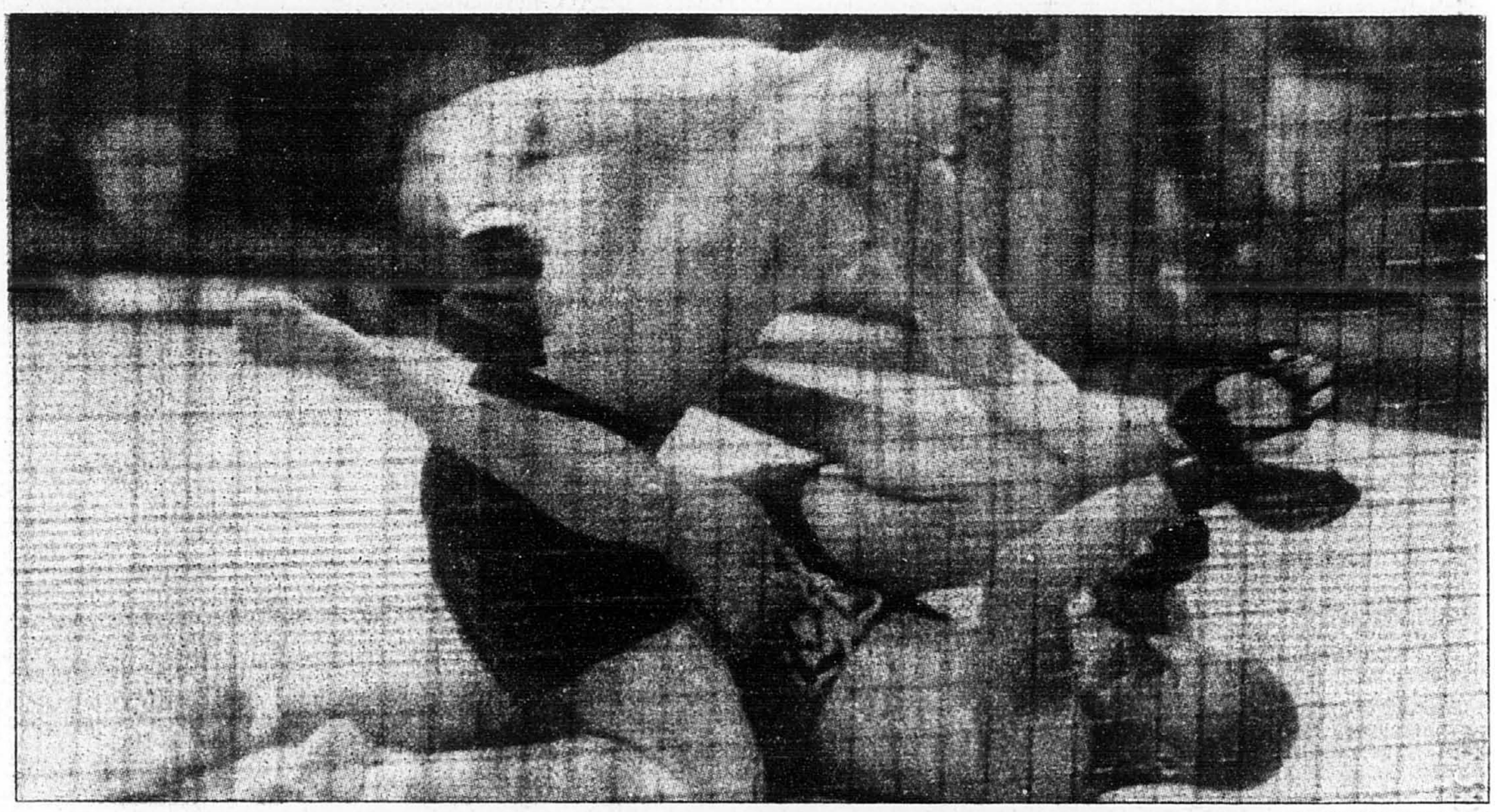


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

L'injonction ne visait pas les « combats extrêmes » qui se sont déroulés tel que prévu au Complexe sportif de Kahnawake.

Les cotisations à la Régie des rentes: avant tout un débat entre générations

KATIA GAGNON
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Les jeunes Québécois de la génération X ne recevront même plus l'équivalent de ce qu'ils auront cotisé au régime des rentes du Québec lorsqu'ils prendront leur retraite, alors que leurs aînés baby-boomers bénéficieront parfois du double des montants qu'il y ont investis, si on se fie aux plus récentes prévisions de la Régie des rentes.

Véritable symbole du conflit entre les générations, le régime des rentes du Québec a passé hier sous la loupe du comité des priorités du gouvernement, qui devra trancher, d'ici quelques mois, le problème délicat des hausses de cotisation proposées il y a peu par la Régie des rentes.

C'est que la situation est pressante: pour éviter que le régime ne se retrouve à sec dès 2006, la Régie veut augmenter les cotisations — présentement à 5,6 % du salaire de chaque employé — à 13 % d'ici l'an 2023.

Mais le hic, c'est qu'à partir d'un seuil de 10 %, la Régie calcule que les cotisants ne reçoivent plus, lorsqu'ils prennent leur retraite, l'équivalent des montants versés au régime, à cause du poids disproportionné de la génération du baby-boom.

Un exemple? Une personne née en 1970, qui gagne en moyenne 35 000 $ par an durant sa vie active, recevra exactement ce qu'il a versé au régime si les hausses de cotisation recommandées par la Régie se concrétisent. Un autre né dix ans plus tard ne recevra, lui, que 80 % de ce qu'il a cotisé. À titre de comparaison, un baby-boomer né en 1950 bénéficiera, à sa

Voir **LES COTISATIONS** *en A2*

Le Québec fait face à un afflux de réfugiés chiliens

MARIE-CLAUDE LORTIE

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié a mis en place une série de mesures exceptionnelles pour faire face à l'arrivée au Québec, depuis le début de l'année, d'environ 1200 Chiliens revendicateurs du statut de réfugié, un nombre anormalement supérieur aux moyennes habituelles.

« Compte tenu du nombre de cas déférés, on a décidé d'entendre les dossiers provenant du Chili de façon prioritaire », a expliqué René Mercier, porte-parole de la commission. Huit commissaires et quatre recherchistes travaillent exclusivement à ces dossiers.

Selon Richard Saint-Louis, porte-parole d'Immigration Canada, 156 Chiliens sont arrivés à Montréal en janvier, 307 en février et environ 800 autres en mars et depuis le début d'avril. (Certaines sources avancent le chiffre de 550 arrivées en mars.) « Presque tous ont demandé le statut de réfugié », dit-il.

Cela signifie qu'au Québec seulement, en quatre mois, environ 1200 Chiliens ont revendiqué le

Voir **LE QUÉBEC** *en A2*

Cessez-le-feu au Liban

Un accord de cessez-le-feu au Liban, parrainé par les États-Unis et la France, a été conclu hier, mettant fin à l'opération militaire israélienne « Raisins de la colère», qui a fait en 16 jours 164 morts et 351 blessés au Liban. Cette opération, déclenchée pour mater le Hezbollah chiite libanais pro-iranien, s'achève donc sans que le mouvement intégriste soit brisé. Ce cessez-le-feu sera contrôlé par un « groupe de surveillance » qui comprendra les États-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël.

Nos informations en page A26

La deuxième couronne urbaine

Si la tendance se maintient, Montréal devrait perdre au profit de la banlieue le quart de sa population d'ici l'an 2036, qui passera de plus d'un million à 742 000 habitants. Mais au moment où Montréal craque pour sa banlieue, même les villes voisines perdent des ménages qui s'installent dans des agglomérations plus lointaines, comme le démontre Claude-V. Marsolais dans une série d'articles qui commence aujourd'hui sur le phénomène de l'exode de la population dans la deuxième couronne urbaine.

Nos informations en page B5

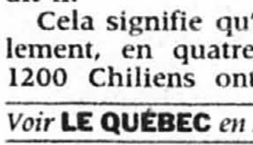
INDEX

Annonces classées		d'affaires	F2	À tire-d'aile	K6	Économie	F1 à F10	Les petits	
- Immobilier	C10 et E1	Arts et spectacles		Avis	B8 et G12	Éditorial	B2	compagnons	J8
- marchandises	E6 et E7		cahier C et D	Bridge - Échecs -		Encans	B9	Loteries	A2 et G12
- emplois	E7 à E12	- horaires-spectacles	D10	Timbres	J8	Êtes-vous		Maisons	
- automobile	E12 et G8	- Télé-horaire	D2	Carrières et professions		observateur?	C10	d'enseignements	
- proposition		- Télévision	D2		cahiers I et J	Horoscope	J7		A28 et A29
		Actualités	A19	Décès	G9 et G10	Le monde	A26 et A27	Mon toit	cahier K

Plus	B1 à B7	Vacances - Voyage	
Météo	G12		cahier H
Mots croisés	E3 et J7	Vin	D17
Mots Mystère	E9	Sports	cahier G
Opinions	B3	- Chasse et pêche	G5
Politique	A18 à A23		
Restaurants	D16		

MÉTÉO

Nuageux avec éclaircies, frais et venteux
Max. 9, min -1
page G12



Rénovez au printemps 96 = 99
PRÊT SANS VERSEMENT DE INTÉRÊT DURANT 3 ANS
PROGRAMME RÉNOVE 4500$
ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE
PORTE D'ACIER INSTALLÉE ET PEINTE EN BLANC
612 99$
portes & fenêtres VERDUN
Depuis 1967
Verdun 3032, boul. LaSalle (près av. Atwater) 769-1725
Montréal 1525, rue Moreau (près rue Préfontaine) 524-6383
Laval 4525, boul. Samson (Chom., près aut. 13) 681-1547
Rive-Sud 139, boul. Laurier (rte 116, st-Basile) 653-2265
2327044-306

Suites de la page une

Norton sort de ses gonds

NORTON / *Suite de la page A1*

avons toujours cru que ce combat était légal. Nous avons toujours été de bonne foi. On avait tous les droits de le tenir. »

Selon lui, les relations entre la communauté mohawk et le gouvernement sont irrémédiablement compromises.

Les combats ont eu lieu tout de même et les promoteurs ont tenté de contourner l'injonction en amenant sur les lieux un camion satellite qui a permis la diffusion partout en Amérique du Nord. C'est le juge Maurice Lagacé, de la Cour supérieure, qui a émis hier à 18 h20 une injonction interdisant à Bell Canada de permettre la diffusion du combat.

Seule Bell était visée

« Il ne fait pas l'ombre d'un doute que lorsqu'on annonce la tenue d'un événement illégal, il est d'intérêt public d'en empêcher la diffusion et d'empêcher que les organisateurs profitent du crime », a dit le juge.

Le procureur général du Québec, Paul Bégin, a présenté sa requête en fin d'après-midi. Seule Bell était visée par la demande. Le promoteur Donald Zuckerman, de Battlecade inc., avait été avisé, mais n'est pas intervenu.

Les avocats du procureur général ont plaidé que le combat annoncé est illégal à sa face même. Le gouvernement voulait donc faire en sorte qu'on empêche la diffusion d'un événement reconnu comme illégal. Le seul moyen d'empêcher la diffusion est l'injonction, a-t-on fait valoir.

« Votre requête ne parle pas du moyen d'empêcher l'événement lui-même, a observé le juge Lagacé. Si l'on empêche le combat, on n'a pas besoin d'empêcher la diffusion. »

Les peacekeepers ont le mandat d'empêcher le combat et on ne peut pas présumer qu'ils ne feront pas leur travail, a répondu Me Provost. Cela dit, au cas où les peacekeepers échoueraient dans leur tentative, il faut empêcher que des gens profitent du crime, a-t-elle fait valoir en substance.

L'avocate de Bell a dit que sa cliente ne dispose d'aucune information permettant de croire qu'un acte illégal se prépare et elle s'en est remise à la décision du tribunal. « Il doit y avoir des gens chez Bell qui lisent les journaux? » a demandé le juge avec un sourire. « Les informations sont contradictoires », a répondu Me Bolduc.

Le Complexe sportif fait salle comble

Les 3000 ou 4000 spectateurs qui ont assisté aux combats étaient cependant bien loin de ces considérations politiques. Le Complexe sportif de Kahnawake a fait salle comble. Les spectateurs étaient jeunes pour la plupart, comme Manuel Vallenunga, 17 ans, Éric Émond, 17 ans, et Sébastien Vignault, 15 ans, qui s'est faufilé avec ses copains et qui a payé 30 $ pour voir les combattants. « Trente dollars, ce ne'est pas énorme. C'est des combats ben le fun, pas pires que la boxe. »

Longues empoignades, échanges de coups de poings, où chaque adversaire tente d'immobiliser l'autre jusqu'à ce qu'il déclare forfait. Les lutteurs ont manifestement livré une excellente performance qui a énormément plu à la foule. Dans les moments les plus intenses, on pouvait entendre crier: « Break it, break it! » pour encourager un des deux adversaires à massacrer son opposant.

En dépit de la rudesse des combats, on n'a pu savoir toutefois s'il y avait des médecins sur place. Et nulle présentation n'a été faite à ce sujet.

Jean Rivière sort gagnant

La soirée s'est déroulée dans l'ordre et le sang n'a giclé qu'à une seule occasion, au sixième et dernier combat. Un Brésilien de 232 livres, champion du monde dans sa catégorie, a frappé son adversaire à maintes reprises à la tête et le combat a été interrompu par l'arbitre. Pour sa part, le Montréalais Jean Rivière, qui se battait pour 5000 $, est finalement venu à bout de son ...ersaire avec difficultés même s'il s'agissait du plus jeune des combattants âgé de 19 ans. Les spectateurs ont semblé satisfaits de leur soirée. À l'extérieur, la foule s'est dispersée sans anicroches, les peacekeepers ayant la situation bien en main.

Si la loi a été violée, la justice s'appliquera, a promis de son côté le ministre Guy Chevrette, responsable des autochtones. Il a critiqué le rôle joué par les peacekeepers, assermentés pour faire respecter la loi. Il faudra examiner leur rôle dans cet événement », at-il indiqué.

Les cotisations à la Régie des rentes

LES COTISATIONS / *Suite de la page A1*

retraite, de près du double des prestations qu'il a versées durant toute sa vie.

« C'est un débat entre les générations du Québec qui devra se faire avant qu'on prenne une décision définitive. Il faut évidemment faire en sorte le plus possible que le taux de cotisation ne soit pas supérieur à la valeur du régime », souligne Claude Rodrigue, porte-parole de la Régie des rentes.

Et ce ne sera pas le seul débat entourant ces hausses de cotisations: plusieurs s'inquiètent aussi de l'effet qu'elles pourraient avoir sur l'économie québécoise. Les charges sur la masse salariale qu'impose le Québec sont déjà les plus élevées au Canada et selon une étude de la Banque du Canada, chaque nouvelle hausse de un pour cent de ces taxes coûte 20 000 emplois.

«Mais l'important, c'est qu'il n'y ait pas de désavantage entre les taux qui sont en vigueur au Québec et ceux qui prévalent dans le reste du Canada, pour que le Québec conserve sa compétitivité », explique M. Rodrigue.

Le gouvernement fédéral fait lui aussi face à cet épineux débat et songe à mettre de l'avant des solutions beaucoup plus radicales que celles du Québec: Ottawa veut atteindre un taux de cotisation de près de 11 % dès 2002. Selon le scénario québécois, le taux ne s'élèverait qu'à 7,85 % à la même période. « Il faut choisir quand on va faire mal », a résumé la semaine dernière le président de la Régie des rentes, Claude Legault.

« Les hausses semblent être un scénario incontournable, soupire le président de l'Association des manufacturiers, Gérald Ponton. Mais il faudrait voir si on ne pourrait pas en limiter la portée, au-delà d'un certain nombre d'heures travaillées, par exemple. »

Le président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour, abonde dans le même sens. « C'est une responsabilité des générations actuelles par rapport aux générations à venir. Je ne pense pas qu'on puisse chicaner sur cette hausse de cotisation comme on chicane sur d'autres », dit-il.

Mais le gouvernement devrait consulter largement sur le scénario qu'il adoptera, a-t-il conclu.

Le Québec fait face à un afflux de réfugiés chiliens

LE QUÉBEC / *Suite de la page A1*

statut de réfugiés. C'est presque autant que les 1483 demandes faites par des Chiliens durant toute l'année dernière, à travers tout le Canada.

Depuis le 1er avril 1995, les Chiliens n'ont plus besoin de visa de tourisme pour venir au Canada. Or, les visas sont les seuls outils du ministère pour faire le tri entre les vrais touristes, les vrais réfugiés et les faux. Une fois ici, on ne peut refuser l'entrée à quiconque revendique le statut de réfugié.

Jusqu'à présent, 36 des requêtes déposées en 1996 ont été entendues, explique M. Saint-Louis et 34 ont été refusées. Les centaines d'autres demandes se sont ajoutées aux 1313 demandes de 1995 encore en suspens à Montréal.

Selon William Sloan, avocat spécialiste du Chili, bon nombre des nouvelles demandes ne sont probablement pas justifiées, mais certaines le sont. « Il faut être très prudent, dit-il, et surtout ne pas tous les mettre dans le même paquet. » D'après lui, si le taux de rejet a été si élevé durant les derniers mois, c'est probablement parce que les dossiers présentés en premier étaient les plus bâclés.

« Plusieurs cas, continue-t-il, sont extrêmement bien documentés. Il y a de vrais réfugiés là-dedans, il faudra être vigilant. Le gouvernement a intérêt à faire croire que c'est une vague de faux réfugiés, pour mettre en place une équipe 'bang bang' spécialisée dans le rejet et régler les dossiers très vite. Il ne veut pas devoir réimposer un visa aux prochains amis de l'ALENA... »

Amnistie internationale rapporte cinq cas de torture au Chili l'an dernier et selon une porte-parole, les Chiliens qui s'opposent au projet gouvernemental d'amnistier les criminels politiques du régime Pinochet peuvent être victimes de représailles d'anciens soldats ou policiers. L'arrivée de la gauche à la tête de syndicats importants et la prise en main, par la gauche, de populeuses communes très défavorisées ont aussi fait augmenter la répression politique, ajoute M. Sloan.

Mais selon Osvaldo Nuñez, député bloquiste d'origine chilienne, lui-même venu au Canada comme réfugié (il travaillait pour le gouvernement Allende) même s'il y a encore des problèmes au Chili et que certains dossiers sont sûrement légitimes, rien ne justifie une hausse des demandes de cette ampleur.

« C'est le nombre qui crée des doutes, dit le député. Même durant les pires moments de la dictature, il n'y en avait pas autant. Je dois justement rencontrer bientôt un groupe de revendicateurs et je vais leur expliquer que ce n'est pas la voie à prendre. Ils seraient mieux de faire une demande d'immigration traditionnelle. Sinon, ça risque de créer des frustrations de toutes parts. Je me demande qui a pu faire de fausses promesses. »

Immigration Canada fait enquête, sur place, pour tenter de savoir ce qui amène tant de Chiliens à venir au Québec. D'après certaines sources, ce pourrait être à cause de fausses informations. Des histoires des plus ahurissantes, dit-on, ont été entendues. Certains Chiliens se seraient fait dire, par exemple, que le Québec était actuellement à la recherche d'immigrants pour préparer l'indépendance et qu'il fallait donc, dans ce contexte, éviter de croire toute information véhiculée par les représentants du gouvernement fédéral canadien...

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100
Annonces classées : 285-7111
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes Annonces
Détaillants : 285-7202
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320
Comptabilité
Grandes annnonces : 285-6892
Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:
La Presse, Ltée,
7,rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

00176 Code du jour **17-6**

Samedi, 27 avril 1996

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **140**
à quatre chiffres : **8551**

INSOLITE

Un comportement violent!

■ Trois jeunes Britanniques ont été condamnés hier par le tribunal de Durham, dans le nord-est de l'Angleterre, à cinq mois de prison ferme pour avoir tenté de tuer un blaireau, une espèce protégée.

Dénoncés par un passant, Graham Howard, David Charles et Darren Swanson avaient été pris en flagrant délit par la police alors qu'ils tentaient de forcer un terrier, armés de pelles.

Circonstance aggravante, ils étaient accompagnés de trois chiens qui ont été blessés par le blaireau apeuré alors qu'ils tentaient de se frayer un chemin dans son terrier.

Le juge a également interdit aux trois hommes, âgés d'une vingtaine d'années, de posséder un chien avant dix ans.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Les joueurs compulsifs!

■ Rien ne va plus pour les joueurs compulsifs.

Tenaillés par leur conviction inconsciente de pouvoir influencer le hasard, les joueurs compulsifs font le vide autour d'eux à coup d'emprunts et de promesses. Reconnu comme une maladie depuis 1980 et semblable à des troubles comme l'alcoolisme, le jeu touche environ 1,4 % de la population, sa prévalence ayant augmenté avec la multiplication des loteries. À lire demain dans le cahier Santé, sous la plume de Mathieu Perreault.

QUESTION DU JOUR

Le service InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Trouvez-vous normal que le ministère de l'Éducation assouplisse ses règles de correction dans le but d'éviter l'hécatombe à l'examen obligatoire de français au cégep?

Selon vous, le premier ministre Jean Chrétien respecte-t-il sa promesse faite aux Canadiens quant à la TPS?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 7 %
Non: 93 %

Bell — La Presse

Noritake Épargnez 40 %
Achetez un ensemble Noritake de 20 pièces (pour 4 personnes) et recevez GRATUITEMENT 4 bols à soupe avec rebord!
Offre de durée limitée. Choix de plus de 20 modèles.

LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST
Les Galeries Laval 681-9090
Centre Rockland 341-7810
Les Promenades de la Cathédrale 282-9525

Montréal métro

OUVERT LE DIMANCHE
AILES
LES AILES DE LA MODE
MAIL CHAMPLAIN • BROSSARD

L'EXPRESS DU MATIN

Tentative de meurtre

■ La SQ de Saint-Jérôme a arrêté, jeudi, Nathalie Royer, 28 ans, et son frère Brian Royer, 21 ans, de Mont-Rolland, Sébastien Lecavalier, 21 ans et Patrick Martel, 25 ans, de Sainte-Adèle, qui seraient impliqués dans une tentative de meurtre, contre le conjoint de Mme Royer, dans un bar de Mont-Rolland. L'homme agressé a été conduit à l'hôpital où il est traité pour de multiples fractures. Les suspects ont comparu hier au palais de justice de Saint-Jérôme. Les trois premiers, toujours détenus, ont été accusés de tentative de meurtre, complot pour meurtre, voies de faits graves, menaces et utilisation d'armes dans un dessein dangereux. Quant à Patrick Martel, il a été accusé de complot pour meurtre et d'entrave. Il a été libéré sous condition.

Disparu

■ Patrick Adam a disparu de son domicile de la rue de Québec à Cowansville, le 14 avril vers 23 h. Selon la police locale, l'homme de 26 ans, dépressif depuis trois semaines, n'a emporté avec lui que des médicaments et une bouteille d'alcool. Des témoins l'auraient aperçu les 18 et 19 avril à Cowansville. La police signale que le disparu a de la famille à Saint-Césaire, où il va fréquemment. Mesurant 1,78 m et pesant 72 kg, Patrick Adam est de race blanche, a les cheveux bruns courts, les yeux bleus et une barbe de moins d'un pouce. Lors de sa disparition, il portait une chemise à carreaux bleus et blancs, un chandail de laine beige, un jean bleu, une veste de jean noire et des bottes de cuir brunes. Toute information peut être transmise à la police de Cowansville, au 514-263-2333.

Culture hydroponique

■ La Gendarmerie Royale du Canada a démantelé jeudi soir une importante plantation hydroponique de quelque 2 500 plants de marijuana dans le sous-sol d'une résidence de la rue des Brises, à Saint-Clet, sur la rive-sud de Montréal. En plus de cette saisie, les policiers fédéraux ont également effectué deux autres persquisitions à Valleyfield. Trois personnes ont été arrêtées lors de ces différentes opérations policières. La valeur de la drogue sur la marché noir serait d'environ 2,5 millions. L'enquête dans cette affaire se poursuit et d'autres arrestations sont à prévoir.

Le péage plutôt que des taxes

Les Montréalais ne veulent pas du plan Brassard

ANDRÉ PRATTE

Les Montréalais préfèrent que le gouvernement installe des péages électroniques plutôt qu'augmenter les taxes, comme il s'apprête à le faire, pour financer l'entretien du réseau routier. C'est ce que révèle un sondage SOM-*La Presse* réalisé en fin de semaine dernière auprès de 451 résidants de la région métropolitaine de Montréal.

Invités à choisir entre les trois mécanismes de financement les plus souvent évoqués, 46 % des Montréalais interrogés ont exprimé une préférence pour les péages électroniques, 22 % ont choisi une hausse des droits d'immatriculation et 14 % une augmentation de la taxe sur l'essence. Ces préférences valent autant pour ceux qui se rendent à leur travail en voiture que pour ceux qui utilisent les transports en commun. Les hommes sont cependant moins favorables aux péages que les femmes (37 % contre 54 %), plusieurs d'entre eux (20 %) choisissant la hausse de la taxe sur l'essence, une mesure peu prisée par les femmes (9 %).

Rappelons que le mois dernier le ministre des Transports du Québec, Jacques Brassard, a brièvement envisagé l'introduction du péage électronique sur les routes de la province pour compenser le manque à gagner résultant des compressions budgétaires. Mais le ministre a finalement opté pour des méthodes plus traditionnelles — hausses de la taxe sur l'essence ou des droits d'immatriculation, des augmentations dont on connaîtra l'ampleur lors du prochain discours du budget.

Pourtant, les résultats du sondage SOM-*La Presse* indiquent que la population n'est pas aussi réfractaire aux péages qu'on le croit. En tout cas, confrontée à la nécessité de trouver de nouvelles sources de revenus, elle les préfère aux outils privilégiés par les gouvernements depuis des années.

Un péage sur les ponts?

Les Montréalais sont même ouverts à l'idée, mise de l'avant par plusieurs spécialistes en transports à travers le monde, d'implanter un péage variable sur les artères les plus congestionnées. En vertu d'un tel système, baptisé « congestion pricing » par les Américains et « modulation tarifaire » par les Français, les automobilistes paieraient un tarif plus élevé aux heures de pointe qu'aux autres moments de la journée. Selon les experts, une telle mesure réduirait la congestion en incitant les conducteurs à éviter les heures de grand achalandage.

SONDAGE
SOM La Presse

Le gouvernement du Québec cherche de nouvelles sources de financement pour payer l'entretien du réseau routier. Laquelle parmi les méthodes suivantes préférez-vous?

L'installation de péages électroniques	46%
Des droits d'immatriculation plus élevés	22%
Une hausse de la taxe sur l'essence	14%
Ne sait pas / ne répond pas	18%

Infographie *La Presse*

Brièvement informés sur le concept dans le cadre de ce sondage, 54 % des personnes interrogées se sont montrées d'accord pour qu'on l'implante sur les ponts de l'île de Montréal, tandis que 42 % ont exprimé leur désaccord. Par contre, 51 % des Montréalais s'opposent à l'instauration d'un péage variable sur l'autoroute Métropolitaine ; 45 % seraient d'accord.

De façon plus générale, 56 % des répondants sont favorables à l'implantation du péage électronique modulé sur les routes de leur région où se produisent souvent des embouteillages ; 39 % y sont défavorables.

Compte tenu de l'histoire mouvementée du péage au Québec, ces pourcentages étonnent. Il faut dire cependant que le libellé de la question, qui mentionnait par deux fois qu'un tel système pourrait réduire la congestion aux heures de pointe, a pu susciter une attitude plus conciliante chez les répondants.

En outre, bien qu'une majorité des Montréalais semblent ouverts à l'idée, les résultats du sondage laissent aussi prévoir une opposition féroce à tout projet de ce genre. Cette opposition viendrait, cela n'a rien d'étonnant, des gens qui utilisent leur voiture pour se rendre au travail. Bien qu'une faible majorité d'entre eux se disent d'accord avec l'instauration d'un péage modulé sur les routes congestionnées, un gros tiers des automobilistes se disent « tout à fait en désaccord » avec un tel système. Et pour ce qui est de l'implantation du « congestion pricing » sur la Métropolitaine, pas moins de 46 % des personnes qui se rendent au travail en auto s'y montrent fermement opposées.

À lire en page B 4 :
Le péage comme décongestionnant

Déprimé ? Irritable ?... Tout va bien !

PAUL ROY

Vous avez été déprimé tout l'hiver, dites-vous ? Et là, vous avez le goût de tout casser ?

Rassurez-vous, tout va bien !

Dans quelques semaines, vous allez mettre votre maison en vente, éplucher les offres d'emploi, visiter les salles de montre des concessionnaires d'autos... C'est le climat qui veut ça.

C'est du moins ce qu'affirme le psychologue Michael Persinger, professeur à l'université Laurentienne, de Sudbury, et auteur de *Weather Matrix and Human Behaviour*.

« Janvier et février sont généralement des mois de déprime, dans notre climat, explique l'universitaire. Mars et avril sont plutôt des mois d'irritabilité mêlée d'anticipation. On se chicane davantage durant cette période, mais en même temps on anticipe des jours meilleurs. »

Ce phénomène est chambardé quand l'hiver reprend, en avril, après un répit de chaleur en mars. Exactement ce qui s'est produit cette année.

À ce moment-là, l'agressivité et l'irritabilité grimpent de plusieurs crans parce que le froid et la neige sont venus annuler l'anticipation. Il en résulte une « frustration agressive ».

Tout le monde n'est pas aussi sensible à ces conditions climatiques, selon le professeur Persinger. « Les gens les plus vulnérables sont ceux qui travaillent selon un horaire rigide, du lundi au vendredi. Ceux-là sont d'ailleurs généralement plus déprimés le dimanche soir. »

Inversement, a-t-il remarqué, les mortels qui bénéficient d'horaires plus souples sont moins touchés par les caprices du climat.

« Et contrairement à la croyance populaire, on est plus affecté par le temps qu'il a fait la veille que par le temps qu'il fait le jour même. »

— Et la nouvelle maison, la nouvelle voiture ?

— C'est un phénomène qui se produit vers la fin du printemps. Après la dépression, après l'irritabilité, on se dit qu'il doit y avoir plus que ça à la vie. Alors, on se met en tête de changer des choses. J'appelle ça la période de recherche de nouveauté (novelty seeking).

Avril noir

Au fait, si vous avez le goût de casser le vase chinois que vous tenez présentement au-dessus de votre tête, c'est parce que nous venons de vivre un des mois d'avril les moins rigolos de mémoire.

Il a neigé et plu deux fois plus que la normale. Et il a fait plus froid et plus sombre.

On a aussi eu droit à une tornade, samedi dernier, phénomène rare en avril, selon Marc Gélinas, d'Environnement Canada.

Des chiffres : hier, 26 avril, cinq jours avant la fin du mois, il était tombé 22 centimètres de neige, deux fois plus que la normale pour tout le mois, qui est de 11 centimètres, et 111 millimètres de pluie, près de deux fois plus que la normale de 63 millimètres. Et de la pluie, on en attend encore.

« Depuis le début du mois, il n'y a eu que quatre journées où il ne nous est rien tombé sur la tête : les 3, 4, 5 et 12 avril », note M. Gélinas.

D'ailleurs, il n'y a pas qu'avril qui ait dérapé. Normalement, le gros de la neige tombe l'hiver, c'est-à-dire entre le 21 décembre et le 21 mars. Cette fois-ci, le gros de la neige est tombé avant le 21 décembre et après le 21 mars, donc vers la fin de l'automne et le début du printemps.

Ainsi, il en est tombé 48 centimètres (moyenne de 24) en novembre, 86 centimètres (moyenne 55) en décembre, 24 centimètres (moyenne 48) en janvier, 17 centimètres (moyenne 41) en février, et 13 centimètres (moyenne 31) en mars.

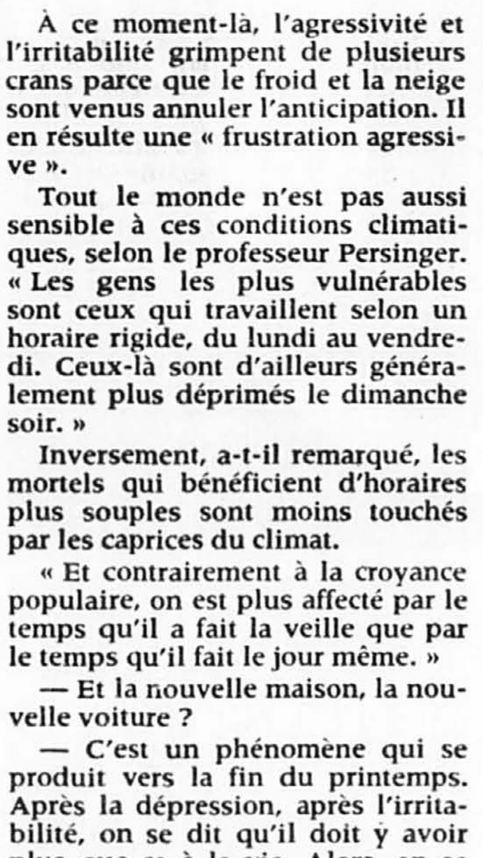
Un peu de froid avec ça ?

Disons qu'il a fait un degré de moins que la normale, en moyenne, depuis le début du mois. Ça ne paraît pas beaucoup, selon M. Gélinas, mais c'est beaucoup. La journée la plus chaude du mois fut le 19 avril : 20 degrés. Normalement, en avril, on a toujours une journée dans les 25, 28 degrés.

Côté soleil, ce ne fut guère plus brillant : 117 heures d'ensoleillement, alors que la normale est de 183.

« Même si on avait encore trois jours de soleil, on n'y arriverait pas », signale le météorologue.

Allez, cassez votre vase et on n'en parle plus !



Demain,
il n'y aura pas d'heure
pour appeler à l'étranger.

Les beaux dimanches de Bell : notre tarif courant le plus bas, jusqu'au 28 avril.

Tous les dimanches, jusqu'au 28 avril, vos relations à l'étranger vont entendre parler de vous. Le jour, le soir, comme la nuit, vous profiterez de notre tarif le plus économique sur tous vos appels vers n'importe quelle destination dans le monde, sauf au Canada et aux États-Unis. Vous pourrez donc épargner jusqu'à 25 % n'importe quand, sans compter les économies des plans *InterMax*℠ et *TéléPlus outre-mer*℠.

Pour connaître les détails, prenez le temps d'appeler. 1 800 668-Bell

Bell

Le jury ne l'a pas cru : la prison à vie pour avoir tué sa compagne

À sa quatrième journée de délibérations, le jury en est venu à la conclusion que Georges Bellerose, un ex-bibliothécaire de l'Université de Montréal, a délibérément tué sa compagne, Jacqueline Dansereau, en la jetant du balcon de leur appartement du troisième étage, rue Viau, à Montréal.Le 30 septembre 1994, Mme Dansereau était retrouvée sans vie au pied du balcon. Elle avait connu Bellerose lors d'une cure de désintoxication consécutive à sa rupture avec son mari. Elle vivait avec Bellerose depuis deux mois et il l'avait battue à quelques reprises.

Peu de temps après la mort de Mme Dansereau, Bellerose tentait d'encaisser le chèque d'aide sociale de sa victime.

Au jury, Bellerose a tenté de faire croire qu'elle était tombée d'elle-même en tentant de lui donner un coup de pied, lors d'une bagarre. Le jury a demandé à se rendre sur les lieux jeudi, et la conclusion a suivi peu de temps après : coupable.

Le juge Ginette Piché, de la Cour supérieure, a condamné Bellerose à l'emprisonnement à vie, sans libération conditionnelle avant dix ans.

Perquisition chez l'agent de Roch Voisine : des achats de drogue auraient été inscrits comme dépenses

ÉRIC CLÉMENT

Si une perquisition a été menée par Revenu Canada le 17 avril dans l'appartement montréalais de Paul Vincent, c'est parce que le ministère soupçonne le gérant du chanteur Roch Voisine d'avoir omis de déclarer des revenus qui, selon le document de dénonciation, auraient notamment servi à acheter de la drogue.

Le document qui a autorisé la perquisition au Tropique Nord, 2500 Pierre Dupuy, appt 508, à Montréal, a été rendu public, hier, au palais de justice de Montréal. C'est un ex-ami de Paul Vincent qui est à l'origine de la dénonciation.

La perquisition concernait Paul Vincent et deux entreprises : 114605 Canada inc., une agence artistique dont les actions sont détenue à 100 % par M. Vincent et dont une des raisons sociales est Éditions R.V. Internationales ; et 173132 Canada inc., une agence d'affaires détenue à parts égales par M. Vincent et Roch Voisine et dont la raison sociale est Monopole enr.

Selon le document, pour les années 1991, 1992 et 1993, un total de 62 805 $ a été déclaré comme dépenses par ces deux compagnies, dont une partie a servi à l'achat de narcotiques. Le poste comptable utilisé pour réclamer les achats de narcotiques était « Frais de sécurité » pour 114605 Canada inc. et « Coûts de production » pour 173132 Canada inc.

Revenu Canada a été avisé par l'ex-ami de Vincent que ce dernier « utilise les fonds de la compagnie 114605 Canada inc. pour se payer des achats de narcotiques ». L'ex-ami a avoué que Paul Vincent lui a souvent émis des chèques, portant la mention « Sécurité ». Avec l'argent, l'ex-ami achetait des narcotiques « qu'il remettait ensuite à Paul Vincent », « des montants variant de 1000 $ à 2500 $ par semaine étaient dépensés à cet effet. Ces montants étaient payés le plus souvent par 114605 Canada inc. »

Paul Vincent

Le ministère reproche à M. Vincent, âgé de 45 ans, de s'être approprié 62 805 $ en réclamant des dépenses personnelles dans les dépenses d'opération de ces compagnies, sans déclarer cette somme au fisc. La dénonciation mentionne les noms de cinq personnes, dont plusieurs du milieu musical, qui auraient reçu des chèques de la part de la compagnie 114605 Canada inc. contre l'achat de narcotiques.

Saisie de drogues

Selon un autre document obtenu par *La Presse* au palais de justice, la perquisition du 17 avril a permis de saisir 7,07 g de haschisch, 24,46 g de cocaïne, 39 joints, une balance Tanita, une arme prohibée (un *zapper* émettant une décharge électrique de haute densité) et une cannette de gaz illégale.

« Certains articles personnels (lit de bronzage, divan vibro-masseur, jeux et cassettes vidéo Nintendo, système de son, etc) payés par 114605 Canada inc. furent capitalisés comme actifs au bilan et à la fin de l'année, une dépense d'amortissement étant réclamée sur ces actifs », indique le document de dénonciation.

Pour l'instant, aucune accusation n'a été déposée au palais de justice. L'enquête de Revenu Canada, commencée il y a 18 mois, n'est pas terminée. La police de la CUM poursuit également son enquête. Fait important à noter, aucune mention n'est faite dans le document de dénonciation d'une quelconque implication du chanteur Roch Voisine dans cette affaire.

Un policier sauve la vie d'un suspect

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'agent Jacques Giroux, de la police de Laval, et son chien pisteur « Trigger » ont sauvé d'une noyade certaine, tôt hier matin, le présumé voleur d'un véhicule en sautant dans les eaux glaciales de la rivière des Mille-Iles, dans le quartier Saint-François.

Il était temps que le policier agrippe le suspect car il ne pouvait plus bouger, engourdi par le froid, et il était emporté par le courant. Il a fallu que deux autres agents, Dominico Di Geneva et Martin Lavoie, se mouillent aussi pour aller aider leur collègue à remener le suspect sur la terre ferme.

Souffrant d'hypothermie, il a été traité à la Cité de la Santé puis incarcéré en attendant d'être interrogé.

Vers 1 h, un jeune homme de 20 ans habitant au 545, boulevard des Mille-Îles, a été sorti de son sommeil par des bruits provenant d'un moteur. Par la fenêtre, il a vu son Blazer 1988 quitter l'entrée de son logis.

Après avoir appelé le 911, il a sauté dans le véhicule d'un ami et il est parti à la recherche de son camion qu'il a retrouvé près de Terrebonne. Les deux voleurs ont poursuivi leur fuite mais ont échoué dans un fossé. L'un d'eux est disparu tandis que le second a été repêché peu après dans la rivière des Mille-Îles par l'agent Giroux assisté de son chien Trigger.

L'AVANTAGE AIR ALLIANCE

70%

JUSQU'À 70% DE RABAIS

SUR BEAUCOUP PLUS DE DESTINATIONS, INCLUANT LES ÉTATS-UNIS

	Vols aller-retour De Montréal	De Québec
Montréal		114 $
Québec	114 $	
Îles-de-la-Madeleine	320 $	318 $
Gaspé	309 $	293 $
Mont-Joli ou Baie Comeau	205 $	139 $
Val d'Or ou Rouyn Noranda	162 $	273 $
Sept-Îles	221 $	191 $
Ottawa		155 $
Boston*		259 $
New York*	183 $	209 $
Philadelphie*	253 $	279 $

* Des conditions particulières s'appliquent pour les destinations américaines.

Réservez vos places dès maintenant auprès de Air Alliance au 1 800 361-8620 ou communiquez avec votre agent de voyage. Informez-vous sur nos tarifs avantageux pour enfants. **Hâtez-vous ! Vous avez jusqu'au 26 mai pour réserver !**

Tarifs aller-retour exclusivement. Applicables aux nouvelles réservations seulement, pour des voyages débutant le 21 juin et se terminant au plus tard le 8 septembre 1996. D'autres destinations sont possiblement disponibles. Séjour minimum requis. Billets non remboursables et non transférables. Aucun déclassement possible. Nombre limité de sièges. Taxes en sus. D'autres restrictions peuvent s'appliquer.

airAlliance

REGAL

importe directement du monde entier

cadeaux, lampes, accessoires de décoration, miroirs, sculptures, verreries, argenterie, jeux, céramique, bronzes, meubles d'appoint, etc., et LES VEILLEUSES

AU PRIX DE GROS, TOUTE L'ANNÉE

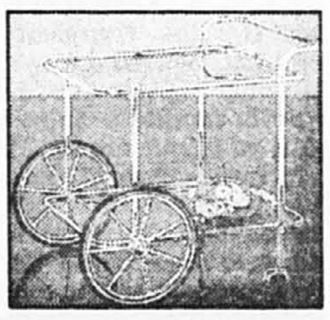
SOIT UNE RÉDUCTION DE 50%

UNE SEULE VISITE VOUS CONVAINCRA

PROMOTION DE LA SEMAINE

Table roulante laitonnée, verre fumé, importée d'Italie

Régulier 250 $ 125 $



3801, rue Jean-Talon Ouest, H3R 2G4, Montréal 737-5354

GARANTIE SANS CONDITIONS

Nous garantissons que si vous trouvez le même article, moins cher, dans un délai de 8 jours, REGAL vous remboursera la différence majorée de 50 %

S2371599

Université de Montréal

DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES EN DÉVELOPPEMENT DU MÉDICAMENT (D.E.S.S.)

ÉTUDES À TEMPS PARTIEL

La Faculté des études supérieures offre un programme de 30 crédits, étalé sur deux ans et menant à un D.E.S.S., dans le domaine du développement du médicament.

Objectifs
Former des professionnels capables d'identifier les exigences scientifiques et gouvernementales spécifiques aux diverses étapes du développement du médicament, de comprendre les problèmes inhérents à chacune d'elles, et d'intégrer et d'appliquer les connaissances acquises.

Clientèle visée
Candidats désirant œuvrer ou œuvrant déjà dans un poste cadre ou professionnel relié au développement du médicament en milieu académique, gouvernemental, hospitalier ou industriel, et voulant se spécialiser dans un domaine particulier: clinique, galénique et analytique, pharmacoéconomique et épidémiologique ou réglementaire.

Préalables
Détenir un diplôme de 1er cycle ou l'équivalent.

Dates limites d'admission

Trimestre d'hiver 1997 : 1er novembre 1996
Trimestre d'automne 1997 : 1er février 1997

Renseignements : Diane Laflamme (514) 343-6111, poste 3245

(0679)

AVIS PUBLIC

OUVERT DIMANCHE 11 H À 17 H

ATTENTION!

*Pas de T.P.S. ni T.V.Q.

MÉFIEZ-VOUS DES PRÉTENDUES «VENTES DE FERMETURE» OFFRANT DES RABAIS DE 70 %, 75 % OU 80 %.

Chez Indiport, nous égalerons n'importe quel prix et nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 % sur présentation de cette annonce.

CHEZ INDIPORT, LE PLUS GRAND ENTREPÔT DE TAPIS D'ORIENT À MONTRÉAL, L'IMMENSE POUVOIR D'ACHAT PERMET D'OFFRIR AUX CLIENTS DES BAS PRIX DE TOUS LES JOURS ET DE VRAIES RÉDUCTIONS SUR DES TAPIS INDO-PERSANS, BOKHARAS, GABBAHS, AUBUSSON, KASHMIR EN SOIE, TAPIS CHINOIS ET PERSANS, ETC.

Nous vous invitons à passer nous voir et à apporter un tapis chez vous pour un essai, sans obligation d'achat.

*Offre valable jusqu'au 1er mai 1996

Champs-de-Mars Place-d'Armes MÉTRO

INDIPORT

ENTREPÔT DE TAPIS ORIENTAL

871-1664

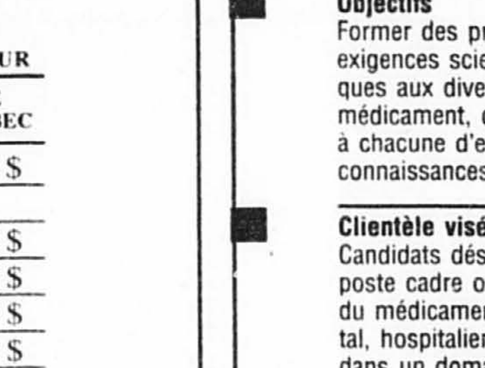
100, Saint-Paul Est

S2368715

AVIS PUBLIC

Solarium Zytco

Trois-Saisons SPÉCIAUX DU PRINTEMPS



☑ STORES GRATUITS INCLUS AU TOIT.

☑ À PARTIR DE $99. PAR MOIS.

☑ FINANCEMENT À 4.9 % D'INTÉRÊT.

4940 Bois-Franc, St-Laurent, Qc, H4S 1A7 1-800-361-9232

(514) 335-2050 OUVERT LE SAMEDI

Quelques Japonais et plusieurs Bulgares

Pierre FOGLIA

Dans Carrières et professions, l'autre samedi dans *La Presse*, une entreprise de la région de Trois-Rivières, spécialisée dans la construction résidentielle à ossature de bois, cherchait un coordonnateur des services à sa clientèle japonaise.

Évidemment, le candidat devait parler et écrire couramment le japonais, en plus d'avoir un bac en français et de maîtriser l'anglais.

Il devait avoir des connaissances approfondies en construction résidentielle à ossature de bois. Et avoir de l'expérience dans ce domaine.

La perle rare, quoi. J'imagine que les spécialistes en maisons de bois préfabriquées qui parlent japonais ne doivent pas courir les rues de Trois-Rivières. Ni celles de Montréal, d'ailleurs.

D'autant plus qu'on requérait aussi du candidat une bonne maîtrise de l'informatique et de la correspondance d'affaires, qu'on exigeait qu'il soit un excellent communicateur et enfin qu'il soit disponible le soir et les week-ends.

Salaire offert : 8 $ de l'heure.

Sincèrement, j'ai cru à une erreur typographique. Le « 1 » avait dû sauter à l'impression, il fallait probablement lire 18 $ de l'heure. Et c'était encore très cheap. 18 $ de l'heure, c'est le salaire d'une téléphoniste syndiquée à *La Presse*, et ce n'est pas déprécier nos téléphonistes que de souligner qu'elles ne parlent presque pas japonais et ne connaissent rien à la construction résidentielle à ossature de bois.

J'appelle donc à Trois-Rivières. Non, non, ce n'est pas une erreur. Sauf que, depuis la parution de l'offre d'emploi, on a revu le salaire à la hausse. C'est maintenant 9,50 $ au lieu de 8 $.

C'est ce que j'appelle rire du monde.

Ce que j'appelle aussi la réponse du berger à la bergère. Dans les colonnes de notre courrier des lecteurs de cette semaine, la bergère, un certain Michel Nystrom, expliquait que la dette du Canada a été accumulée par les grandes entreprises qui ont bénéficié de subsides gouvernementaux... pour surpayer les enfants gâtés de la social-démocratie. (C'est vous ça, si vous avez 40 ans et plus.)

Même au nom de la liberté d'expression, on ne devrait pas avoir le droit de publier ce genre de truc sans au moins un avertissement comme sur les paquets de cigarettes : « Attention, l'opinion qui suit peut donner le cancer du côlon. »

Hé, ho, petit nono, penses-tu que l'entreprise de Trois-Rivières n'en reçoit pas des subsides gouvernementaux ? Trouves-tu qu'ils servent à surpayer le personnel ? Et que crois-tu que le boss va faire avec la différence entre ce qu'il paie (9,50 $) et ce que ça vaut (minimum 25 $ de l'heure) ? Penses-tu qu'il va rembourser la dette du Canada ?

Si j'était prof en génie, ou aux HEC, ou en informatique, on en économie, si j'avais la responsabilité de futurs jeunes « professionnels », je leur ferais un cours sur cette offre d'emploi « japonaise ». Je leur dirais vous voyez, c'est ça, la mondialisation des marchés, c'est ça, le libéralisme économique. Tu prends un cours d'ingénierie, et tu deviens ingénieur. Tu prends un cours de japonais et tu deviens japonais, je veux dire, tu fais ta job d'ingénieur, tu tapes des rapports en trois langues sur Windows, tu réponds aux clients, tu viens passer le balai en fin de semaine, on te paie 9,50 $ l'heure, et tu fermes ta gueule.

Je leur dirais aussi que les attend la tâche exaltante d'avoir à changer ça, d'avoir à replacer l'Homme et sa fiancée au centre de la science économique.

■■■

Sujet différent, mais pas tellement.

Vous vous rappelez peut-être, dans ma série sur la pauvreté, Diane, cette baby-boomer de 40 ans, depuis 20 ans sur le BS, contente d'y être, bien dans sa peau, confortable, pas pressée du tout d'aller quémander une job de réceptionniste au salaire minimum.

Elle.

Et juste avant de partir pour Atlanta, Annabelle, cette jeune universitaire, mère de deux enfants, qui quête rue Saint-Denis pour s'acheter des livres.

Elle aussi.

Leur marginalité, surtout celle de Diane, a eu l'heur d'exciter l'agressivité d'une catégorie de lecteurs dont je me demande, un, ce qu'ils foutent dans cette chronique, deux, où ils ont pris que je leur proposais des « modèles » ?

J'ai soumis des cas, pas des modèles. J'en parle parce qu'elles existent, parce qu'elles habitent notre réalité, notre diversité. C'est ma job de témoigner de la réalité. Et la sympathie qu'elles m'inspirent n'implique pas forcément mon adhésion à leur choix de vie.

Je capote légèrement quand je lis des trucs comme : Pourquoi Annabelle fume-t-elle si elle est si pauvre ?

Pourquoi la société devrait-elle lui payer des cours de philo et de socio qui ne lui serviront à rien, surtout pas à sortir de son trou ?

Pourquoi deux enfants, si elle n'a pas une cent et qu'elle veut étudier ? La contraception, elle connaît pas ?

Ce qui me fait bien rigoler, c'est le discours emphatique sur la diversité et la différence qui ont cours dans ce pays depuis le 30 octobre dernier, notre soudaine sympathie pour les juifs bulgares, les Tamouls culs-de-jatte et les intégristes tunisiens. Non seulement ceux-là ont le droit d'être différents, mais leur différence est soudainement devenue notre richesse.

T'as encore le droit d'être blanc, catholique, francophone et pas handicapé, mais fais-nous pas chier, vis comme les autres Blancs catholiques francophones, pas handicapés. Par exemple, si t'es sur le BS, prends ton trou, souffre comme tout le monde. Viens pas nous dire que tu t'arranges pas pire. Prends pas des cours de philosophie. Prends un cours de coiffeuse. Pour qui tu te prends, sacrament ?

Une Bulgare ?

■■■

Il reste 94 jours ou 36, je sais pas, mais les plus belles photos des Jeux de cet été sont déjà sorties. Vous les trouverez dans *Vanity Fair*, elles sont signées Annie Leibovitz qu'on rencontre plus souvent dans la revue *Rolling Stone*. Ses photos noir et blanc montrent des corps lourds d'un travail de 10 000 jours.

Multisports, Multilargeurs.

Nos chaussures de sport sont calibrées pour rejoindre la largeur précise de votre pied, pas seulement sa longueur. Un meilleur ajustement, un meilleur rendement.

new balance

LARGEURS DISPONIBLES	MODÈLES ▼ LARGEURS ▶		2A	B	D	2E	4E
HOMMES	M999	COURSE					
	MX756	MULTISPORT					
	MK907	DE VI LE					
	MK907	PLEIN AIR					
FEMMES	WW800	MARCHE					
	WCT515	TENNIS					
	WX655	MULTISPORT					

MODÈLES, LARGEURS, POINTURES EN MAGASIN PEUVENT VARIER MAIS LA PLUPART SONT DISPONIBLES SUR COMMANDE. Certains modèles pour hommes disponibles en pointures 6 à 18, femmes en pointures 5 à 13.

2356006-403

Tony 1346, AV. GREENE WESTMOUNT 935-2993

Sports Dubuc DEVAULT 613, NOTRE-DAME REPENTIGNY 581-5844

endurance 6579, RUE ST-DENIS MONTRÉAL 272-9267 Beaubien

Murray SPORTS 1200, PEEL MONTRÉAL 861-9636

LE DEPOT NATURALIZER 501, RUE DE L'ÉGLISE, VERDUN 768-0642

sports experts CENTRE ROCKLAND, VILLE MONT-ROYAL 735-4751

BOUTIQUE COURIR 1745, CH. CHAMBLY (ANGLE CURÉ-POIRIER) LONGUEUIL 674-4436; 4452, SAINT-DENIS, MONTRÉAL 499-9600; 2524, DANIEL JOHNSON (FACE AU CARREFOUR LAVAL) 978-9822

W2356006

La fièvre du printemps

SONY

En plus de vous offrir des rabais exceptionnels, nous ajoutons GRATUITEMENT à ces 4 produits vedettes des primes très alléchantes.

EN PRIME

CHAÎNE MIDI HI-FI STÉRÉO
• Lecteur CD
• Double magnétocassette
• Télécommande
• Prix courant: 499 $
RABAIS DE 150 $ 349$
Écouteurs KOSS TD60 valeur: 30 $

EN PRIME

BALADEUR SPORT
• MA/MF cassette • Mega Bass
• Auto-inversion
• Prix courant: 89 $
WNFS 393
RABAIS DE 10 $ 79$
Écouteurs SONY MDR E515 Valeur: 15 $

EN PRIME

LECTEUR CD PORTATIF
• Kit automobile • AVLS
• Prix courant: 199 $
D102CK
RABAIS DE 20 $ 179$
Haut-parleurs SONY SRSA10 valeur: 29 $

EN PRIME

CAMÉSCOPE 8MM HI-FI STÉRÉO
• Zoom 12X • Viseur couleur
• 0.8 lux • Effets spéciaux
• Prix courant: 949 $
CCDTR 76
RABAIS DE 50 $ 899$
Pile NP 68 + Étui OPTEX VA33 Valeur: 108 $

LBTA 190 (Base optionnelle)

Ces modèles ne sont peut-être pas en montre dans toutes les succursales. Les illustrations peuvent différer.

Dumoulin

branché sur l'électronique et l'informatique

MONTRÉAL: 8390, rue Saint-Hubert 388-4777 | LAVAL: 1599, aut. 440 ouest 681-7770 | LONGUEUIL: 2203, ch. de Chambly 468-1993

TROIS-RIVIÈRES OUEST 5115 boul. Jean XXIII (819) 693-4755 • JOLIETTE 404, rue Saint-Viateur (514) 759-6956 • SOREL 1815, rue Marie Victorin (514) 742-4511
SHERBROOKE 1112, rue Conseil (819) 565-3177 • SHERBROOKE 2222, rue King ouest (819) 566-0261

BRACELET EN ARGENT, PIÈCE UNIQUE

BIJOUX D'ART DE WALTER SCHLUEP

SOLDE
du 3 au 18 mai seulement

BOUTIQUE WALTER SCHLUEP
306 B, place d'Youville, Vieux-Montréal
Tél. : (514) 844-0964

Ouvert du lun. au ven. de 10 h 30 à 18 h, le sam. de 12 h à 17 h

2383050-427

IMAGINEZ UN PRIX POUR UNE BERLINE QUI AURAIT CETTE ALLURE

ENLEVEZ de 3 000$ à 5 000$...

SONATA 95 Nul si découvert $

POUR DÉCOUVRIR SON PRIX, VENEZ NOUS VOIR!

Faites vite, vous avez jusqu'au 30 avril pour en profiter!

HYUNDAI Objectif évolue à votre avantage

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

W2367340

Vers l'« université nouvelle »

Paule Leduc sera la prochaine rectrice de l'UQAM

ANDRÉ PRATTE

À moins d'imprévu, Mme Paule Leduc sera nommée prochainement rectrice de l'Université du Québec à Montréal. Au cours de la consultation — en réalité une véritable élection —menée auprès des professeurs, cadres, syndicats et associations étudiantes de l'UQAM, Mme Leduc a obtenu 58 % des suffrages, contre 37,75 % pour son adversaire Florence Junca-Adenot. Le conseil d'administration de l'Université a donc recommandé au gouvernement du Québec la nomination de Mme Leduc.

PHOTO LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

Mme Paule Leduc deviendra prochainement rectrice de l'Université du Québec à Montréal.

Âgée de 59 ans, Mme Leduc est présentement vice-présidente à l'enseignement et à la recherche de l'ensemble du réseau de l'Université du Québec. De chargée de cours qu'elle était au département d'études françaises de l'UQAM naissante de 1969, elle est devenue, entre autres, vice-rectrice exécutive, sous-ministre des Affaires culturelles, présidente du Conseil des universités du Québec et présidente du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Durant sa campagne, Mme Leduc a promis de faire de l'UQAM « l'université nouvelle qu'elle est appelée depuis ses débuts à être ». Et pour commencer une université qui prend sa place, qui sait faire taire ses critiques. À cet égard, la future rectrice s'est engagée à tenir un discours moins « défensif » que celui des dirigeants universitaires des dernières années. « Il faut, a-t-elle confié hier à *La Presse*, un rafraîchissement du discours. Je ne suis pas sûre que le discours pauvériste soit encore crédible. J'aimerais qu'on parle davantage de la mission de l'université. »

Une « université nouvelle », ce serait aussi une institution qui ne se contente pas de réagir aux décisions prises ailleurs. « Nous nous limitons à prendre des décisions sous la pression de menaces budgétaires et nous nous contentons de modifier les choses à la marge, à la pièce, souvent sans réflexion portant sur l'ensemble, sans vision globale », déplorait Mme Leduc dans un texte qui lui fit office de programme. Elle invitait l'université à une redéfinition de son rôle, à une « redirection » centrée sur la formation des étudiants. Elle a parlé aussi d'un réexamen des « dogmes administratifs et académiques, règles et règlements qui alourdissent indûment le fonctionnement. »

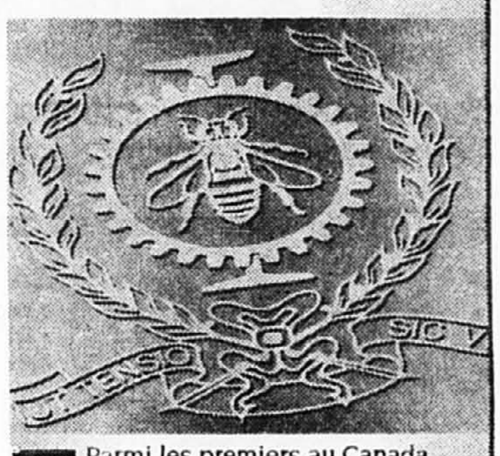
« Le résultat du vote indique qu'il y a une conscience aiguë que nous devons mener cet exercice auquel je convie tout le monde, une conscience que nous allons devoir changer des choses ensemble », a déclaré la future rectrice à *La Presse*.

« Mon UQAM ! »

La candidate défaite Florence Junca-Adenot, qui est vice-rectrice à l'administration et aux finances, a quitté Montréal hier pour quelques jours de vacances durant lesquels, a-t-elle fait savoir, elle réfléchira à son avenir. « Le résultat me confirme que ce n'est pas facile de se présenter comme rectrice quand on est vice-rectrice aux finances et qu'on est en train de préparer un budget », a dit Mme Junca-Adenot à *La Presse*. Mais ça n'enlève pas mon amour pour mon UQAM ! »

La MAÎTRISE modulaire : le succès à votre rythme

- Électronique
- Ergonomie du logiciel
- Génie aérospatial
- Génie logiciel
- Informatique
- Logistique
- Management de la technologie
- Matériaux
- Matériaux composites
- Réhabilitation des infrastructures urbaines



- Parmi les premiers au Canada au chapitre des subventions et des contrats de recherche
- Reconnue à l'échelle internationale pour sa collaboration avec les entreprises et l'intensité de ses activités de recherche

Professionnels en exercice et finissants en sciences

Visez enfin la maîtrise à votre rythme. À temps plein ou à temps partiel, obtenez une attestation de l'École Polytechnique après un premier module, un diplôme d'études supérieures spécialisées après deux modules et un diplôme de maîtrise après un troisième module.
Le chemin vers la maîtrise n'a jamais été aussi stimulant et flexible.

Programme de maîtrise en 3 modules

- **Module de base (15 crédits)** Vous mène à une connaissance approfondie du domaine choisi.
- **Module de spécialisation (15 crédits)** Vous permet d'acquérir des habiletés plus pointues dans le domaine choisi.
- **Module d'intégration (15 crédits)** Vous donne accès à des stages, des laboratoires ou des projets.

Date limite d'inscription : 1er juin 1996

Renseignements
Téléphone : (514) 340-4605
Télécopieur : (514) 340-5859
Web : http://www.polymtl.ca

ÉCOLE POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

Le génie sans frontières

Faites réémailler votre baignoire

Prix courant 250$
150$
Taxes en sus / Blanc seulement
Demandez des précisions sur les éviers, comptoirs, carreaux et couleurs.
2333606
Partout au pays
Rabais de 100$ avec ce coupon
cette offre est valide jusqu'au 4 mai 1996
IMPERIAL REFINISHING
1 800 807-7901 Depuis 1970

Ne payez rien avant août*

CLUB PC ENTREPÔT

Intel Pentium MD 75 MHz 8 Mo
* 999$

Intel Pentium MD 100 MHz 8 Mo
* 1179$

Tous nos ordinateurs sont vendus avec: lecteur 1.44 Mo, disque dur 1 Go, 256 Ko cache souris, carte vidéo 1 Mo (moniteur en sus)
Garantie 3 ans pièces et main-d'oeuvre

SPÉCIAL jusqu'au 30 avril
à l'achat d'un ordinateur obtenez:
un CD 4X, une carte de son 16 bits, 7 DC dont GROLIER 96 ou 99$ reg. 159$
MICROSOFT Office PRO V7.0 CD Windows 95 (version complète) 399$ reg. 749$

Détails en magasin seulement

Aussi disponible: Pentium PRO 200 MHz prêts étudiants, mise-à-jour d'ordinateurs

Cartes de crédit acceptées

1881 Gutenberg, Laval
682-6466 ou 990-2088
Autoroute des Laurentides nord (15), sortie 10, 1ère rue à droite. Ouvert dès 9 heures

ENTREZ ET VENEZ NOUS MARCHER DESSUS !

Artin GALLERY Ltd.

Venez marcher sur notre vaste collection de tapis. Quand vous aurez vu cette superbe collection d'oeuvres d'art persan, vous devrez en croire vos yeux et vous serez convaincu. Et nous avons un tapis unique en son genre, fait à la main, créé exactement pour vous.

GRANDE VENTE SPÉCIALE du Printemps
Nous allons célébrer le printemps. Venez vous joindre à nous !

Le Nouvel Hôtel
1740, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H 1R3
Tél.: (514) 931-8841

Du 16 au 28 avril 1996
Lundi au vendredi : 10 h à 21 h
Samedi et dimanche : 10 h à 18 h

STATIONNEMENT GRATUIT

De plus, nous vous offrons jusqu'à 77 % de rabais !

S2364608

ABANDON DES AFFAIRES

ENCAN FINAL

3 derniers jours ! Aucune prolongation !

Aryana Tapis persans

VASTE SÉLECTION COMPRENANT DES CENTAINES DE TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES, NEUFS ET ANTIQUES, TOUS NOUÉS À LA MAIN

Aryana Tapis Persans abandonne ses foires et tout le stress qui y est lié. En PLUS, en raison de restrictions strictes imposées par nos autorités douanières, nous sommes dans l'obligation de vendre au plus offrant, même si l'offre est très basse. C'est une dernière occasion de profiter de prix de liquidation sur cette marchandise superbe et de première qualité.

TOUTE DERNIÈRE CHANCE !

Encan mené par
GREAT NORTHWEST GNW LIQUIDATORS

Note de l'encanteur:
Le stock comprend plusieurs belles pièces rares, telles que Tabriz, Qum en soie, Sarouk, Isfahan, Bidjar, Afshar, Nain, Heriz, Kashan et kilims tribaux, dans un grand choix de dimensions, de 2' x 3' à 12' x 18' et même plus, dans tous les modèles, teintes et motifs, pour embellir votre intérieur.

AUCUNE MISE À PRIX!

ENCANS
Samedi 27 avril — 14 h et 19 h
Dimanche 28 avril — 14 h et 19 h
Lundi 29 avril — 19 h seulement
(Inspection publique 1 heure avant l'encan)

LES ENCANS SERONT TENUS DANS L'ENTREPÔT DE GREAT NORTHWEST LIQUIDATORS, AU
4890, JEAN-TALON OUEST
(entre l'autoroute Decarie et Victoria)
Tél.: (514) 342-1910

GRAND STATIONNEMENT GRATUIT
(Service de livraison offert)
COMMISSION D'ACHAT DE 10%

S2369678

COMPTANT • CHÈQUE • VISA • MASTERCARD • INTERAC
PAYEZ ET EMPORTEZ • TOUTES VENTES FINALES!

POUR DÉCOUVRIR LA **PNL**

Formation de base

Depuis 1985, le Centre offre tous les niveaux de formation professionnelle pour les applications de la PNL dans les domaines de l'éducation, de la thérapie, de la vente et de la gestion.

Soirée d'information 281-7553

Centre québécois de programmation neuro linguistique
3826 St-Hubert, Montréal • Fax: (514) 843-7947

loto-québec — LOTS BONIS — résultats

La Mini — Tirage du 96-04-26

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
638570	50 000$	63857	1 000$
38570	5 000$	6385	100$
8570	250$	638	10$
570	25$		
70	5$		

3 GEO MÉTRO*
(numéros non décomposables)

276A264	345B144	689B569

*Chaque voiture est échangeable contre un lot de 15 000 $.

50 lots bonis de 500 $ chacun (numéros non décomposables)

101A892	464A914	122B199	479B112	586B603
114A514	486A994	197B236	487B425	592B520
125A315	505A513	206B486	488B946	594B839
150A046	575A275	220B888	497B321	599B599
168A810	631A773	268B688	508B931	603B704
169A754	644A045	303B483	516B372	656B272
332A858	684A797	306B304	523B305	660B161
335A620	691A018	334B512	560B121	675B513
376A970	699A618	349B899	563B215	690B394
437A979	118B524	411B899	586B049	694B040

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Les compressions exigent des efforts surhumains

Les directeurs d'hôpitaux et de CLSC de la Montérégie demandent des correctifs à la régie

MARTHA GAGNON

Les compressions budgétaires suscitent inquiétude et mécontentement dans plusieurs établissements de santé et de services sociaux de la Montérégie.

« J'ai eu un choc en voyant les chiffres, déclarait hier M. Gilles Dufault, directeur de l'hôpital Pierre-Boucher de Longueuil. On nous demande des efforts presque surhumains, alors que la Montérégie est une région déjà pauvre en ressources. »

Il explique que son établissement fait face à des réductions de plus de 3 millions si l'on tient compte des efforts de compression, de l'inflation et des augmentations salariales.

M. Dufault, comme les autres directeurs d'hôpitaux, de CLSC et de centres d'hébergement, a pris connaissance, jeudi soir, du plan de réduction et de réallocation budgétaires de chaque établissement adopté par la régie régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie.

Il a déjà demandé à la régie d'apporter des correctifs. « Sinon, les services à la population seront affectés, affirme M. Dufault. J'ose croire que les gens de la régie sont assez intelligents pour comprendre que les efforts exigés sont trop considérables. » Le directeur espère obtenir de nouvelles allocations provenant de l'enveloppe de la régie qui n'a pas encore été distribuée.

Le directeur souligne que les coûts liés à l'inflation et aux conventions collectives, ce qu'on appelle l'effet de croissance, représentent à eux seuls 1,3 million. Dans l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux en Montérégie, ces dépenses s'élèvent à 20 millions.

Pour sa part, le directeur adjoint à l'hôpital Charles-Lemoyne, Yves Benoît, affirme que les efforts sont encore possibles mais que la régie devra favoriser la mise en commun des services et développer une meilleure complémentarité entre les établissements.

À l'hôpital Charles-Lemoyne, « le coût global des compressions est de 6 millions et non de 3 millions comme le prétend la régie, dit M. Benoît. Dans son évaluation, elle ne tient pas compte de l'inflation et des salaires. On peut encore réduire le temps d'hospitalisation, développer davantage la chirurgie d'un jour, revoir les pratiques des médecins et changer nos façons de faire. Mais ces transformations ne pourront se réaliser sans la collaboration des autres établissements. »

Selon M. Benoît, le montant additionnel de 900 000 $ affecté au service d'hémodialyse sera insuffisant pour répondre aux nouvelles demandes des patients qui n'iront plus dans les hôpitaux de Montréal.

De son côté, le président du Regroupement des CLSC de la Montérégie, Me Louis Letellier-de-St-Just, affirme que la régie n'a pas respecté totalement les engagements du ministère de favoriser le maintien à domicile et le virage ambulatoire. « Même si les montants ne sont pas astronomiques, il y a des réductions budgétaires dans six CLSC sur 19. Qu'on cesse de se leurrer, il est certain que les services au public seront touchés. La régie devrait avoir le courage de le dire. »

C'est aussi ce que pense M. Claude Dallaire, conseiller aux affaires régionales des Centres d'hébergement et de soins de longue durée de la Montérégie. « En deux ans, nous aurons été ébranlés par des compressions de 12 millions. Un centre d'hébergement comme celui de Sorel devra effectuer des réductions équivalentes à 11 % de son budget. C'est énorme. »

Pour sa part, M. Yvon Monette, directeur des ressources du réseau à la régie, affirme que les CLSC et les centres d'hébergement ont quand même reçu une aide financière plus élevée que les hôpitaux. « Les CLSC ont reçu un montant de 4 millions et les centres d'hébergement 4,4 millions comparativement à 2,5 millions pour les hôpitaux. »

M. Monette reconnaît que la régie devra guider les établissements dans leurs transformations. « Nous n'allons pas nous sauver après avoir distribué les malheurs ou compressions. Un plan d'action sera présenté en juin. »

Montréal songe aussi à privatiser les services de la circulation

Le comité exécutif de la Ville de Montréal a confié au Service de la circulation et du transport le mandat d'étudier certaines activités qui pourraient être privatisées ou encore faire l'objet d'ententes de partenariat avec des villes voisines.

Ces études, annonce-t-on dans un communiqué diffusé hier par le bureau de la présidence du Comité exécutif, seront complétées d'ici l'automne.

Pour l'essentiel, elles concernent :

- l'installation et l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et des marques sur la chaussée ;
- la surveillance du stationnement ;
- le traitement et la gestion des relevés statistiques de circulation ;
- la conception et l'élaboration de plans et devis d'aménagements associés à l'amélioration de la circulation.

Le mandat confié par le Comité exécutif s'inscrit dans la démarche adoptée pour l'identification, l'analyse et la décision concernant tout projet de partenariat.

Les résultats de ces analyses seront acheminés au Comité exécutif. Les projets retenus feront ensuite l'objet d'un débat public devant une commission permanente du Conseil municipal avant qu'une décision finale ne soit soumise au Conseil.

PHOTO LUC-SIMON PERRAULT, *La Presse*

Richard Forest a bloqué la route 125 avec l'une de ses moissonneuses-batteuses pour appuyer les producteurs de porc qui veulent retrouver leur abattoir, à Saint-Esprit.

Des producteurs de porc bloquent la route 125

ÉRIC TROTTIER

Une soixantaine de producteurs de porc de la région de Lanaudière ont bloqué hier la route 125, à Saint-Esprit, pour forcer le gouvernement Bouchard à rouvrir l'abattoir local, fermé en 1991.

Les producteurs, au volant de véritables mastodontes agricoles roulant à 1 ou 2 km/h, sont parvenus à immobiliser durant deux heures des milliers d'automobilistes qui tentaient de regagner leur domicile, en fin d'après-midi.

« Ils ont réussi à emmerder bien des gens qui n'ont rien à voir avec leurs problèmes », a déclaré, découragée, Michelle Barrette, de Saint-Esprit, qui devait aller récupérer son fils de 12 ans à Joliette. « Leur cause est sûrement juste, mais ils n'ont pas trouvé la bonne façon d'attirer la sympathie du public », a dit un autre automobiliste, Jacques Saint-Onges, de Montréal. « Écrivez donc qu'ils nous font chier », ont aussi lancé plusieurs conducteurs excédés.

Les producteurs de porc de la région de Lanaudière manifestaient pour forcer le gouvernement Bouchard à rouvrir l'abattoir de Saint-Esprit fermé en 1991 à la suite d'une faillite. Appuyant le groupe Lafleur-Brochu (l'un des plus importants producteurs de porc au Québec), les producteurs de Lanaudière ont tenté de rouvrir l'usine en 1993, mais ils en ont été empêchés par l'UPA et la Fédération des producteurs de porc du Québec, qui imposent des quotas favorisant d'autres abattoirs du Québec.

Depuis la fermeture, les producteurs de la région de Lanaudière se plaignent de devoir envoyer leur bétail à des centaines de kilomètres pour le faire abattre. Selon leur porte-parole, Danielle Allard, le transport revient à 10 $ par animal, ce qui fait perdre des dizaines de milliers de dollars chaque année aux producteurs.

Pour Éric Brochu, qui dirige le groupe Lafleur-Brochu, le besoin d'une telle usine d'abattage est plus que réel dans cette région qui produit 500 000 têtes de bétail par année mais n'en abat que 100 000. M. Brochu estime que l'abattoir de Saint-Esprit pourrait abattre 5000 animaux par semaine sans nuire aux autres usines de la province.

Le ministre de l'Agriculture, Guy Julien, a rencontré les producteurs mécontents durant la manifestation d'hier. Mais tout ce que ceux-ci ont obtenu du ministre, c'est la promesse qu'ils pourront négocier avec l'UPA et leur fédération la semaine prochaine.

Les producteurs de porc de Lanaudière en ont assez d'attendre : « Pendant que le problème traîne, nous perdons de l'argent. Si ça ne se règle pas bientôt, le gouvernement va entendre parler de nous aux élections partielles de l'Assomption », a promis Mme Allard. « La manif d'aujourd'hui, c'est de la p'tite bière à côté de ce qu'on prépare. Les vrais coups de cochon s'en viennent », a conclu un des protestataires.

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Piscines monocoques en fibre de verre

Futuro 25 ANS DE GARANTIE

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

PAS DE T.P.S OU PAYEZ EN 1997

PISCINE À PARTIR DE 7500$

SPA 8 PLACES 10' X 6'6" 2 999 $

SPÉCIAL SPA 5 PLACES 19 JETS, THÉRAPEUTIQUE, LUMIÈRE, SPA PAK 3 300 $

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

CARACTÉRISTIQUES
- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée.
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

Futuro 622-2664 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval (sortie 16, Autoroute des Laurentides)

S2370992

Notre célèbre rosbif a un rival à Montréal : notre bifteck d'entrecôte

NOTRE BIFTECK D'ENTRECÔTE

NOTRE TABLE DE CRUDITÉS

NOTRE PRIX 9,95 $ TOUS LES SOIRS TANT QU'IL Y EN A

Chez la Mère TUCKER

Rosbif · Fruits de Mer · Grillades

CENTRE-VILLE : 1175, place du Frère André 866-5525

ST-LAURENT : 6971, chemin Côte-de-Liesse 737-0092

(à 5 min. de Décarie, sortie Hickmore)

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER

Le DÉFI Chrysler des SUPER VALEURS

Ensemble 22D:
Climatiseur sans frais
Rabais du consommateur de 500 $*
Moteur 2,0 L de 132 ch
Deux coussins gonflables
Boîte automatique

Neon 4 portes Highline 1996
Poutres latérales de sécurité
Servodirection
Radio AM/FM stéréo
Freins à disque assistés à l'avant

Design d'habitacle avancé
Roues de 14"/Enjoliveurs pleine grandeur
Essuie-glace intermittents à cadence variable
Commande intérieure d'ouverture du coffre
Très économique: - 5,8 L/100 km sur route**
- 8,4 L/100 km en ville**

SUPER VALEUR À SEULEMENT
14 296 $*

Clé D'OR EN LOCATION À
199 $†
par mois pendant 30 mois plus mise de fonds de 2 070 $ ou échange équivalent, frais de transport de 630 $ et dépôt de sécurité de 200 $.
Bail sans mise de fonds disponible.

Ensemble 24T:
Moteur V6 de 3,0 L
Deux coussins gonflables
Boîte automatique
Climatiseur
Poutres de sécurité dans les portières

Dodge Caravan/Plymouth Voyager 1996
Radio AM/FM stéréo
Espace pour 7 passagers
Porte-bagages au toit

Sièges sur roulettes Easy Out™
Verrous à l'épreuve des enfants
Dégivreur d'essuie-glace – pare-brise
Et plus encore

SUPER VALEUR À SEULEMENT
20 496 $*

Clé D'OR EN LOCATION À
259 $†
par mois pendant 30 mois plus mise de fonds de 2 299 $ ou échange équivalent, frais de transport de 840 $ et dépôt de sécurité de 275 $.
Bail sans mise de fonds disponible.

Plymouth Breeze 1996 — SUPER VALEUR À SEULEMENT — Dodge Stratus 1996

17 996 $*

Clé D'OR EN LOCATION À
239 $†
par mois pendant 30 mois plus mise de fonds de 2 426 $ ou échange équivalent, frais de transport de 725 $ et dépôt de sécurité de 250 $.
Bail sans mise de fonds disponible.

Ensemble 24A: Moteur à multisoupapes de 2,4 L, 150 ch • Deux coussins gonflables • Climatiseur • Boîte automatique à 4 rapports Poutres de sécurité dans les portières • Design d'habitacle avancé offrant plus d'espace • Radiocassette AM/FM stéréo • Dossier de banquette arrière entièrement rabattable Colonne de direction inclinable • Économie de consommation: - 7,5 L/100 km sur route/- 11,5 L/100 km en ville****

Chrysler Intrepid 1996

Ensemble 22C:
Moteur V6 de 3,3 L
Deux coussins gonflables
Climatiseur
Boîte automatique à 4 rapports
Poutres de sécurité dans les portières
Régulateur de vitesse

SUPER VALEUR À SEULEMENT
20 496 $*

Clé D'OR EN LOCATION À
299 $†
par mois pendant 30 mois plus mise de fonds de 3 357 $ ou échange équivalent, frais de transport de 790 $ et dépôt de sécurité de 300 $. Bail sans mise de fonds disponible.

Eagle Vision Esi 1996

Ensemble 22B:
Moteur V6 de 3,3 L, 161 ch
Deux coussins gonflables
Boîte automatique à 4 rapports
Climatiseur automatique
Poutres de sécurité dans les portières
Régulateur de vitesse et colonne inclinable
Freins à disque aux quatre roues

SUPER VALEUR À SEULEMENT
20 996 $*

Dodge Camions Dodge CHRYSLER

Faites l'expérience du Défi Chrysler des super valeurs avec un essai routier chez votre concessionnaire Chrysler dès aujourd'hui!

CHRYSLER CANADA — *À la poursuite de l'excellence* — M.A.O.C.

Plymouth Camions Dodge CHRYSLER

*Les véhicules peuvent différer légèrement de ceux illustrés. **Remise du fabricant incluse.** Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Offre d'une durée limitée. Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre et avoir à commander. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. †Les véhicules peuvent différer légèrement de ceux illustrés. Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Terme de 30 mois, avec comptant initial ou échange équivalent. Le premier versement ainsi qu'un dépôt de sécurité seront requis à la livraison. Remise du fabricant incluse. Frais de transport, immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Chrysler Crédit Canada Limitée. Location pour usage personnel. Possibilité de bail sans versement initial. Rachat non requis à la fin du bail. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51000 km au taux de 9¢ le km. Offre d'une durée limitée. Chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre et avoir à commander. **Selon les méthodes approuvées par Transport Canada. Votre consommation peut fluctuer légèrement.

Davantage de pluies acides proviendront des États-Unis

Presse Canadienne
WASHINGTON

Le vent de déréglementation qui souffle aux États-Unis dans le domaine de la vente d'énergie pourrait bien apporter davantage de pollution dans l'Est du Canada.

Des provinces comme le Québec et l'Ontario pourraient recevoir davantage de pluies acides, et enregistrer des concentrations supérieures d'ozone, de gaz carbonique et de mercure, a déclaré David Festa, le directeur adjoint du Center for Clean Air Policy, une organisation environnementale basée à Washington.

« Il y a certainement un problème potentiel », a confirmé Jack Gibbons, de l'Institut canadien du droit et de la politique de l'environnement. La décision du gouvernement fédéral américain permettra dorénavant aux entreprises de services publics de vendre leur énergie partout à travers les États-Unis.

Les États-Unis sont prêts à payer le Canada pour se débarrasser de leur plutonium

Les écologistes protestent : le Canada, future poubelle nucléaire ?

ANDRÉ NOËL

Les États-Unis sont prêts à payer le Canada pour se débarrasser du plutonium extrait de leurs ogives nucléaires, a indiqué hier Phil Campbell, directeur général des affaires américaines pour Énergie atomique du Canada Limitée (EACL).

EACL — une agence du gouvernement canadien — est aussi prête à prendre en charge le plutonium russe. Les groupes écologistes protestent : ils affirment que le Canada risque de devenir la poubelle nucléaire des deux grandes puissances.

Les États-Unis disposent d'un excédent d'environ 40 000 kilos de plutonium, une des substances les plus dangereuses à jamais avoir été créées par l'homme. L'absorption de quelques microgrammes peut être mortelle.

Les négociations vont bon train pour importer le plutonium américain et l'utiliser comme combustible dans les centrales nucléaires canadiennes, affirme M. Campbell. Le transport se ferait par camion.

Après sa combustion partielle dans les réacteurs Candu, le plutonium serait entreposé dans les piscines, puis dans des silos, et éventuellement enfoui dans le Bouclier canadien. EACL croit aussi pouvoir importer quelque 100 000 kilos de plutonium russe, également extrait des ogives nucléaires, a ajouté M. Campbell. Le transport se fera par avion ou par bateau. Dans ce cas, les coûts seront payés par plusieurs pays.

La semaine dernière à Moscou, le premier ministre Jean Chrétien a participé à la signature d'un accord engageant le Canada et la Russie à étudier la faisabilité du projet.

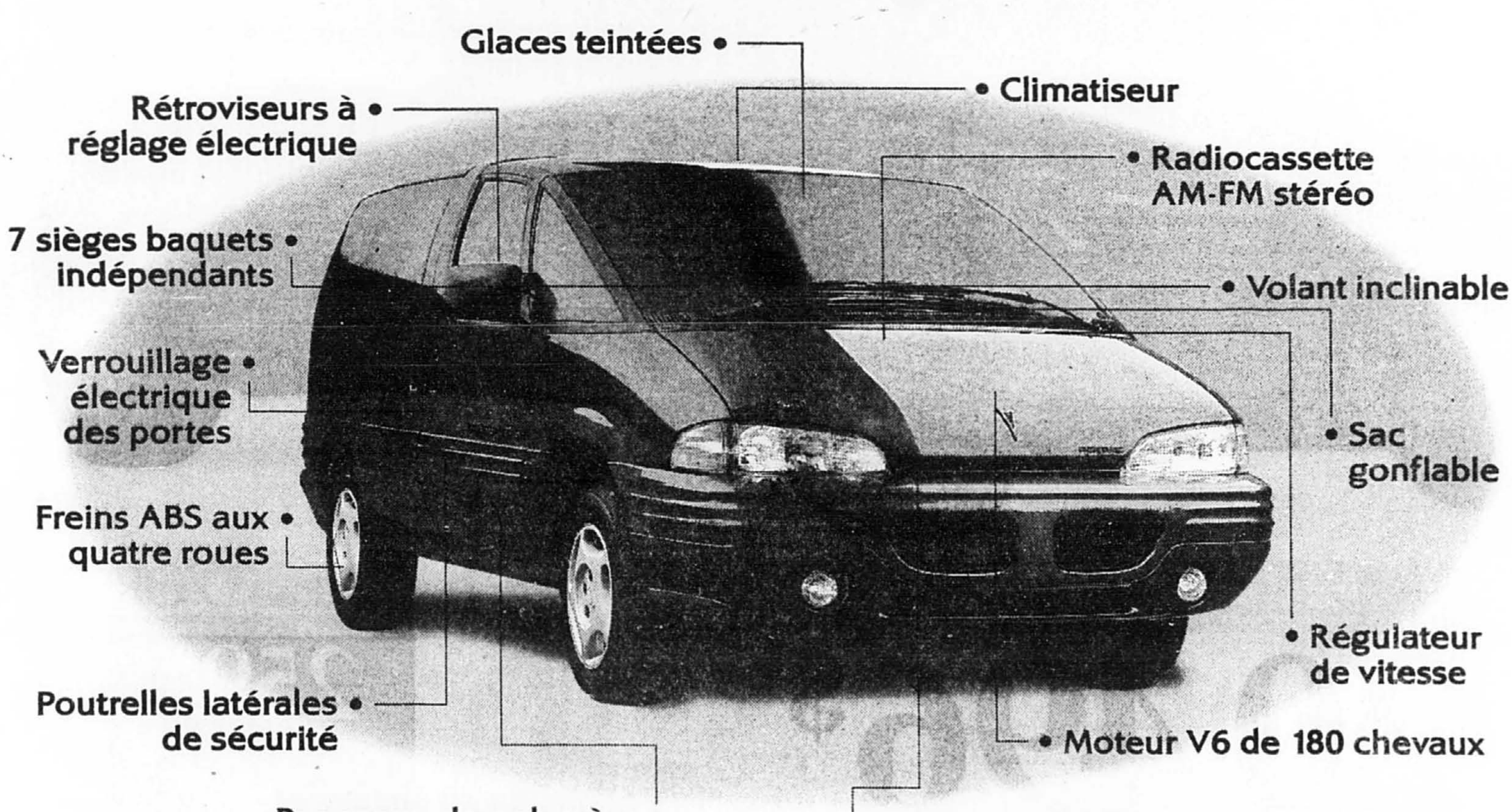
Le gouvernement canadien soutient que le Canada contribuerait au désarmement en aidant les deux grandes puissances à diminuer leur stock d'ogives nucléaires. Selon le Sierra Club, une grande organisation écologiste, les réacteurs Candu n'élimineront pas le plutonium. Une petite partie sera détruite ; une autre partie sera recréée au cours du processus.

Les réacteurs Candu, qui fonctionnent normalement avec de l'uranium naturel, créent en effet du plutonium. Pendant des années, le plutonium canadien a été exporté aux États-Unis pour la fabrication de bombes atomiques. Aujourd'hui, le Canada tente de vendre des réacteurs Candu en Europe de l'Est.

Gordon Edwards, professeur de mathématiques au cégep Vanier à Montréal et président du Regroupement pour la surveillance du nucléaire, affirme que le transport et l'utilisation du plutonium poseront de graves problèmes de sécurité. « Des organisations criminelles tentent par tous les moyens — y compris par l'infiltration — de se procurer du plutonium, dit-il. Jusqu'à maintenant, c'est l'incapacité des groupes terroristes d'en obtenir qui les a empêchés de fabriquer des bombes.

« Il suffit de 20 kilos de plutonium pour fabriquer une bombe atomique assez petite pour entrer dans le coffre d'une voiture, mais assez forte pour détruire une ville de la taille de Nagasaki ou de l'île de Manhattan à New York. Les méthodes de fabrication sont simples et connues. Outre le plutonium, le reste n'est que de la quincaillerie et coûte à peu près 2000 $. »

Tout ça...



TRANS SPORT SE 7 PASSAGERS

pour ça ! •

349 $ /mois*
LOCATION DE 36 MOIS

PONTIAC
BUICK
GMC
GM

LA PASSION DE CONDUIRE

L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec. *Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1996 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 480 $. Aucun dépôt de sécurité requis. Première mensualité exigée. Sujet à l'approbation du crédit. Préparation incluse. Immatriculation, assurances, taxes et transport (745 $) en sus. Frais de 5 ¢ du kilomètre après 72 000 km. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL^MC sont offertes sur tous les véhicules neufs Pontiac Buick GMC 1996 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

L'Ukraine, le Bélarus et la Russie commémorent Tchernobyl

Des dizaines de blessés lors d'affrontements avec la police à Minsk

d'après Reuter et AFP
KIEV

Des milliers de personnes ont commémoré hier en Ukraine, en Biélorussie et en Russie le 10e anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, qui a fait des milliers de morts et affecté la santé de millions d'autres personnes. En Europe, mais aussi au Japon, les mouvements écologistes ont tenu à marquer cette journée de déclarations et de manifestations symboliques.

À Minsk, au Bélarus, des dizaines de personnes ont été blessées lors de violents affrontements entre la police et les dizaines de milliers de manifestants, essentiellement nationalistes, venus théoriquement marquer ce triste 10e anniversaire.

Le président Alexandre Loukachenko avait interdit cette manifestation, accusant l'opposition nationaliste de vouloir détourner à des fins politiques le traditionnel défilé pour l'anniversaire de l'accident de la centrale nucléaire ukrainienne, accident qui a particulièrement affecté le Bélarus tout proche.

Les affrontements ont commencé à la suite de provocations par des groupes d'extrême droite bélarusses et ukrainiens qui marchaient en tête de ce défilé rassemblant au départ quelque 25 000 personnes.

Les forces de l'ordre ont matraqué de nombreux manifestants tandis que ceux-ci répondaient par des jets de pierres et de bouteilles et renversaient trois voitures de police avant de percer deux cordons de police. Selon une source policière, quelque 6000 policiers avaient été mobilisés pour tenter de stopper le défilé. On pouvait voir de nombreux manifestants le visage ensanglanté. De source hospitalière, on indiquait qu'une dizaine de personnes avaient dû être hospitalisées mais qu'aucune n'était dans un état grave.

En Ukraine, les cloches ont sonné dans tout le pays et des rubans noirs ont été fixés aux drapeaux nationaux hissés sur les bâtiments administratifs. À la télévision ukrainienne, un téléthon a été organisé, avec célébrités à l'appui, pour recueillir des fonds destinés aux victimes. À Kiev, le patriarche de l'Église orthodoxe d'Ukraine a dirigé un service religieux dans la cathédrale Saint-Volodymyr. À Slavoutych, ville nouvelle construite après la catastrophe pour reloger le personnel de la centrale, à 35 km de Tchernobyl, des milliers de personnes ont allumé des cierges et observé une minute de silence à 1 h 24 locales, heure à laquelle le 26 avril 1986 le personnel avait perdu le contrôle du réacteur no 4 de la centrale.

PHOTO REUTER

Un jeune garçon tient dans ses mains une bougie près de la tombe de Vasily Ignatenko, un pompier ayant succombé à la radiation après avoir combattu l'incendie de la centrale nucléaire.

Le président Bill Clinton a adressé une lettre de soutien au président ukrainien Léonid Koutchma, rappelant que son engagement à fermer les deux derniers réacteurs encore en service dans la centrale d'ici l'an 2000 était « un objectif de la plus grande urgence ».

À la veille de l'anniversaire, Léonid Koutchma était intervenu à la télévision nationale pour rappeler combien la catastrophe a provoqué de douleurs, d'inquiétudes et de dépenses. « L'Ukraine a été transformée en zone de catastrophe écologique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, on nous a laissés seuls face à ce désastre. Cela, l'Ukraine seule ne peut l'assumer. Et nous ignorons combien de temps notre peuple devra porter encore cette croix.

Dans la centrale de Tchernobyl elle-même, à 140 km au nord de Kiev, des centaines de membres du personnel ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes. Selon les autorités ukrainiennes, il existe un lien direct entre la catastrophe et la mort d'environ 4300 personnes. La radioactivité dégagée a également affecté la santé de 3,5 millions d'autres personnes.

À Slavoutytch, la police a arrêté hier un groupe de manifestants qui s'étaient enchaînés à une voie de chemin de fer pour exiger la fermeture immédiate de la centrale. À Moscou, le président russe Boris Eltsine a remercié tous ceux qui avaient combattu l'incendie du réacteur no 4 et a rappelé qu'il était nécessaire de renforcer la sécurité dans les centrales nucléaires. Dans un discours diffusé par la radio-télévision russe, Boris Eltsine a assuré qu'on n'oublierait jamais les victimes du plus grave accident nucléaire au monde. « Aujourd'hui est une triste date non seulement dans l'histoire de la Russie mais aussi dans l'histoire de l'humanité », a-t-il dit sur fond de jardin ensoleillé.

Mettons les points sur les

i

Depuis l'automne 1995, l'Association des intermédiaires en assurance de personnes du Québec (AIAPQ) mène une campagne visant à discréditer l'assurance crédit vendue dans les institutions financières. Elle répand, entre autres, quantité d'inexactitudes sans véritables fondements sur la formation du personnel, sur le nombre de cas litigieux et sur le processus d'adhésion. Ce faisant, l'AIAPQ sème le doute et la peur sur l'ensemble des institutions financières et leurs services d'assurance crédit. Avec un seul véritable perdant : le consommateur, qu'on induit en erreur et inquiète exagérément. Avec un seul véritable objectif : obtenir plus de pouvoirs du gouvernement et accroître son membership.

L'AIAPQ déroge à son code de déontologie

À l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, nous ne sommes pas contre l'existence ou le rôle de l'AIAPQ. Mais nous sommes en profond désaccord avec la façon dont elle fait valoir ses revendications politiques. Elle déroge à son code de déontologie qui mentionne, entre autres: «qu'un intermédiaire de marché en assurance de personnes doit s'abstenir, sans motif valable, de suggérer ou d'amener le public à perdre confiance en un autre intermédiaire de marché, un assureur ou dans l'un de ses produits»(art. 156)[1]. De plus, l'AIAPQ agit illégalement en incitant le public à exiger des institutions financières des attestations d'assurance qu'elles n'ont pas le droit de signer. L'AIAPQ doit cesser de manipuler l'opinion publique.

Le public a droit à notre version des faits. Pour nous, c'est une question de responsabilité. Si vous avez des questions ou des commentaires, téléphonez-nous sans frais au 1 800 463-7826, poste 7826, ou écrivez-nous à : Assurance vie Desjardins-Laurentienne, C.P. 301, Lévis (Québec) G6V 6P1

Assurance PRÊT Desjardins
Un service de l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne

(1) Règlement du Conseil des assurances de personnes sur les intermédiaires de marché en assurance de personnes.

Desjardins pour s'aider soi-même

Une simple amende pour agression sexuelle

YVES BOISVERT

Richard Tremblay, un ex-sergent de police du SPCUM qui avait abusé de la naïveté d'une femme pour l'agresser sexuellement, a été condamné à une simple amende de 1000 $, hier, au palais de justice de Montréal.

Selon les normes de la jurisprudence, il s'agit d'une peine passablement clémente. Ce genre de crime commande habituellement une peine d'emprisonnement pour les « gens ordinaires ».

Mais voilà, le représentant du ministère public (Pierre Garon) a conclu un « deal » avec l'avocat de l'ex-policier : en échange d'un aveu de culpabilité, Me Garon s'était engagé à ne pas recommander une peine de prison au juge.

Le juge Gaston Labrèche, de la Cour du Québec, n'était évidemment pas obligé de suivre la recommandation des avocats. Il a estimé qu'une peine de prison n'était pas indiquée dans les circonstances, toutefois.

Ce n'est pas la première fois que Tremblay s'en tire à bon compte devant la cour criminelle. Le 1er novembre 1994, après avoir été condamné pour recel de 61 128 $, il avait bénéficié d'un sursis de peine. Il avait aidé sa femme à commettre une fraude dans la succursale bancaire où elle travaillait. Elle avait été condamnée à un an de prison pour une fraude de 120 000 $. Le juge André Duranleau, de la Cour du Québec, avait insisté sur le fait que Tremblay avait tout perdu, y compris son emploi de policier. La prison est plus pénible à un policier qu'à une autre personne, avait argué l'avocat de la Couronne à l'époque.

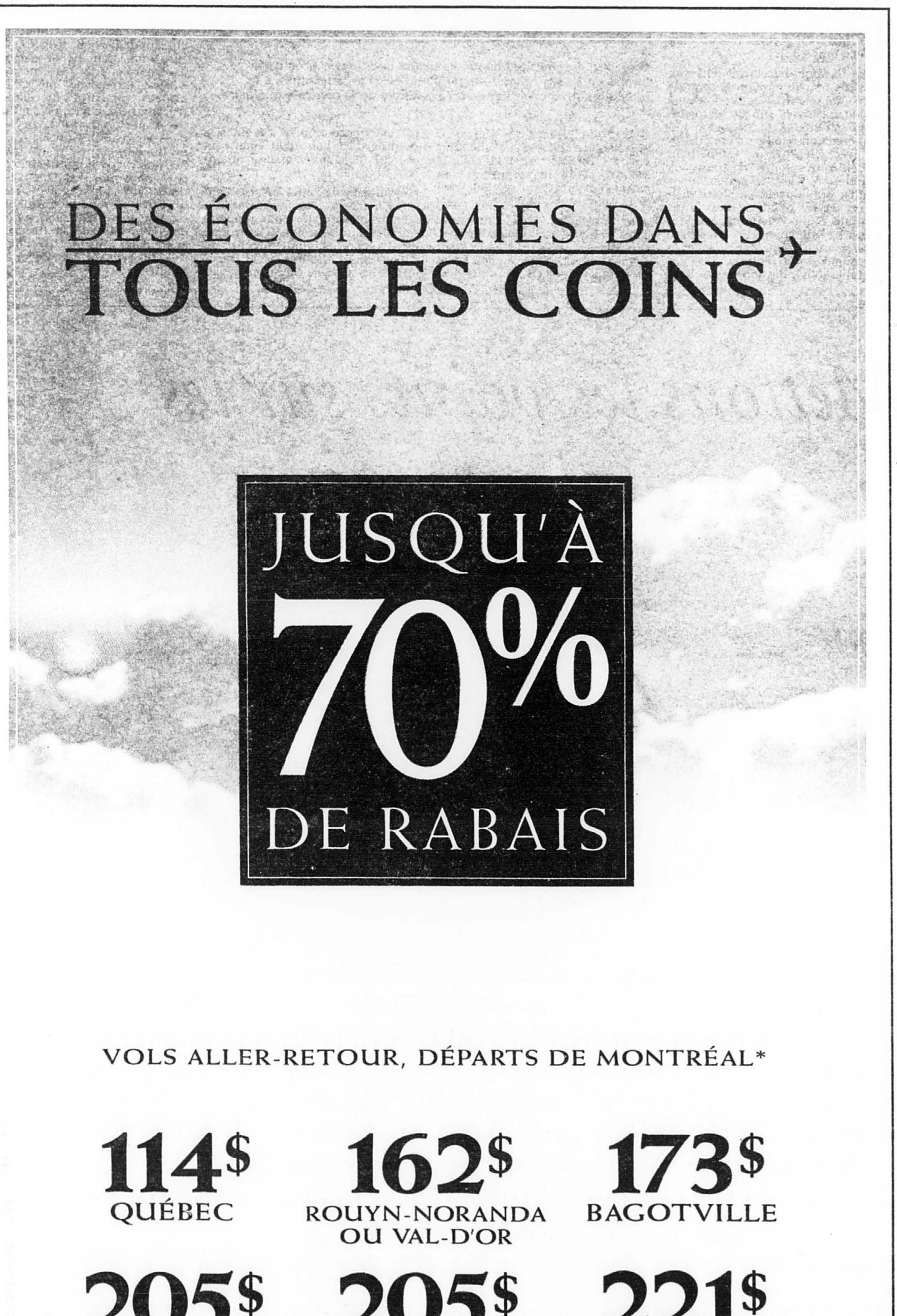
Dans la présente affaire d'agression sexuelle, Tremblay avait répondu à l'appel d'une femme qui soupçonnait ses voisins de trafic de stupéfiants. Il lui a dit de prendre des notes et les deux s'appelaient souvent. Tremblay lui disait qu'elle participait à l'enquête. Un jour, il lui a dit : « Mets-toi un déshabillé, j'arrive ».

La femme, qui était assez ébranlée émotivement à l'époque, attendait son policier en robe de mariée. Elle savait qu'il venait pour « ça ». Sa robe était une protection, a-t-elle confié aux enquêteurs.

Tremblay est arrivé chez la femme, l'a entraînée dans sa chambre. Elle était réticente, et après avoir enlevé sa robe, a carrément signifié qu'elle n'était pas intéressée. Le policier a tenu la tête de sa victime, s'est masturbé et a éjaculé sur son visage.

Les enquêteurs ont eu de la difficulté à croire la victime, jusqu'à ce qu'ils trouvent un mouchoir laissé par Tremblay après l'agression. Un test d'ADN a permis de le relier à l'incident. Quand le juge a accepté la preuve, l'avocat de Tremblay a négocié avec la Couronne.

Les risques de récidive sont faibles, selon un expert, parce qu'il n'est plus policier et qu'il a maintenant un emploi et une nouvelle conjointe. Tremblay s'engage d'autre part à suivre une thérapie.



EN BREF

Boycott des journalistes bénévoles de Vidéotron

■ Le lundi 29 avril, tous les journalistes bénévoles du TCV (télévision communautaire Vidéotron) vont délaisser leurs fonctions pour une période minimale d'une semaine. Certains quitteront même définitivement leur poste. Ils entendent par là dénoncer l'utilisation abusive du bénévolat professionnel au sein des entreprises à but lucratif, dans le cas présent, Vidéotron. « Nous accusons la direction de profiter des circonstances économiques difficiles et de la délicate situation de l'emploi en se servant du prestige de la caméra comme d'un appât pour nous utiliser comme de véritables préposés au contenu », dit le communiqué de presse. « Nous avons tous intégré l'équipe du TCV dans l'espoir d'y apprendre l'ABC du médium télévisuel. » Ils sont ainsi une quinzaine de journalistes, pour la plupart jeunes et à la recherche d'une expérience pour augmenter leurs chances de trouver un emploi. Chaque reportage du TCV leur demande de deux à trois journées complètes de travail (recherche, réservations, tournage, rédaction, montage). « Nous ne demandons pas de salaire, seulement un minimum de dignité et de respect. »

Baisse de salaire à *La Voix de l'Est*

■ Les employés du quotidien *La Voix de l'Est*, de Granby, et de l'hebdomadaire *Le Plus*, ont accepté cette semaine un certain nombre de concessions touchant leur convention collective, dont une diminution de salaire de 5 %. La hausse des coûts de production, celle du prix du papier, principalement, a amené la direction du quotidien de Granby et de l'hebdo à demander la réouverture de la convention collective. Outre la baisse de salaire, que les cadres subiront également, d'autres mesures d'économie ont été présentées au syndicat qui représente 35 employés sur 84 permanents. Les plus touchés seront les salariés réguliers du service des bureaux, dont la semaine de travail passera de 32 heures et demie à 35 heures, en plus de la réduction de salaire de 5 %. Les heures supplémentaires, les primes à certains postes sont également réévaluées ainsi que l'horaire de quelques employés. Les syndiqués ont aussi accepté de renoncer au montant forfaitaire qui leur avait été accordé lors des dernières négociations en 1994. Les représentants publicitaires, qui ne sont pas membres du syndicat, ont fait les mêmes concessions sur la question salariale, soit une diminution de 5 %. Les cadres et les contractuels aussi.

The Gazette doit réintégrer onze typographes

■ Dans une décision sans précédent, un arbitre vient d'ordonner au quotidien montréalais *The Gazette* de réintégrer 11 typographes licenciés depuis le 24 août 1994, soit depuis la fin du lock-out. L'arbitre ordonne au quotidien de rappeler ces travailleurs au plus tard le 30 avril. Dans sa conclusion, l'arbitre soutient que la direction de *The Gazette* a violé la garantie de sécurité d'emploi prévue au contrat de travail, lequel assurait un emploi régulier à temps plein dans la salle de composition, jusqu'à l'âge de 65 ans. Sur les 63 typos lock-outés, 11 n'avaient pas accepté d'indemnité de départ et continuaient à se trouver sur la liste de paie, sans pouvoir toutefois travailler, la salle de composition n'existant plus. Le lock-out à *The Gazette* a duré 15 mois.

CBC : la médiation est demandée

■ Les syndicats et la direction de la CBC ont demandé au gouvernement fédéral de nommer un médiateur afin de trouver une issue au conflit de travail, alors qu'une menace de grève se fait de plus en plus présente depuis jeudi soir à minuit. Des membres des quatre unités de négociation, y compris les 3300 animateurs, producteurs et scénaristes représentés par la Guilde canadienne des médias, ont mis un terme hier à une semaine de délibération. Les responsables syndicaux se sont réjouis d'une participation de leurs membres beaucoup plus forte qu'à l'habitude. « Le syndicat est très confiant d'obtenir son mandat de grève », a déclaré le vice-président de la Guilde, Arnold Amber. Le ministère fédéral du Travail a décidé jusqu'à maintenant de ne pas nommer un médiateur ou de mettre sur pied un conseil de conciliation parce que leurs décisions seraient obligatoires. Une tentative de médiation non obligatoire doit débuter mardi matin, une journée après que les résultats du vote de grève soient officiellement annoncés, tel que le souhaitaient la direction et les syndicats. « Nous demeurons optimiste, et je crois que la guilde le demeure aussi », a affirmé le directeur des relations publiques de CBC, Tom Curzon. « Cette médiation pourrait amener les parties à s'asseoir et travailler sur une solution qui bénéficierait aux deux. En toute sincérité, tant la guilde que la direction ne souhaitent pas la grève. » Après six mois de négociations, les pourparlers entre le radiodiffuseur public et la guilde ont été rompus en mars dernier.

L'élan du printemps...

ESTĒE LAUDER

Exclusive à Eaton. Votre prime Estée Lauder 8 pièces.

À l'achat de 21 $ ou plus (avant taxes) de produits Estée Lauder, vous recevrez, sans autres frais :

- 2 rouges à lèvres « All Day » en format standard
- Crème raffermissante à l'élastine « Resilience » 6.3 g
- Eau de parfum « pleasures » Estée Lauder en atomiseur 4 mL
- Fond de teint diffuseur de lumière « Lucidity » 5 mL
- Crayon à lèvres
- Taille-crayons et miroir.

Une prime par personne.
Offre en vigueur jusqu'au 5 mai 1996.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton.
Rayon des produits de beauté, 413.
Venez ou composez : **284-8484**

Complexe réactivant triple action Fruition

Ce complexe enrichi d'acidulants alpha-hydroxy triples agit en toute douceur, son utilisation quotidienne contribue à un teint unifié, plus frais et plus clair.
30 mL 52 $; 50 mL 82 $.

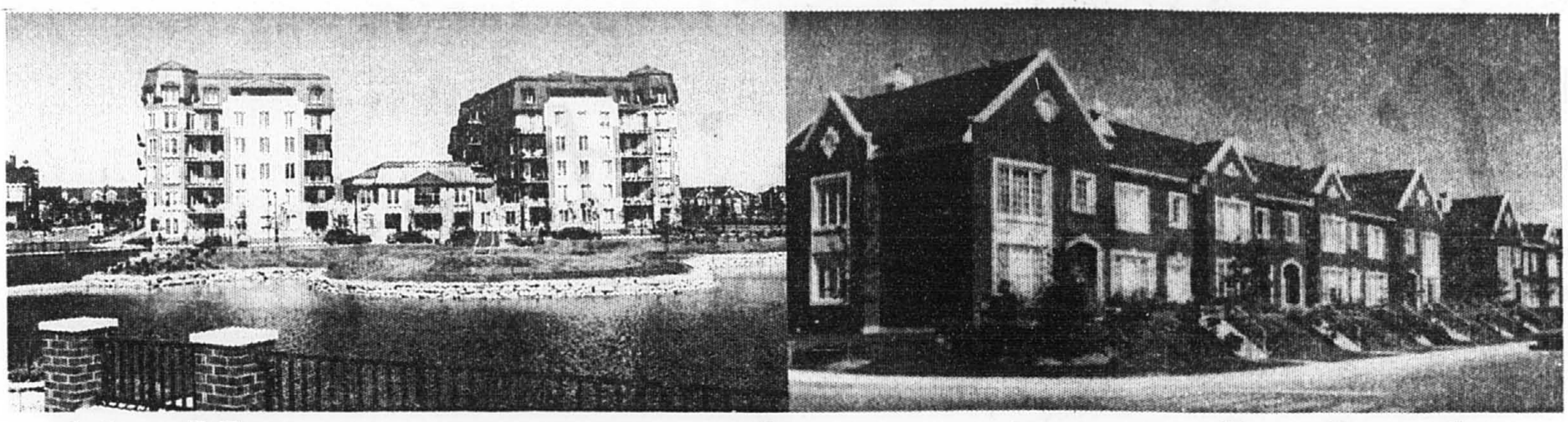
Complexe protecteur et revitalisant « Advanced Night Repair »

Agissant pendant la nuit, ce produit aide à réparer les dommages et contribue à protéger votre peau de redoutables ennemis : les radicaux libres.
25 mL 55 $; 50 mL 87 $

Aussi offert :
anti-cernes unifiant 15 mL 21 $

EATON
1234 5678 9012

Eaton. On veut être votre magasin.



« Nulle part on n'a vu un tel choix »

« Nous avons visité des dizaines de projets avant de découvrir Bois-Franc. Ce qui nous a le plus épatés, c'est la variété. Condos, maisons de ville, en rangée, jumelées... nulle part on n'a vu un tel choix. Nous ne savions plus quoi acheter tellement il y avait de modèles. Heureusement, au Centre d'Information, on a cerné nos besoins. On a répondu à nos questions au lieu de faire de la vente sous pression. C'est différent des autres bureaux de ventes. Chaque jour, nous nous félicitons de notre décision. »

Louise et Norman Chenail
propriétaires à Bois-Franc

Bois-Franc

INCLUSES TPS-TVQ dans les prix

Maisons sur lac

Montclair Tél. : 339-5362

Maisons atrium

LE GROUPE MALTAIS Tél. : 335-3369

Maisons de ville

LE GROUPE SOTRAMONT Tél. : 856-6861

Villas cochères

CONSTRUCTION MAYTON Tél. : 333-0671

Condos

LE GROUPE SOTRAMONT Tél. : 856-6861

Maisons de ville

Montclair Tél. : 339-5362

Maisons bi-génération

LE GROUPE MALTAIS Tél. : 335-3369

Condos

LE GROUPE SOTRAMONT Tél. : 856-6861

Maisons de ville - Condos

ALTIMA Tél. : 338-1626

Condos

HABITATIONS PLEXMONT Tél. : 745-5332

Condos

ALTIMA Tél. : 338-1626

Condos

LE GROUPE MALTAIS Tél. : 335-3369

Les prix sont sujets à changement sans préavis.

Entrée principale : boul. Poirier via boul. Cavendish

Heures d'accueil :
Lun. au jeu. : 12 h à 20 h
Sam. et dim. : 11 h à 17 h
Ven. : fermé

2700, boul. Poirier
Ville Saint-Laurent

Tél. : (514) 333-3066

Une nouvelle qualité de ville par

Bois-Franc
à Ville
Saint-Laurent

Bombardier Immobilier Ltée
Promoteur du plan directeur

Services de garde : pessimisme à la CECM

PIERRE GINGRAS

Le président de la CECM, Michel Pallascio, a dénoncé hier les compressions budgétaires décrétées par le gouvernement dans les services de garde en milieu scolaire.

Après avoir annoncé que le budget de 12 millions de l'Office des service de garde à l'enfance servant de subventions aux parents pour la garde en milieu scolaire serait aboli, la ministre Pauline Marois annonçait cette semaine que le programme sera rétabli jusqu'à hauteur de sept millions. Mais cette somme provient du budget de fonctionnement des garderies en milieu scolaire qui est assumé par les commissions scolaires.

Or si les élèves du préscolaire seront peu affectés par les compressions en vertu du nouveau budget, ce n'est pas le cas des jeunes de 6 à 11 ans.

Les parents de ces enfants devront payer davantage, ce qui affectera particulièrement ceux qui sont de milieux défavorisés, soit 30 % de la clientèle de la CECM. Déjà M. Pallascio prévoit que 50 des 127 services de garde en milieu scolaire accuseront une baisse de clientèle. Dans au moins une dizaine de cas, il estime que cette diminution pourrait entraîner la disparition du service parce que le nombre d'enfants à garder ne sera pas assez grand.

Mais ce qui préoccupe encore plus le président de la CECM, c'est que les sommes d'argent qui seront dorénavant consacrées aux subventions aux parents servaient dans le passé à acheter du matériel didactique, à organiser des activités ou encore à engager du personnel de soutien pour que ces garderies soient un milieu de vie agréable aux enfants et qu'ils puissent y poursuivre leur cheminement scolaire. « Nous ne voulons pas que les garderies en milieu scolaire deviennent des salles d'attente », dit-il

Dans certains cas, ces sommes servaient à payer des collations aux jeunes, notamment en milieu défavorisé, fait-il valoir.

M. Pallascio a profité de sa rencontre hier avec la ministre Marois, à Montréal, pour lui faire part de ses préoccupations à cet égard. La ministre lui a mentionné qu'elle examinerait la situation. Elle croit toutefois, dit le président de la CECM, que les commissions scolaires peuvent faire cet effort supplémentaires sans affecter les services.

MAMAN part en guerre

MARIE-FRANCE LÉGER

Le Groupe MAMAN, formé d'une cinquantaine de mères ayant accouché en maison de naissance, craint que le règlement sur l'intégration des sages-femmes en milieu hospitalier ne limite le droits des femmes à contrôler leur accouchement.

Le groupe se dit en désaccord avec un principe prôné par le Collège des médecins qui stipule que « l'intégration de la sage-femme se fera dans une équipe périnatale où les règles de soins acceptées par l'établissement seront respectées ».

Mais celles qui ont recours aux sages-femmes veulent justement rompre avec la routine hospitalière, affirme Lysane Grégoire, porte-parole du Groupe MAMAN. « Les expériences menées actuellement dans les maisons de naissance nous conviennent. Pour celles qui accouchent à l'hôpital, on craint que le règlement ne corresponde pas à leurs attentes », a-t-elle dit hier.

Pour les femmes qui veulent accoucher le plus naturellement possible, explique-t-elle, certaines contraintes du milieu hospitalier sont difficiles à accepter, comme la limitation du nombre de personnes présentes à l'accouchement, l'intraveineuse obligatoire, l'interdiction de boire ou de manger pendant le travail, l'interdiction de prendre un bain au moment désiré par la mère, la position imposée pour l'accouchement, etc.

Le traitement des chirurgiens cardiaques et des neurochirurgiens n'est plus plafonné

MARIE-FRANCE LÉGER

Les chirurgiens cardiaques et les neurochirurgiens auront moins de raisons de s'exiler puisque leurs revenus pourront désormais excéder le plafond de 257 000 $ imposé aux autres spécialistes.

C'est du moins ce que prévoit le projet d'entente déposé hier matin par la Fédération des médecins spécialistes du Québec qui espère régler définitivement le dossier d'ici quelques semaines.

La FMSQ a accepté de céder aux pressions des chirurgiens face au danger de pénurie qui guette ces deux spécialités. Depuis quelque temps, ces chirurgiens menaçaient de limiter le travail en bloc opératoire ou de recourir aux tribunaux afin d'obtenir leur pleine rémunération. Avant-hier, l'Association des chirurgiens cardio-vasculaires et thoraciques a même lancé un ultimatum à la fédération, lui donnant jusqu'au 10 mai pour trancher la question.

« Ces chirurgiens pourront être payés à 100 % du travail effectué », a précisé hier à *La Presse* le docteur Pierre Gauthier, président de la FMSQ. Le docteur Gauthier a souligné que la chirurgie cardiaque et la neurochirurgie étaient deux spécialités « en équilibre précaire » au Québec et qu'il fallait réagir rapidement face aux difficultés de recrutement et aux menaces de départ. « C'est pour éviter de les perdre. Ces chirurgiens peuvent partir facilement ailleurs », a-t-il précisé.

Plus de 70 praticiens impliqués

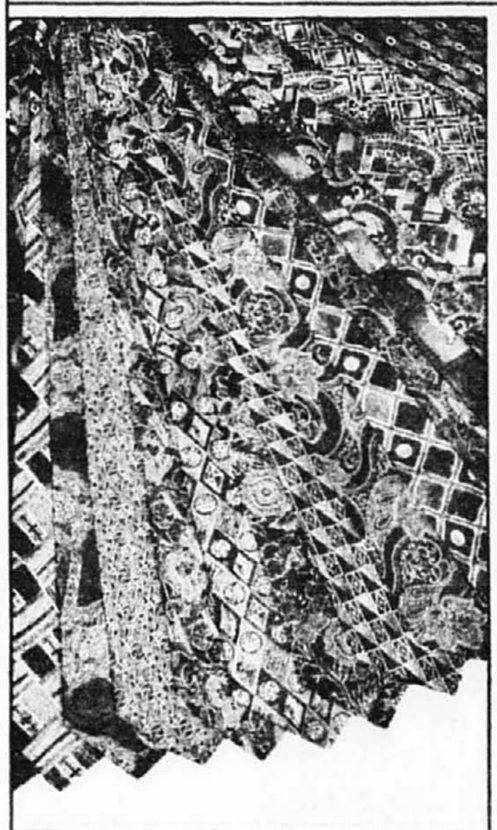
Un peu plus de 30 chirurgiens du coeur et près de 40 neurochirurgiens pratiquent actuellement au Québec. L'entente prévoit notamment la mise sur pied d'un programme d'accessibilité aux soins cardiaques. En clair, une enveloppe sera dévolue à ces chirurgiens dès qu'ils auront atteint leur plafond salarial.

Actuellement, les chirurgiens qui dépassent le plafond de 257 000 $ ne sont ensuite payés qu'à 25 % du travail effectué. La nouvelle mesure devrait coûter un peu plus cher au gouvernement puique la FMSQ ne veut pas réduire les revenus des autres spécialistes. « Le programme spécial n'est pas à l'intérieur de notre masse salariale. Les plafonds ne changent pas », a ajouté le docteur Pierre Gauthier.

MOORES VÊTEMENTS POUR HOMMES

DÈS MAINTENANT

GRANDE OUVERTURE



7.99 CRAVATES 100% SOIE 2 POUR 15$

9.99 CHEMISES HABILLÉES FABRIQUÉES AU CANADA

12.99 CHEMISES STYLE POLO 2 POUR 25$

19.99 PANTALONS TOUT-ALLER À CEINTURE

29.99 PANTALON HABILLÉ EN LAINE MÉLANGÉE LAVABLE

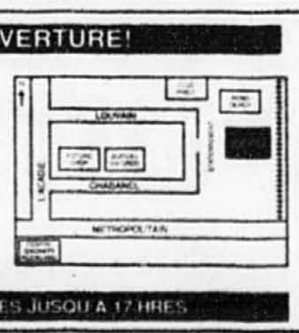
99.99 BLAZER CLASSIQUE FABRIQUÉ AU CANADA

139.99 COMPLETS DE MARQUE CONFECTIONNÉS AU CANADA

199.99 COMPLETS DE COUTURIER OSCAR DE LA RENTA

GRANDE OUVERTURE!

MARCHE CENTRAL METROPOLITAIN
795, rue Chabanel ouest
(514) 383-8528



OUVERT LES DIMANCHES JUSQU'À 17 HRES

RETOUCHES FAITES SUR LES LIEUX À UN PRIX MODIQUE

MOORES VÊTEMENTS POUR HOMMES

SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS!

SPECIAUX OFFERTS DANS TOUS CES MAGASINS

MONTREAL
- Centre-Ville 1007 Ste. Catherine ouest (514) 845-1548
- Chomedey-Laval Autoroute 440 ouest (514) 973-8655 Angle boul. Curé-Labelle
- Laval 1793 boul. St. Martin ouest Angle le Corbusier(514) 686-2457
- Rue St. Hubert 6955 rue St. Hubert Au coin de Bélanger (514) 948-6282
- St. Leonard 6835 rue Jean-Talon est (514) 253-6585
- St. Laurent 3738 Côte-Vertu ouest (514) 332-7263
- Pointe-Claire 6361route Trans-Canadienne (514) 426-2050
- Brossard 5750 boul Taschereau (514) 443-5717
- Lasalle 7155 boul. Newman (514) 363-1546
- Saint-Jean-Sur-Richelieu 575 boul. Pierre Caisse En face du Carrefour Richelieu (514) 359-7676
- Les Promenades St. Bruno 1 boul. des Promenades (514) 441-0707 (2e étage à côté de Zellers)

OUVERT LES DIMANCHES JUSQU'À 17 HRES

ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités ?
Prêt commercial seulement
Confidentiel
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

L'histoire des Jeux à la Tour de Montréal

L'exposition Sun Life « *Sur la piste des Jeux* »

Renseignements : (514) 252-8687
Stationnement : 3200, rue Viau

Une exposition du Musée de la civilisation.

Sun Life La Presse CITE

Dernière chance de l'attraper !

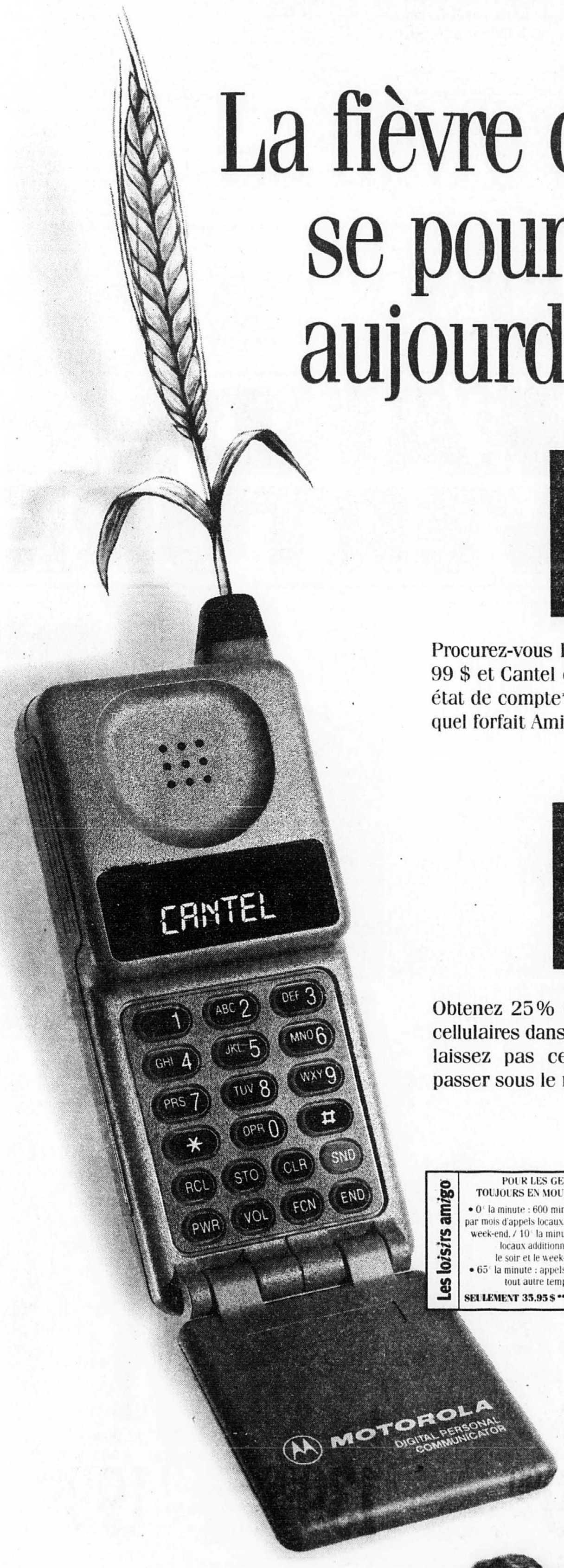
La fièvre du foin se poursuit aujourd'hui !

0 $

Procurez-vous le flip DPC 550 de Motorola à 99 $ et Cantel déduira 99 $ de votre premier état de compte*. Offre valable avec n'importe quel forfait Amigo « tout-en-un ».

RABAIS 25 %

Obtenez 25 % de rabais sur les accessoires cellulaires dans les magasins participants : ne laissez pas cette bouffée d'aubaines vous passer sous le nez !



Les loisirs amigo

POUR LES GENS TOUJOURS EN MOUVEMENT

- 0¢ la minute : 600 minutes (10 h) par mois d'appels locaux, le soir et le week-end. / 10¢ la minute : appels locaux additionnels, le soir et le week-end.
- 65¢ la minute : appels locaux en tout autre temps.

SEULEMENT 35,95 $ ** PAR MOIS

Les heures amigo

QUAND ON RECHERCHE COMMODITÉ ET SÉCURITÉ

- 10¢ la minute : appels locaux, le soir et le week-end.
- 95¢ la minute : appels locaux en tout autre temps.

SEULEMENT 19,95 $ ** PAR MOIS

CANTEL amigo MC

On a toujours besoin d'un Amigo !

Les offres annoncées ci-dessus sont en vigueur ce samedi 27 avril 1996 uniquement chez les détaillants participants. Tous les détails en magasin. *Valable uniquement pour les nouvelles mises en service. **Appels interurbains, service de déplacement et taxes applicables en sus. Engagement minimum requis. Frais d'accès au système exigibles. Frais de résiliation anticipée applicables. Sous réserve d'approbation de crédit. Certaines conditions s'appliquent. Heures en soirée : de 18 h à 8 h, du lundi au vendredi. Heures le week-end : de 18 h le vendredi à 8 h le lundi.

Rabais sur les accessoires en vigueur seulement dans les magasins participants des chaînes suivantes

La Baie · EATON · Aventure · La Cabine Téléphonique · Canadian Tire · FUTURE SHOP · RadioShack. · Bureau en gros · COMPUCENTRE* · Maison Sony. · Zellers · Mr K · Vitro Plus · DU-RO · Lebeau Vitres d'autos · GE Direct Magasin-Entrepôt · CENTRE HI-FI · CELLULAND

CANTEL Centres de communications

MONTRÉAL
5496, rue Notre-Dame E.
(514) 254-5454
2360, rue Notre-Dame O.
(514) 983-1666
770, rue Notre-Dame O.
(514) 875-9512
1247, av. du Collège McGill
(514) 871-1871
Centre Rockland
2305, chemin Rockland
(514) 736-2788

BROSSARD
7005, boul. Taschereau, bur. 150
(514) 926-3111

DRUMMONDVILLE
1565, boul. Lemire
(819) 478-0851

GATINEAU
360, boul. Maloney O., bur. 1
(819) 663-8580

GRANBY
99, rue Bouchard
(514) 777-6612

JOLIETTE
517, rue St-Charles Borromée N.
(514) 755-5000

LAVAL
379, boul. Curé-Labelle
(514) 622-0303
1696, boul. des Laurentides
(514) 629-6060
3364, boul. Saint-Martin O.
(514) 682-2640

REPENTIGNY
110, boul. Industriel
(514) 581-4666

ST-HUBERT
3399, boul. Taschereau
(514) 676-3963

ST-JÉRÔME
116, boul. du Carrefour
(514) 438-3543

ST-LAURENT
6315, ch. de la Côte-de-Liesse, bur. 102
(514) 738-3833

ST-LÉONARD
5954, boul. Métropolitain E.
(514) 257-8826

TERREBONNE
1257, boul. des Seigneurs
(514) 964-1964

TROIS-RIVIÈRES
5335, boul. des Forges
(819) 372-5000

CANTEL AGENT AGRÉÉ

CELLULAND MONTRÉAL
5341, rue Ferrier
(514) 731-5849
1011, rue Fleury Est
(514) 381-4148
5829, rue Saint-Hubert
(514) 278-3206
6670, rue Saint-Jacques
(514) 481-8455
5429, boul. Saint-Laurent
(514) 278-1873
50, boul. Crémazie Ouest, suite 10
(514) 388-0066

CELLULAND MONTRÉAL-NORD
5057, boul. Henri-Bourassa Est
(514) 322-6252

CELLULAND LAVAL
350, boul. Curé-Labelle
(514) 682-1657
216, boul. Curé-Labelle
(514) 963-3001
155 D, boul. des Laurentides
(514) 629-6609

CELLULAND SAINT-LAURENT
1794, chemin Côte-Vertu
(514) 333-0636

CELLULAND SAINT-LÉONARD
5110, rue Jean-Talon Est
(514) 723-4258

MONTRÉAL CELLULAIRE LOCH
1008, rue Clark, bureau 206B
(514) 954-0287

FORTIN AUTO RADIO
5540, boul. Métropolitain Est
(514) 255-2720

VIATEL COMMUNICATIONS
12356, rue Lachapelle
(514) 856-1884

TEL-LOC
426, rue Guy
(514) 938-3800

MONTRÉAL NORD CELLULAIRE DIGITALE INC.
10198, boul. Pie IX
(514) 329-0000

CARIGNAN RADIO D'AUTO FÉLIX
2255, chemin de Chambly
(514) 658-5241

DORION UNICEL ENR.
296, boul. Harwood, bureau 4
(514) 594-0700

LAVAL LAVAL CELLULAIRE
2301, boul. Le Corbusier
(514) 682-9911

LONGUEUIL COMMUNICATION ÉLITE
1289, chemin de Chambly
(514) 928-2355

POINTE-AUX-TREMBLES COMMUNICATIONS M.S
11855, rue Victoria
(514) 645-9271

ST-LÉONARD ALARMES FOX COMMUNICATIONS
4255, boul. Métropolitain Est
(514) 990-4942

OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL CELLTEL
950, boul. Saint-Jean, bureau 5
(514) 426-9999

Les policiers de Laval demandent la réintégration de deux collègues

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les policiers de Laval demandent à ce que deux de leurs collègues, suspendus avec solde pour avoir exagéré leur témoignage en cour afin de protéger un informateur, soient rétablis dans leurs fonctions.

Le directeur du Service de protection des citoyens, Jean Marc-Aurèle, a recommandé ces suspensions parce qu'il se pourrait que des accusations de parjure soient portées contre ces deux policiers.

Hier matin, trois agents se sont présentés devant M. Marc-Aurèle avec une pétition contenant près de 200 signatures de policiers lavallois.

Le libellé de la pétition se lit comme suit: « Suite à la suspension administrative des agents Alan Landry et Benoit Richer, un sentiment d'appui et de solidarité a rapidement grandi chez l'ensemble des policiers et policières du service. Nous voulons donc souligner l'excellence du travail des agents Landry et Richer en tant que patrouilleurs. Ils ont toujours fait preuve de leadership et de collaboration tout en servant et protégeant les citoyens de Laval de façon professionnelle. Nous espérons leur retour comme factionnaires durant leur suspension et souhaitons que ces nombreuses signatures leur permettront éventuellement de réintégrer leurs fonctions de patrouilleur. »

Ils ont aussi demandé au directeur Marc-Aurèle que des cours soient donnés aux policiers afin de leur enseigner comment travailler avec les informateurs.

Les policiers de Laval se demandent également comment il se fait que leurs deux collègues soient suspendus parce que l'on prétend qu'ils auraient pu se parjurer, alors que l'agent Mario Simard, de la Sûreté du Québec, qui a avoué s'être parjuré deux fois devant des jurés, dans l'affaire des frères Matticks, continue tranquillement à travailler.

« Les agents que sont venus me rencontrer se sont comportés professionnellement. Je leur ai expliqué la position du service et je pense qu'ils ont compris. Pour ce qui est de l'autre requête, je vais l'étudier », a mentionné M. Marc-Aurèle.

De son côté, le président de la Fraternité des policiers de Laval, André Nadon, croit que ces deux agents, reconnus comme excellents policiers, auraient dû être maintenus dans leurs fonctions, du moins dans un secteur non opérationnel, c'est-à-dire sans contact avec le public. « Je ne comprends réellement pas l'attitude de la direction du service », a-t-il ajouté.

COMPTES IMPAYÉS ?
Recouvrement de créances de 100 $ et +
Aucun déboursé initial, honoraires en % des sommes récupérées
GRÉGOIRE PERRON & ASSOCIÉS, avocats
84, rue Notre-Dame Ouest, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 1S6
Tél.: 1 (514) 285-6441
Télécopieur: 1 (514) 285-8589
Sans frais: 1 (888) 285-6441
2340123

LA SANTÉ PAR LE TAI CHI
La pratique régulière du tai chi taoïste procure un exercice complet au corps et un apaisement à l'esprit. Pratiquez cet art accessible, sous supervision compétente, au sein d'un entourage sympathique, en vous joignant à la plus grande école en Occident.
SPÉCIAL ESTIVAL
4 mois pour le prix de 3!
Montréal-centre 272-5271
Plateau
Quartier chinois
St-Léonard
Ouest de l'île 633-1240
Vaudreuil
Pointe-Claire
D.D.O.
Rive-Sud Longueuil 674-0712
Châteauguay 692-5737
Est de l'île 654-9460
Repentigny
Tretreaultville
Nouveau siège social régional:
5271, rue St Hubert, Montréal H2J 2Y4
Metro Laurier, sortie nord Telephone: (514) 272 5271
Internet: ttcsmtl@attmail.com
Société de tai chi taoïste

Vos outils de publication semblent démodés?
Rajeunissez-les grâce à Adobe PageMaker 6.0 et aux solutions d'édition électronique de Micro-Boutique pour Macintosh ou Windows
MICRO BOUTIQUE
6615 avenue Du Parc
Montréal
tél: 270-9206
Adobe

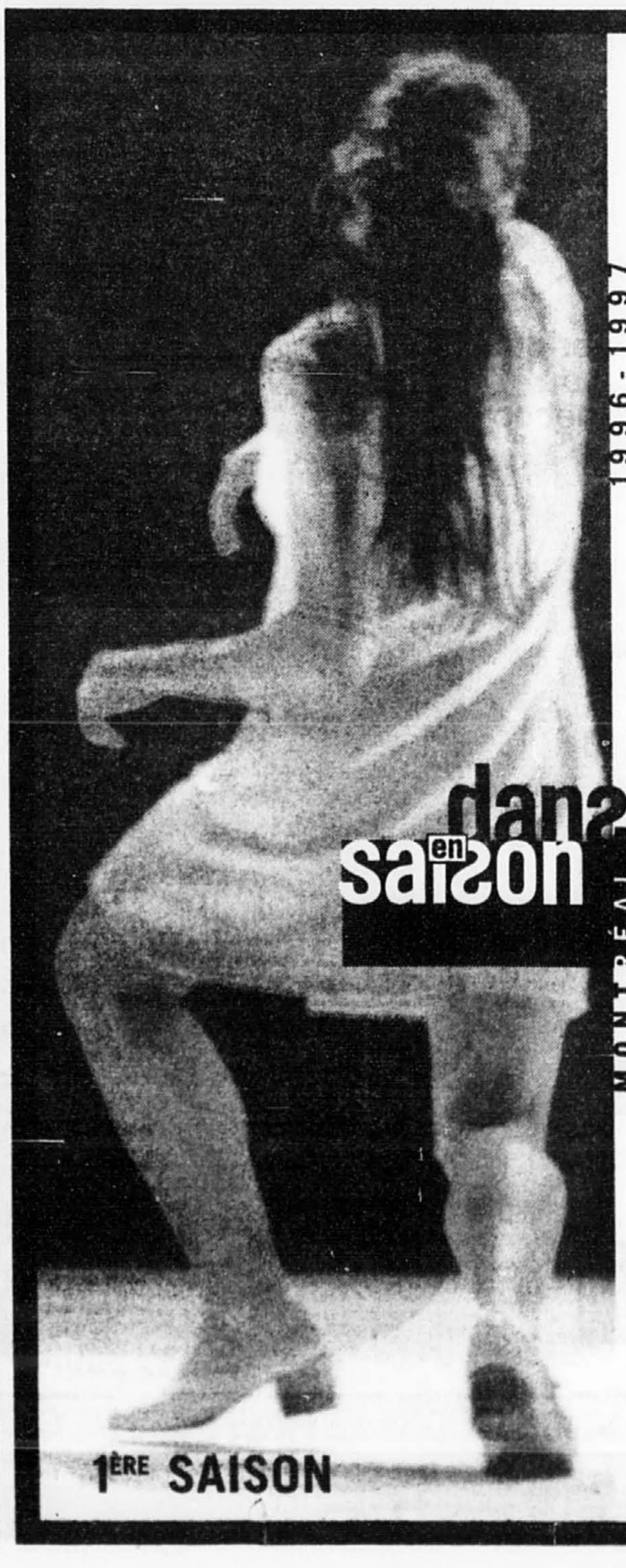
McGill
Centre de nutrition et des sciences de l'alimentation de l'université Mc Gill
Volontaires demandés pour une étude clinique sur le diabète.
Patients avec diabète ou un taux de sucre élevé dans le sang ne prenant pas d'insuline ni de Glucophage pour le diabète.
But : évaluer l'efficacité d'un médicament expérimental oral pour le diabète.
Chercheur responsable : Dr Jean-François Yale, MD
Requis :
Âge entre 30 et 65 ans. Taux de sucre élevé ou diabète découvert depuis au moins trois mois. Prenant présentement du Diabeta 10-20 mg par jour pour le diabète. 9 à 10 visites le matin à intervalles de 2 à 4 semaines. Si vous vous qualifiez et participez à l'étude, toutes les évaluations et médications de l'étude seront gratuits. Par contre, aucune rémunération n'est offerte.
Pour plus d'informations, veuillez appeler :
(514) 842-1231, local 6661.
2371868-427

LE CLOS ST-ANDRÉ
CONDOMINIUMS
APPARTEMENT TÉMOIN
PRÊT POUR OCCUPATION IMMÉDIATE
Gagnant du concours national Défi-IDÉES
3 mois sans intérêts • 3 ans sans taxes
Le confort à deux pas du centre-ville... rendu encore plus accessible!
PROMOTION SPÉCIALE POUR UNE DURÉE LIMITÉE
Lundi au jeudi: 11 h à 19 h • Vendredi, samedi et dimanche: 11 h à 18 h
SCHL CMHC
LE CLOS ST-ANDRÉ
Bureau de vente:
925, boul. René-Lévesque Est
Berri-UQAM
499-2020

Centraide du Grand Montréal
Donnez un coup de main au destin.
288-1261

DU 6 AVRIL AU 6 MAI LE MOIS DU CANAPÉ
C067-416
Profitez de cette promotion printanière de GRANGE sur les canapés en cuir et tissu.
50% de rabais
sur certains canapés exposés
(en commande: rabais de 20%)
Grange
2155, rue Crescent, Montréal
Tél.: 843-7686 Téléc.: 843-4616

GRAND ENCAN DE TAPIS D'ORIENT
Lisez cette annonce jusqu'au bout!
Des centaines de tapis persans authentiques, noués main, dans toutes les teintes et toutes les dimensions, en laine et en soie, tels que Tabriz, Qum, Isfahan, Kashan, ainsi que des tapis de Chine, seront vendus aux enchères publiques, sans aucune mise à prix, par Les Encanteurs Laurentien.
Nous ne vous demandons pas de venir pour acheter, mais simplement de venir admirer cette collection unique?
Venez à notre encan et prenez un thé persan avec nous, sans aucune obligation d'achat.
L'encan aura lieu le dimanche 28 avril à 14 h, chez Décor Décarie, 6900, boul. Décarie. Inspection à compter de midi. Les acheteurs n'auront pas à payer de TPS ni de prime de 10%. Stationnement gratuit. Rafraîchissements servis sur place.
Pour plus de précisions, composez
731-8339.
LES ENCANTEURS LAURENTIEN
Au Square Décarie également, Les Tapis Essgo feront un grand solde de tapis faits à la machine et à la main.
S2371606



DANSES EN SAISON 1996-1997
POUR NE RIEN MANQUER, OFFREZ-VOUS UN ABONNEMENT!
RÉDUCTIONS JUSQU'À 40 %
Programme 1 › 3, 4 octobre 1996, 20 h
COMPAGNIE MARIE CHOUINARD
Place des Arts › Théâtre Maisonneuve
Programme 2 › 21, 22 novembre 1996, 20 h
ULTIMA VEZ (Belgique)
Place des Arts › Théâtre Maisonneuve
Programme 3 › 31 janvier, 1er février 1997, 20 h
LA LA LA HUMAN STEPS
Place des Arts › Salle Wilfrid-Pelletier
Programme 4 › 10, 11 avril 1997, 20 h
FONDATION JEAN-PIERRE PERREAULT
Place des Arts › Théâtre Maisonneuve
Programme 5 › 15, 16 mai 1997, 20 h
COMPAGNIE MAGUY MARIN (France)
Place des Arts › Théâtre Maisonneuve
ABONNEMENTS RÉGULIERS ET ÉTUDIANTS EN VENTE DÈS MAINTENANT!
Festival international de danse
INFO-DANSE : (514) 287-1760
Photo: Octavio Iturbe
Ville de Montréal
Hydro Québec
La Presse
CBC Montréal
Place des Arts

Un pas de plus vers l'an 2000 pour les anciens du Collège O'Sullivan

Madame Louise Léonard
Présidente
LL2 Société conseil, inc.

À l'occasion du **80e ANNIVERSAIRE** de sa fondation, le **COLLÈGE O'SULLIVAN** invite ses ancien(e)s étudiant(e)s à assister gratuitement à une conférence sur la **réorientation de carrière** et la **réintégration dans le monde du travail.**

Mme Léonard a été présidente-fondatrice de ***Léonard & Parisien*** *(1981-1996) et est aujourd'hui expert conseil en gestion des ressources humaines en tant que présidente de sa nouvelle firme,* ***LL2 Société conseil, inc.***

Lundi 13 mai 1996
18 h 30

Collège O'Sullivan
de Montréal

1191, rue de la Montagne
Montréal (Québec) H3G 1Z2

RENSEIGNEMENTS :
Madame Christine Blais
(514) 866-4622

Les élèves en sciences de la CECM exposent

Une première pour la cinquième édition de l'Expo-Sciences de la CECM : l'ouverture au public.

Jusqu'à samedi, 15 h, près de 250 élèves, issus de 39 écoles primaires et secondaires, seront sur la place centrale du complexe Desjardins pour faire partager le résultat de leurs recherches.

Le but de cette exposition, qui célèbre le 150e anniversaire de la fondation de la CECM, est de montrer le travail réalisé par les élèves durant les mois précédents dans le cadre de leurs programmes scientifiques et parascolaires.

Les sujets à découvrir vont des dinosaures à la météorologie en passant par la mathématique des couleurs ou la famille des salamandres, soit 111 stands au total.

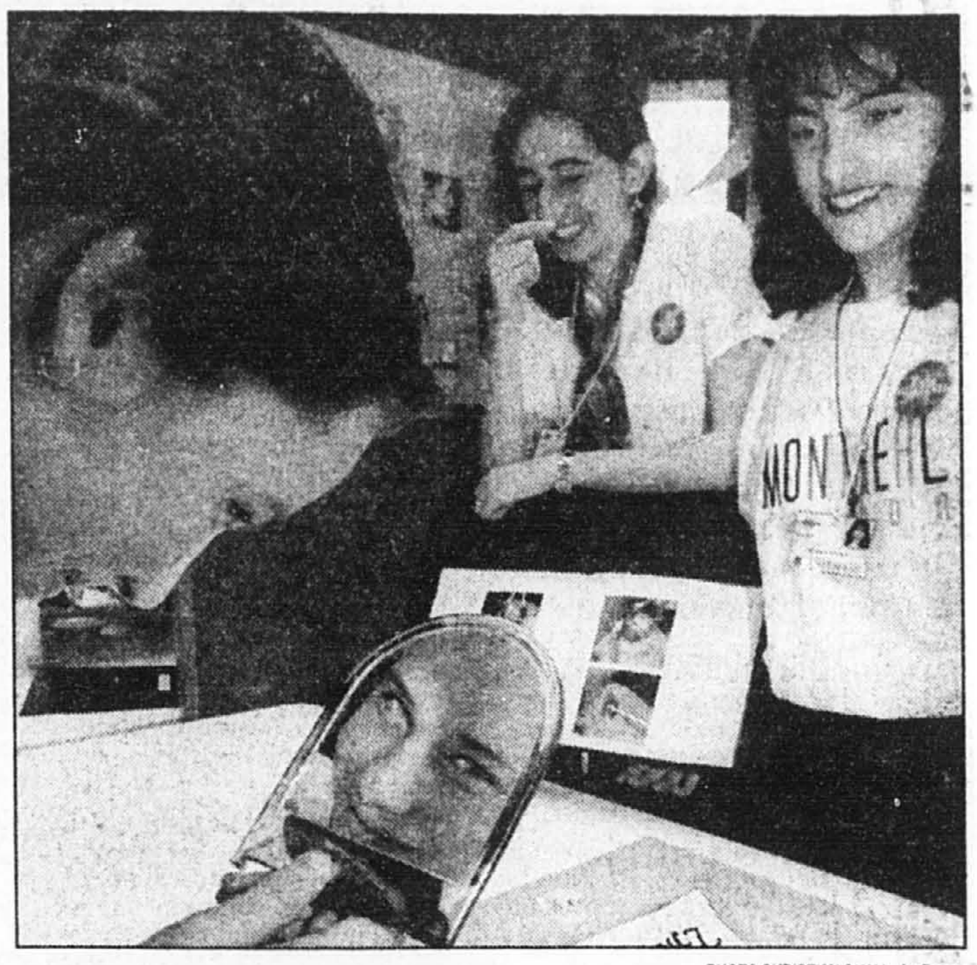


PHOTO CHRISTIAN GUAY, *La Presse*

Mélina Martin, 12 ans, de l'école Fernand-Séguin, Nikakhtar Talayeh et Salomeh Ahmadi, toutes deux âgées de 16 ans, de l'école Saint-Luc.

DERNIÈRE JOURNÉE

Vente

MOITIÉ PRIX

PEINTURES Benjamin Moore®

UNE TOUCHE DE GÉNIE®

ESSAYEZ NOS 2 PEINTURES LES PLUS VENDUES, AQUAPERLE ET AQUAVELVET.

Fabriqué au Québec

ACHETEZ UN CONTENANT DE 3,79 L D' AQUAVELVET À 32,99 $ ET OBTENEZ-EN UN DEUXIÈME À MOITIÉ PRIX.

ACHETEZ UN CONTENANT DE 3,79 L D' AQUAPERLE À 34,99 $ ET OBTENEZ-EN UN DEUXIÈME À MOITIÉ PRIX.

C612 - 215-2

CONSULTEZ L'EXPERT EN PEINTURE BENJAMIN MOORE LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS.

*VENTE MOITIÉ PRIX SUR AQUAVELVET ET AQUAPERLE SEULEMENT. ACHETEZ UN CONTENANT DE 3,79 L AU PRIX INDIQUÉ ET OBTENEZ-EN UN DEUXIEME A MOITIÉ PRIX.

**FRAIS APPLICABLES POUR CERTAINES TEINTES.

Peut-on « créer » des nouvelles favorables à l'unité

DENIS ARCAND

Un cadre supérieur de la chaîne de journaux canadiens-anglais Southam a affirmé que l'entreprise, qui compte 17 quotidiens dont la *Gazette* de Montréal, doit « créer des nouvelles autour de l'unité nationale » et a évoqué un plan Southam en sept points pour « promouvoir l'unité ».

Un de ces points est d'« adopter comme position que la partition du Canada est intolérable, point final », a affirmé la semaine dernière Joan Crockatt, directrice de l'information du *Calgary Herald*, qui parlait en tant que conférencière invitée par le Conseil pour l'unité canadienne, à Calgary. Le leader de l'opposition du Québec, Daniel Johnson, y a également prononcé une conférence.

« Nous ne pouvons pas rester en arrière comme des observateurs non biaisés », a ajouté Mme Crockatt, lors d'une entrevue à *CBC Radio* en marge de la conférence. « Nous devons nous impliquer et nous devons nous impliquer d'une façon qui soit positive pour le Canada », a dit Mme Crockatt, interrompue deux fois par des applaudissements durant son allocution.

Mme Crockatt a présenté ce changement comme une politique commune aux 17 journaux de Southam et, Norman Webster, l'ancien éditeur de la *Gazette*, qui était sur place, a donné son appui « en général » à l'idée lors d'une entrevue à la radio.

Mais l'actuel éditeur de la *Gazette*, Michael Goldbloom, tout comme l'éditeur du *Ottawa Citizen*, Russell Mills, se sont tous deux distanciés des propos de Mme Crockatt, lors d'entrevues téléphoniques hier. « Personne ici n'a jamais participé à l'élaboration d'un tel plan ou d'une politique d'unité nationale, a dit M. Goldbloom. Ce n'est pas la pratique de Southam d'influencer la couverture de ses journaux et ça n'arrivera pas à la *Gazette*. » M. Mills a nié l'existence d'une telle politique chez Southam.

Lors d'une entrevue téléphonique, hier, Mme Crockatt a d'ailleurs atténué certains de ses propos et indiqué qu'elle parlait en fait au nom du seul *Herald* pour certains des points énumérés durant sa conférence. « D'ailleurs, ce changement d'approche n'implique aucunement que nous renoncions à nos devoirs traditionnels d'exactitude, d'équilibre et d'équité », a-t-elle souligné, ce qu'elle avait d'ailleurs dit la semaine dernière.

Mais Mme Crockatt a aussi porté un jugement sévère sur les journalistes canadiens qui couvrent la question nationale, affirmant que nombre d'entre eux « ont bâti leur carrière sur la désunion *(disunity)* canadienne. Je ne dirai pas que nous l'avons créée, mais nous avons misé et capitalisé sur elle et nous en avons fait la promotion. »

Elle a suggéré à la place de s'inspirer de la façon « plus patriotique » qu'ont les Américains de couvrir les questions nationales. Par exemple, permettre aux gens ordinaires « d'exprimer publiquement leurs sentiments venus du fond du coeur pour le Canada », plutôt que de se concentrer sur la Constitution.

Le président du syndicat des journalistes de la *Gazette*, Jan Ravensbergen, a déclaré que la convention collective prohibe toute activité, politique ou autre, pouvant altérer l'impartialité des journalistes. « Si Mme Crockatt était journaliste ici, ce serait à la direction d'envisager des mesures disciplinaires. Je suis très étonné de ses propos. »

Actualités

Club Aventure
voir page 3
cahier Vacances voyages
514-990-9290
800-342-9290

Des policiers frustrés

Ils estiment que le gouvernement et les tribunaux facilitent les activités des organisations criminelles

André Cédilot

La gigantesque opération qui a permis une fois de plus de coffrer le célèbre mafioso montréalais Frank Cotroni devrait convaincre les plus sceptiques que la criminalité organisée existe bel et bien au Canada.

Le projet Scoop, mis sur pied il y a trois ans par la GRC et la police de la CUM, ne laisse aucun doute non plus sur la puissance de la mafia montréalaise en sol canadien et même sur la scène internationale.

« Il ne faut pas se leurrer, nous n'avons pas démantelé la mafia, encore moins le crime organisé. Nous avons simplement anéanti deux pipelines de haschisch et de cocaïne », ont déclaré, en conférence de presse, le sergent Yves Roy, de la GRC, et son collègue de la CUM, Kevin McGarr.

Il n'en reste pas moins que chaque fois que la police frappe fort, la méfiance s'installe chez les trafiquants et ceux-ci ralentissent temporairement leurs activités. Il leur arrive même, quand la pression est trop forte, d'annuler des projets de longue date ayant nécessité d'importants investissements.

Un coup magistral

Cette fois-ci, les enquêteurs estiment avoir réussi un coup magistral en écrouant des piliers de l'importation de drogue à l'échelle internationale, Daniel Sereno, de Westmount, et Ernesto Baretto Morales, de Lachenaie. Samir Rabbat, d'Espagne, et Anthonie Horst, de Belgique, sont activement recherchés.

L'arrestation de Frank Cotroni et de son fils aîné, Francesco jr, de même que celles de Giovanni Mara, Tony Volpato et Frank Albanese, affaiblit encore plus le clan calabrais, jadis dominant au Québec. En dépit des apparences, ses membres sont fort actifs dans la région de Montréal et en Ontario.

Depuis le début des années 90, la GRC et la CUM font preuve d'une détermination et d'une intelligence surprenantes dans leur lutte contre la pègre montréalaise. Après avoir tenu un bureau de change pendant quatre ans dans le centre-ville, les policiers fédéraux ont cette fois piégé les criminels par l'entremise d'une compagnie d'import-export de Toronto.

« Il est plus difficile de franchir les frontières canadiennes avec du saucisson de Bologne qu'avec une valise contenant un million de dollars. »

Ces opérations que la police qualifie de « nouvelle stratégie » sont spectaculaires, mais aussi très coûteuses. Il en va de même des procédures judiciaires, longues et extrêmement complexes, même si elles se terminent plus souvent qu'autrement par des plaidoyers de culpabilité.

Malgré leurs récents succès, les policiers sont frustrés de ne pas pouvoir écraser la pègre comme ils le souhaiteraient. Ils sont d'avis que le gouvernement et les tribunaux facilitent objectivement les activités des organisations criminelles.

Leur principale critique porte sur « l'arrêt Stinchcombe », une décision rendue en 1991 par la Cour suprême, qui oblige les policiers à donner toutes leurs preuves aux accusés et, par le fait même, à dévoiler leurs stratégies d'enquêtes.

Parfois, ils peuvent même être obligés de divulguer le nom de leurs informateurs. Ce fut le cas il y a quelques années dans une importante affaire d'importation impliquant Adrien Dubois, de la célèbre famille de Saint-Henri. Les policiers ont préféré laisser tomber les accusations plutôt que de se plier à cette exigence du tribunal.

Des information précieuses ... pour les criminels

Pour chaque accusation, la police et les procureurs doivent remettre des caisses de documents et une multitude d'informations privilégiées aux avocats des criminels. Résultat : les bandes de criminels apprennent à déjouer la police. L'accès à toutes les informations leur permet de raffiner leurs méthodes.

De surcroît, le gouvernement fédéral boude l'adoption d'une loi interdisant les associations de malfaiteurs. Comme le souligne Gilbert Côté, ancien responsable des renseignements à la police de la CUM, « le crime organisé n'est pas un crime au Canada ».

Il est aussi très difficile de saisir les biens des gangsters, la loi sur le blanchiment d'argent étant très contraignantes pour les... forces de l'ordre. Le Canada n'a pas non plus de politique qui limite l'entrée de devises au pays. « Il est plus difficile de franchir les frontières avec du saucisson de Bologne (à cause de la sévérité des lois du ministère de l'Agriculture) qu'avec une valise contenant un million de dollars », a dit en boutade l'inspecteur Côté.

Mais ce n'est pas tout. La Charte des droits et libertés donne d'incroyables moyens de défense aux avocats des organisations criminelles. Le Canada n'a pas un véritable programme protégeant les délateurs et les témoins, comme aux États-Unis. Et les sentences sont beaucoup moins sévères ici.

Petit exemple : condamné à 15 ans de prison au Pérou en 1990, Oscara Nieri, 47 ans, a été relâché après avoir obtenu la permission de purger sa peine au Canada grâce à un programme d'échange de prisonniers. Il est au nombre des suspects arrêtés dans le projet Scoop...

Tout ça explique sans doute que les policiers préfèrent de plus en plus que des saisies d'importance soient effectuées dans d'autres pays plutôt qu'à Montréal ou ailleurs au pays.

On comprend mieux aussi pourquoi le chef de la mafia canadienne, Vito Rizzuto, autour duquel gravitent la dizaine de « familles » mafieuses de Montréal et la plupart des autres organisations criminelles (Gang de l'ouest, Hells Angels, frères Dubois, etc), paraît insaisissable.

Intelligent et rusé, Rizzuto, qui a fêté ses 50 ans cette année, multiplie les précautions depuis qu'il s'est retrouvé derrière les barreaux à deux reprises à la fin des années 80. Il s'en est toutefois tiré à chaque occasion.

Les experts de la lutte au crime organisé croient que Vito Rizzuto et son père Nick, 72 ans, sont à la tête d'une petite armée d'au moins 200 « soldats ». Ils tiennent leur pouvoir au Canada de la puissante famille Cuntrera-Caruana, qui a quitté la Sicile pour le Venezuela au début des années 60.

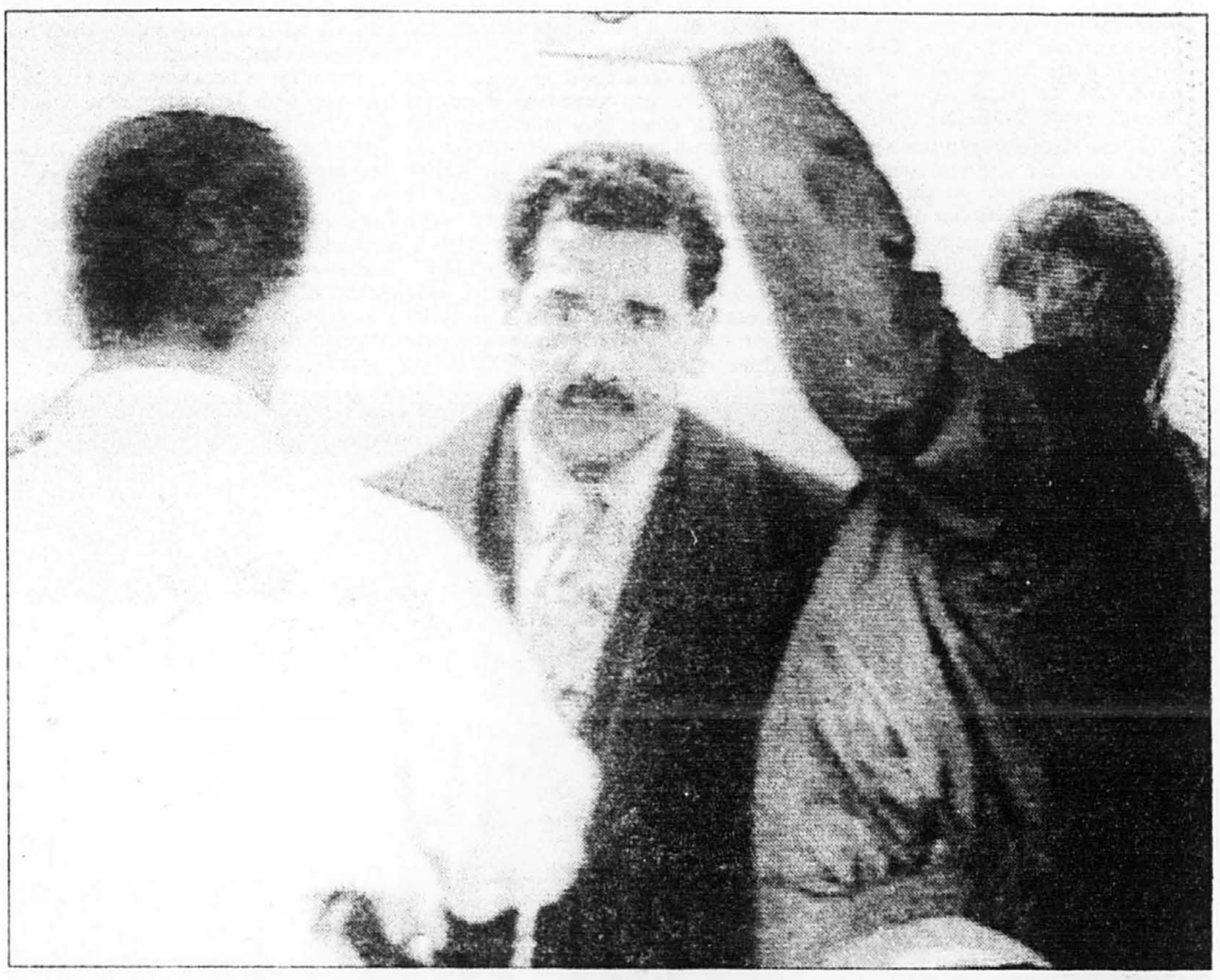


PHOTO LA PRESSE

Ernesto Baretto Morales, qui était à la tête du premier laboratoire de cocaïne découvert au Canada, en 1984, a été arrêté au cours du récent coup de filet de la police.

Frank Cotroni

Daniel Serero

Samir Rabbat

Anthonie Horst

De fait, depuis 20 ans, les policiers rivalisent presque toujours avec les mêmes gangsters, tels Reynald Desjardins, Jimmy Di Maulo, Emanuele Ragusa, Luis Cantieri (il a été condamné à 12 ans de prison en 1990, avant d'être de nouveau arrêté en 1994), Ernesto Baretto Morales (il était à la tête du premier laboratoire de cocaïne découvert au Canada, en 1984).

Rares sont ceux qui ont écopé d'une peine d'emprisonnement qui dépasse 10 ans. En vertu du système de libération conditionnelle, la plupart seront à l'air libre après avoir purgé le tiers ou, dans le pire des cas, la moitié de leur sentence. « Ils vont rester moins longtemps en prison que le temps qu'on a pris pour les arrêter », ironise un officier qui a participé à l'enquête faite à partir du bureau de change.

Devenu soudainement le trafiquant de drogue le plus recherché en Europe, Samir George Rabbat, 48 ans, était depuis une vingtaine d'années au coeur des plus grosses opérations de contrebande d'héroïne et surtout de haschisch de la mafia montréalaise et même de la pègre internationale.

Grâce à ses contacts avec les producteurs de chanvre qui vivent dans les montagnes du nord de Beyrouth, au Liban, Rabbat approvisionnait les trafiquants de quantités gargantuesques de haschisch. En huit ans (de 1984 à 1991), la police estime qu'il a expédié au Canada pas moins de 128 tonnes de haschisch !

Égyptien d'origine, Rabbat est connu des policiers canadiens depuis les années 70. Parmi ses associés dans la pègre montréalaise, on compte les Vito Rizzuto, Reynald Desjardins, feu Peter Frank Ryan, chef du Gang de l'ouest, son successeur, Allan Ross, et depuis peu... Daniel Serero.

Des contacts dans plusieurs pays

Depuis Marbella, en Espagne, petit centre de villégiature de la Méditerranée, Rabbat agissait comme intermédiaire auprès des plus gros pourvoyeurs de drogue au monde. Il n'a pas des contacts seulement au Canada, mais partout en Europe, au Moyen-Orient et en Asie.

Au début, il faisait le trafic d'héroïne. Depuis le milieu des années 80, il se spécialisait dans l'importation de tonnes de haschisch. Son principal associé, le Belge Anthonie Horst, est lui aussi recherché par toutes les polices de la planète.

Rabbat a quitté le Canada pour la côte espagnole en 1984, peu après la saisie, au terme d'une enquête de la GRC et de la police grecque, de 33 tonnes de hasch et 50 kilos d'héroïne dans les eaux de la mer Égée.

En 1988, Rabbat devait livrer 50 tonnes de haschisch à ses principaux clients du Canada, dont Peter Frank Ryan, mais il n'a pu remplir son contrat à cause de la guerre au Liban. Jusqu'au début des années 90, il était en relation directe avec Vito Rizzuto et Reynald Desjardins.

Rondelet, les cheveux frisés, Rabbat n'a pas du tout l'air d'un homme d'affaires, même s'il roule en Mercedes et habite un condo avec sa famille. Plutôt indiscipliné, il fait souvent la fête dans les bars, ce qui ne plaît pas toujours à ses associés.

Mais il a de l'expérience et de précieux contacts. De plus, les trafiquants de son espèce ne courent pas les rues. Ils sont tout au plus une dizaine à travers le monde, affirment les experts de la police.

En principe, c'est le pseudo-fleuriste de Ville-Émard, Daniel Serero, 37 ans, qui a pris sa place à Montréal. « L'Arabe », comme on l'appelle dans le milieu, agissait en quelque sorte comme « courtier de haschisch » auprès des principales organisations criminelles de la métropole.

Au moment de son arrestation, Serero envisageait lui aussi de déménager à Marbella. Travailleur acharné — comme la plupart des membres de son organisation — il vivait en bourgeois à Westmount : somptueux condo, vêtements à la dernière mode, voitures de luxe et restaurants chics.

Vous voulez vendre...
3 lignes d'annonce 7 jours consécutifs pour 24,99$ (8,33 $ par ligne additionnelle)
AUTOS
CAMIONS, JEEPS,
FOURGONNETTES
MOTOCYCLETTES
VÉHICULES TOUT TERRAIN
et même le covoiturage
N.B. - Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut, d'autre part, se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication.
Annonces classées
285-7111
Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013
Annonces classées
La Presse
J100-509

Politique

Le fédéralisme revu par Charest

MARIO FONTAINE

Les conservateurs québécois se réunissent aujourd'hui dans la métropole pour jeter les bases d'une réforme du fédéralisme s'articulant autour de trois axes : reconnaissance du caractère distinct du Québec, rééquilibrage des responsabilités et nouveau processus de décisions entre Ottawa et les provinces.

Le chef de la formation, Jean Charest, développera ces trois thèmes devant quelque 150 militants rassemblés pour un colloque d'orientation politique. Ces discussions trouveront leur aboutissement à Winnipeg en août, au congrès national du parti.

« Jean Chrétien n'a pas respecté ses promesses référendaires sur la reconnaissance de la société distincte. C'est un constat d'échec. Le premier ministre veut camoufler, escamoter son engagement solennel », d'affirmer hier M. Charest en entrevue.

En soirée, il a précisé que la reconnaissance du caractère distinct du Québec au sein du Canada est incontournable. « Je pense que si on échoue à ce niveau-là, on perdra notre propre pays », a prédit le député de Sherbrooke.

Deux jours plus tôt le président du Conseil pour l'unité canadienne, Peter White, déclarait que M. Chrétien ne réalise pas la gravité du problème constitutionnel et soutenait que le Canada ne dispose que de deux ou trois ans de répit pour le régler. À défaut de quoi il serait peut-être trop tard, ajoutait-il. Cet ancien chef de cabinet de Brian Mulroney sera au colloque de Montréal.

Lucien Bouchard et Jean Charest n'ont pas vraiment d'atomes crochus, sinon que tous deux font la promotion d'un nouveau partenariat Québec-Canada. La différence, dit M. Charest, c'est que le premier ministre péquiste veut passer par la souveraineté pour y parvenir, et lui par le fédéralisme.

Quand Jean Charest pense partenariat, il pense aux dix provinces ainsi qu'aux territoires nordiques et aux autochtones. Et il fait appel à M. Chrétien pour prendre enfin l'initiative de la réforme.

« Il faut que le premier ministre bouge, qu'il convoque une conférence fédérale-provinciale et profite des forts vents de changements qui soufflent depuis l'automne dernier. Mais M. Chrétien ne veut même pas lever la voile », déplore son adversaire conservateur.

Le Canada a été fondé sur un partenariat ayant évolué dans une fédération. Mais ce lien a été rompu en 1981 lors du rapatriement unilatéral de la constitution par Pierre Elliott Trudeau, en dépit de l'opposition quasi-unanime de l'Assemblée nationale du Québec, de rappeler le leader tory. Meech et Charlottetown ont tenté en vain de réaffirmer ce partenariat. Mais le besoin reste urgent, selon lui.

Il est aussi à prévoir que les conservateurs québécois vont se gausser de leurs homologues libéraux qui voulaient troquer la société distincte contre la notion de « foyer principal de la langue, de la culture et de la tradition juridique françaises en Amérique ».

Ryan déplore l'engagement « platonique » de Chrétien

MANON CORNELLIER
de la Presse Canadienne, OTTAWA

Si le premier ministre Jean Chrétien veut réellement reconnaître la société distincte québécoise, il doit se battre pour la faire inscrire dans la Constitution et ne pas se contenter d'un engagement « platonique » contenu dans une motion parlementaire.

C'est du moins ce que croit l'ancien ministre libéral Claude Ryan qui participait hier à une table ronde organisée par le Conseil pour l'unité canadienne.

En décembre, « le gouvernement fédéral a pieusement déclaré qu'il était favorable à l'insertion de (la reconnaissance de la société distincte et du droit de veto du Québec) dans la Constitution. Ça ne donne rien. On veut savoir s'il est intéressé ou non à le faire », a-t-il déclaré devant les membres du Conseil.

Les motions adoptées en décembre par le Parlement demeurent pour lui des engagements « platoniques ».

« S'il croit vraiment à la reconnaissance du Québec comme société distincte, (M. Chrétien) doit être prêt à se battre pour ça, comme M. Trudeau l'a fait il y a 15 ans pour une vision opposée », a-t-il renchéri lors d'un échange avec les journalistes.

« Je veux croire que le gouvernement fédéral croyait aux mots qu'il a employés à ce moment-là et aux idées que ces mots-là véhiculaient. Il ne faudrait pas que ce soit la même chose que la TPS », a-t-il insisté.

Si Ottawa s'en tient à cette reconnaissance abstraite, a-t-il averti, la bataille du Québec sera perdue pour les fédéralistes.

M. Ryan est conscient du fait que M. Chrétien doit tenir compte de l'opinion publique dans l'ensemble du pays. « Mais, insiste-t-il, il est là pour offrir un leadership, pas seulement pour analyser des sondages. »

Pour plus d'information
sur le réseau montréalais
de la santé, consultez votre
boîte aux lettres.

Ce week-end, tous les résidants de l'île de Montréal recevront dans leur boîte aux lettres un dépliant sur le réseau montréalais de la santé. Vous y trouverez des renseignements très utiles sur les soins de santé à Montréal. À l'intérieur, une carte vous indique les principaux endroits où vous pouvez vous adresser pour obtenir des services de santé dans votre quartier. Il s'agit d'un important document de référence que vous pourrez consulter régulièrement. Nous vous suggérons donc de le conserver précieusement.

On se refait une santé.

L'EXPRESS POLITIQUE

Le général Boyle n'est pas particulièrement visé

■ La réouverture par la police militaire de l'enquête sur les allégations de falsification et de destruction de documents concernant l'affaire somalienne ne vise pas spécifiquement le chef d'état-major des Forces armées, le général Jean Boyle, a indiqué hier le ministre de la Défense. Selon David Collenette, les enquêteurs se pencheront sur des « successions de faits », mais en ne visant personne en particulier, a dit M. Collenette, hier, 24 heures après avoir annoncé la réouverture de l'enquête. La première enquête militaire avait conclu que le général Boyle n'avait pas participé à un plan ayant pour but de falsifier des documents du ministère de la Défense détaillant la mission de paix de l'ex-Régiment aéroporté en Somalie. De nouveaux faits, dévoilés cette semaine à la Commission d'enquête sur la Somalie, indiquent cependant que le général Boyle a bel et bien été consulté et qu'il a approuvé le plan. On ignore encore toutefois en quoi consiste la contribution du général à ce complot.

Dion s'aventure dans l'Ouest

■ Le ministre responsable de l'unité nationale, Stéphane Dion, s'est aventuré dans l'Ouest du Canada hier pour préparer l'ordre du jour de la rencontre des premiers ministres en juin. Le premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow, a déclaré qu'il était en faveur d'un accent plus prononcé sur les questions économiques et sociales, au détriment des enjeux constitutionnels. Plus tard, devant une assemblée de libéraux à Edmonton, le ministre Dion a affirmé qu'il voulait éviter d'aborder la question de la société distincte, pour favoriser un dialogue sur le rééquilibrage de la fédération canadienne.

Allan Rock va de l'avant

■ Le ministre de la Justice, Allan Rock, a confirmé hier que le gouvernement fédéral est prêt à déposer sous peu un projet de loi afin que les homosexuels soient protégés par la Loi canadienne des droits de la personne. M. Rock a précisé qu'il s'agit d'ajouter l'orientation sexuelle aux motifs illicites de discrimination, comme le sont déjà le sexe, la race et l'âge, une mesure promise dans le livre rouge des libéraux. « Cela ne minera pas la famille traditionnelle, cela ne conduira pas automatiquement à l'attribution d'avantages aux couples de même sexe et cela ne permettra pas le mariage entre conjoint de même sexe. » La Loi canadienne des droits de la personne ne s'applique qu'aux employés fédéraux et aux personnes travaillant dans des entreprises sous charte fédérale, comme les banques.

La position du gouvernement Harris

■ Dans la prochaine ronde visant à renouveler le fédéralisme canadien, le gouvernement de Mike Harris prônera la reconnaissance du « caractère unique » du Québec et il jouera son « rôle traditionnel d'intermédiaire » entre les différents gouvernements pour faire inscrire cette réalité dans la constitution. Toutefois, le gouvernement conservateur ontarien refusera « les vieilles méthodes » de « portes closes » qui ont caractérisé jusqu'à maintenant les pourparlers constitutionnels et exigera d'impliquer la population, « non seulement à la fin, mais tout au long du processus ». Voilà ce qu'a déclaré jeudi soir la ministre ontarienne des affaires intergouvernementales, Dianne Cunningham, dans un discours livré devant le Canadian Club de Burlington, discours qui, selon les observateurs, lève enfin le voile sur la position constitutionnelle qu'adoptera le nouveau gouvernement Harris en vue de la prochaine ronde de pourparlers, notamment lors d'une éventuelle conférence des premiers ministres en juin.

Opération dénonciation

■ Le Parti libéral du Québec lance une vaste opération à travers tout le Québec contre le gouvernement Bouchard. Lundi, dans 22 villes du Québec, une quarantaine de députés libéraux donneront des conférences de presse pour dénoncer ce qu'ils appellent « la face cachée des crédits et faire le point sur l'imposition de taxes additionnelles du gouvernement péquiste ». « Il y a des éléments d'information que la population n'a pas et notre rôle est d'informer les gens », a expliqué hier le whip de l'opposition libérale, Georges Farrah, député des Îles-de-la-Madeleine. M. Farrah reconnaît que les sujets qui seront abordés par les conférenciers ont déjà été traités publiquement. « Pour la presse parlementaire, cela va paraître du réchauffé. Mais on veut atteindre les hebdos régionaux », a-t-il expliqué.

Presse Canadienne

CAMELOT-INFO FÊTE L'OUVERTURE D'UN NOUVEAU MAGASIN POUR MIEUX VOUS SERVIR

CD BUSINESS 59,95$

CD Business est un répertoire électronique sur disque compact. Cherchez parmi un million d'entreprises canadiennes en procédant par compagnie, province, adresse, numéro de téléphone, case postale ou code SIC.

ADOBE PHOTOSHOP 779,95$

C'est le leader international en conception et production photographique. Il possède une panoplie impressionnante d'outils de dessin et de sélection vous permettant de concevoir et modifier vos photographies avec aisance.

PERIODICA Paris virtuel 59,95$

Près de 250 panoramiques réalisés à partir de 3 500 prises de vues vous feront traverser Paris au hasard des lieux célèbres.

LOGIDISQUE HUGO 8.0 Hugo Plus 8.0 Windows 49,95$

Hugo excelle dans l'orthographe: noms propres, noms communs, féminisation des films... rien ne lui échappe.

DYNACOM COMPTABILITÉ PRO 59,95$

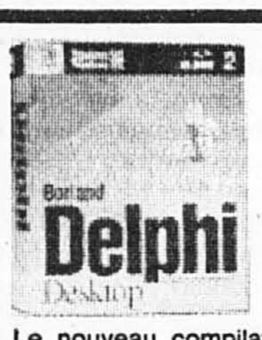
Comptabilité Pro

C'est le logiciel de comptabilité intégrée le plus populaire. Il comprend le grand livre, les comptes clients, les comptes fournisseurs, l'inventaire et la facturation.

CORRECTEUR 101 89,95$

Le correcteur 101

L'outil de correction du français le plus complet, le plus rigoureux et le plus fiable qui soit. Il représente une importante percée technologique.



BORLAND Delphi 2.0 389,95$

Le nouveau compilateur de Delphi Développeur 2.0 produisant du code 32 bits natif optimisé permet de créer rapidement des exécutables autonomes libres de droits et ne nécessitant aucune DLL interpréteur. Les applications Delphi s'exécutent de 15 à 50 fois plus rapidement que les interpréteurs de p-code.

US ROBOTICS Sportster 319,95$

Sportster Voice 28.8 V.34 et 33.6 Faxmodem avec Personnal Voice Mail. Votre système de messagerie vocale personnalisé. Sportser Voice remplace le répondeur téléphonique: boîtes vocales personnelles, accès aux messages à distance, pas de ruban ni de cassette. C'est mieux qu'un télécopieur! Télécopies claires que vous pouvez imprimer, modifier, envoyer. Et il s'agit d'un modem U.S. Robotics V.34 28.8 / 33.6 kbps.

1, PLACE VILLE-MARIE 861-7400 MÉTRO MCGILL

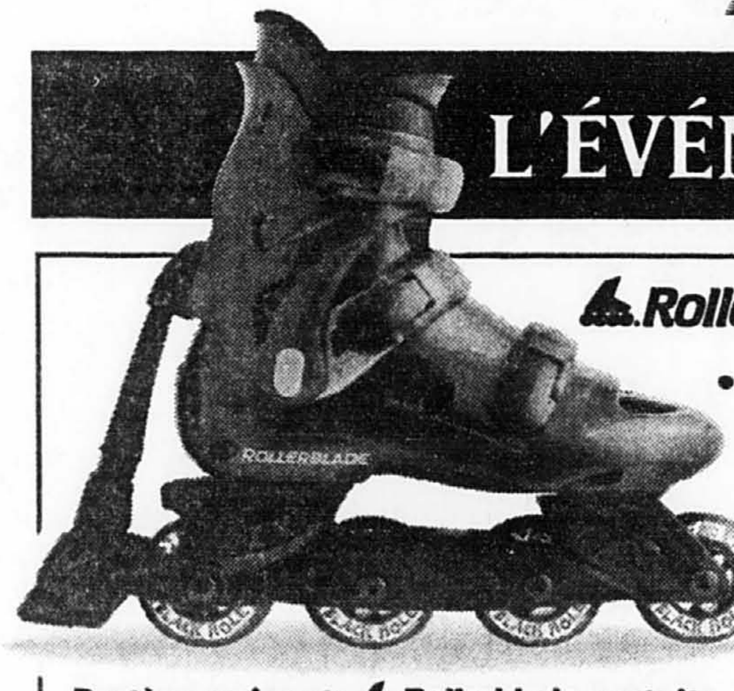
1191, PLACE PHILLIPS 861-5019 MÉTRO MCGILL

« Avant, mon chien sautait dans les airs quand il me voyait prendre sa laisse pour sortir. Maintenant, quand j'ai mes patins aux pieds, il se cache sous le lit. »

Nous aussi on a le sport dans la peau

BERNARD TROTTIER SPORTS

L'ÉVÉNEMENT Rollerblade !



Rollerblade. FUSION
- Coquille ventilée
- Freins ajustables
- Roues de 76mm
- Roulement à billes ABEC 3

399,95

Protège-poignets Rollerblade. gratuits

GAMME COMPLÈTE DE PATINS ROLLERBLADE EN MAGASIN

PLUS DE 75 MODÈLES DE PATINS À ROUES ALIGNÉES !

Rollerblade. MAXXUM
- Confort et ventilation
- Roues de 76mm
- Roulement à billes ABEC 3

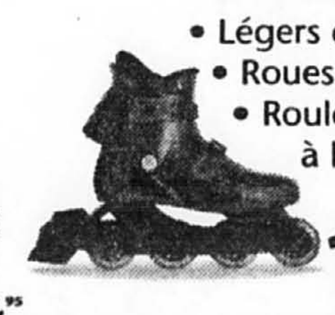
Kit de protection gratuit comprenant :
- Protège-poignets
- Protège-genoux
- Protège-coudes

359,95

Rollerblade. BRAVOBLADE GLX
- Confort et performance
- Roues de 72mm
- Roulement à billes ABEC 1

289,95

Modèle 1995 en quantité limitée à 219,95



Rollerblade. SPIRITBLADE
- Légers et ventilés
- Roues de 70mm
- Roulement à billes

129,95

VÉLOS SPECIALIZED. ET PRECISION 1996 EN MAGASIN

Vélos de montagne, hybrides et de route
Adultes et juniors
Pour tous les calibres, pour toutes les bourses.

PATINS DE RAMPES ET DE RUES (STUNT AND STREET SKATES)

Rollerblade. TARMAC CE
- Coquille à double serrement
- Chausson double densité
- Roues 75mm
- Roulement à billes ABEC 3

299,95

K2 FATTY 389,95

Rollerblade. BOXCAR
- Coquille rigide
- Roues 62mm, 57mm
- Roulement à billes ABEC 1

199,95

BAUER SX FRONTSIDE 249,95

On a le sport dans la peau

BERNARD TROTTIER SPORTS

Atelier de réparation certifié : venez faire vérifier les roues et roulements à billes de vos patins.

3680, boul. Taschereau, Greenfield Park, 671-3793 | Galeries Normandie, 2798, de Salaberry, Montréal, 335-3340 | 183-D, boul. Hymus, Pointe-Claire, 694-0240

Immenses stationnements aux 3 magasins !

Il est possible que certains de ces articles ne soient pas disponibles dans tous nos magasins. La vente se termine le dimanche 5 mai 1996 à 17 h.

Politique

Le PQ invité à ne pas toucher à la loi 142

Presse Canadienne

Alliance Québec a demandé hier au Parti québécois de garder intacte la loi 142 qui garantit aux Anglo-québécois des services sociaux et des soins de santé dans leur langue sur tout le territoire québécois.

À la veille du conseil général du PQ, qui se tient en fin de semaine, à Montréal, Alliance Québec a dit craindre que les compressions de la réforme de la santé rendent insuffisants les services en anglais pour la communauté anglophone.

Le président de l'organisme, Michael Hamelin, a affirmé que la situation est particulièrement problématique dans les régions rurales où vivent plusieurs anglophones, notamment en Estrie, en Gaspésie et en Outaouais.

M. Hamelin reconnaît que plusieurs hôpitaux francophones peuvent servir les anglophones dans leur langue, mais il estime que c'est insuffisant. Il rappelle que des malades en situation de crise ont besoin de s'exprimer dans leur langue maternelle et d'être bien compris.

Question de langue : un compromis pourrait rallier les péquistes

Le conseil national débute ce matin

DENIS LESSARD

Un compromis qui semblait hier à portée de la main était susceptible de rallier les péquistes sur la question linguistique en vue du conseil national qui débute ce matin.

« On travaille sur des hypothèses mais c'est le conseil national qui décide », a tenu hier à dire M. Bouchard attaqué fréquemment par les militants qui depuis quelques semaines jugent trop directive l'attitude du nouveau chef. De la fin de l'après-midi jusqu'à très tard en soirée, M. Bouchard et ses conseillers ont rencontré successivement l'exécutif du PQ, les présidents de région et de comité (dont certains tenaient farouchement jusqu'alors à l'application du programme actuel qui prévoit l'interdiction de l'anglais dans l'affichage).

En coulisses, des sources fiables indiquaient que le gouvernement bonifierait le train de mesures destinées à renforcer la protection du français, le « bouquet » proposé par la ministre Louise Beaudoin. « On ajoute des fleurs au bouquet », résume-t-on, en ajoutant que l'idée de vérifier l'application de ces décisions dans un délai précis —un an par exemple— était solidement arrêtée.

Une première pour Lucien Bouchard

C'était la première fois que M. Bouchard rencontrait ses présidents de comté, ont observé certains d'entre eux. L'annonce de la rencontre avait grandement contribué à détendre l'atmosphère, semble-t-il. La convocation rappelait que le gouvernement avait différé son énoncé de politique sur la langue qu'il avait prévu de publier le 25 avril.

Mais contrairement aux habitudes M. Bouchard ne fut pas applaudi quand il se présenta tard en soirée devant les 125 présidents d'association.

Stratégie

Président régional de Ville-Marie (18 comtés), Sylvain Lépine circulait fébrilement entre la salle de réunion et ses présidents de comté, mais il s'est refusé à tout commentaire.

L'aile dure du PQ sur la question linguistique avait préparé sa stratégie pour mobiliser les micros aujourd'hui, pour réduire les interventions des ministres, mais on ne sait pas si le compromis à l'horizon les incitera à changer de tactique.

Dans les comtés de l'Ouest de l'Ile le Montréal, où la question linguistique est plus lancinante, on avait apporté pour le conseil national d'aujourd'hui des publicités de Provigo et des publications du Club automobile du Québec, distribuées en anglais uniquement au Québec.

Déclarations contradictoires de Claude Lafrance

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le rôle joué par le sous-ministre de Richard Le Hir, Pierre Campeau, dans l'entreprise qui a été au coeur du fameux conflit d'intérêts qui a ébranlé le secrétariat à la Restructuration, a suscité au cours des derniers mois des déclarations contradictoires de la part du président de Solin, M. Claude Lafrance.

Dans une déclaration faite le 1er avril dernier à Industrie Canada, responsable du fichier des entreprises enregistrées au gouvernement fédéral, Claude Lafrance déclare que M. Campeau n'était plus administrateur de Solin depuis juillet 1992.

Or, tous les rapports annuels transmis par Solin à Ottawa, et signés par M. Lafrance entre 1992 et 1995, indiquaient qu'il n'y avait pas eu de modifications dans la liste des administrateurs depuis le 12 novembre 1991.

Au Québec, M. Lafrance a fourni à l'Inspecteur des institutions financières un rapport annuel, le 23 juillet 1993, où M. Campeau figurait parmi les administrateurs de Solin. Il n'y a pas eu de rapport pour 1994, mais dans une déclaration de M. Lafrance signée en décembre 1994, il se déclarait seul administrateur de Solin.

Dans son curriculum produit lors de sa nomination comme sous-ministre, M. Campeau indiquait, en octobre 1994, avoir été v.-p. de Solin depuis 1989.

Léa Cousineau fonctionnaire

L'ancienne présidente du Comité exécutif de Montréal sous l'administration Doré, Mme Léa Cousineau, sera désormais sous-ministre associée à la Condition féminine, un poste relevant de la ministre Louise Harel.

Cours intensif d'anglais

Été 96

5 semaines: du 17 juin au 19 juillet.....725 $
du 22 juillet au 23 août .....725 $
10 semaines: du 17 juin au 23 août .....1 450 $
Frais d'inscription (non remboursables): .....50 $
Frais de retard de 10 $ à compter du 11 juin.

Appelez dès maintenant au : 848-3608 / 3609 / 3614
ou écrivez à l'adresse suivante :
1822, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, (Québec) H3H 1J8

Les candidats devront subir un test de classement avant d'être acceptés.

UNIVERSITÉ Concordia | Centre de l'éducation permanente

ON VOUS PRÉPARE POUR LE MONDE

Hôpital Général Juif Sir Mortimer B. Davis

LES CONFÉRENCES D'ÉDUCATION COMMUNAUTAIRE

Tout ce que vous devez savoir sur le placement des personnes âgées mais n'avez jamais osé demander

Le vendredi 3 mai 1996 à midi
Amphithéâtre Block
3755, chemin de la Côte Sainte-Catherine

Service social
Vivian Myron, M. Serv. soc. Moish Bronet, B. Serv. soc.
Terry Fishman, T.T.S.

Conférence en anglais, discussion bilingue
Bienvenue à tous
Pour plus de renseignements : 340-8222 poste 5818

S2567264

Centre de Recherche Hôtel-Dieu de Montréal

Recherchons
DIABÉTIQUES
traité(e)s par diète seule ou 1 hypoglycémiant âgé(e)s de plus de 40 ans intéressé(e)s à améliorer le contrôle de leur diabète sous surveillance médicale et diététique. Il faudra prendre un médicament sous essai.

Communiquez au 843-2913 du lundi au jeudi.

2370042-427
L'étude sera faite en accord avec votre médecin traitant.

Droit

Université de Montréal

LES RECOURS DU CRÉANCIER EN CAS D'INEXÉCUTION D'UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE (selon le C.C.Q.)

Répondre aux questions soulevées par ces recours et en examiner les différentes étapes. Les éléments suivants seront abordés : titulaires des recours, mise en demeure, exception d'inexécution et droit de rétention, action en résolution/résiliation/réduction, exécution en nature et clauses pénales.
par Me Jean Pineau et Me Serge Gaudet, professeurs à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Le vendredi 17 mai 1996, de 9 h à 12 h
Au Club St-Denis
125 $ (TPS et TVQ en sus)

RENSEIGNEMENTS :
Téléphone : (514) 343-6990
ou 1 800 363-8876

Faculté de droit et Faculté de l'éducation permanente — FORMATION CONTINUE

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50%

L'ÉVÉNEMENT SALLE DE BAIN DU PRINTEMPS

manhattan

ARMOIRES DE SALLE DE BAIN MANHATTAN

Styleline à compter de 230$ | Venezia à compter de 525$ | Versailles à compter de 445$ | Continental à compter de 790$
Monaco Éclairage non inclus à compter de 155$
Plusieurs autres modèles disponible

Venez profiter de RABAIS INCROYABLES sur plusieurs de nos modèles d'armoires de salle de bain.
Aussi, pourquoi ne pas jeter un coup d'oeil sur nos nouvelles collections de baignoires, toilettes, bidets, lavabos, etc... alors vous verrez pourquoi l'événement SALLE DE BAIN de Raymond Lépine est vraiment le premier pas vers un bon achat!

RAYMOND LÉPINE inc.
8755 Langelier, Saint-Léonard, Montréal
(AU NORD DE MÉTROPOLITAIN, SORTIE 78, À L'OUEST DU BOUL. LOUIS-H.-LAFONTAINE)
326-2060
FERMÉ tous les dimanches et les lundis

SUCO SOLIDARITÉ internationale

Envoyez vos dons :
3680, rue Jeanne-Mance
bureau 410
Montréal (Québec)
H2X 2K5
Tél.: (514) 982-6622

«CHACUN A LE MONDE AU BOUT DES DOIGTS. MAIS, SUR QUEL BOUTON APPUYER?»

Denis Ettighoffer, président d'Eurotechnopolis Institut (France), auteur de l'Entreprise virtuelle ou les nouveaux modes de travail

COMMUNICATIONS 96

La République de l'information à l'ère de l'inforoute

Inscrivez-vous dès maintenant à la CINQUIÈME CONFÉRENCE SUR LA CULTURE ET LES COMMUNICATIONS du 21 au 25 mai 1996, au Centre des conférences de l'Hôtel du Parc à Montréal.

(514) 842-5333 - http://www.qfq.com

LES GRANDS PRIX CORPOVISION D'ENTREPRISES

VIDÉOGRAMMES
CD-ROM
SITES WEB
BORNES INTERACTIVES

Date limite d'inscription:
MERCREDI 30 avril 96

Le gala de remise de prix: vendredi 24 mai 1996 à l'Hôtel du Parc de Montréal.

La Presse | Bell I.C.E. | Gouvernement du Québec Ministère de la Culture et des Communications du Québec | Centraide PME Montréal | QUI FAIT QUOI

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

LA COMPÉTENCE RECONNUE

Université de Montréal

NOUVEAU
CERTIFICAT DE PUBLICITÉ II

Un programme qui vous permet de parfaire votre formation professionnelle et de décupler vos compétences. Il vous habilite à une pratique plus pointue et à une spécialisation dans l'un ou l'autre des grands secteurs de la publicité : création, recherche, production, service à la clientèle, médias.

DATE LIMITE D'ADMISSION
LE 1ER JUIN 1996

RENSEIGNEMENTS
Faculté de l'éducation permanente
Pavillon 3744, rue Jean-Brillant
3e étage
Métro Côte-des-Neiges
(514) 343-6090
1 800 363-8876

Politique

Équipe-Québec pourrait faire autrement la promotion de l'exportation

KATIA GAGNON
du bureau de La Presse, QUÉBEC

La ministre de l'Industrie et du commerce, Rita Dionne-Marsolais, songe à créer une « Équipe-Québec », un peu semblable à celle qui a été mise sur pied par le premier ministre Jean Chrétien à l'échelle du Canada, mais qui serait davantage vouée au développement de nouveaux marchés d'exportation pour les PME québécoises.

Dans le but d'atteindre l'objectif fixé par le premier ministre Bouchard dans son discours inaugural — 2000 PME exportatrices pour l'an 2000, « un défi énorme », dit la ministre — Mme Dionne-Marsolais veut revoir toute la façon de faire la promotion à l'exportation.

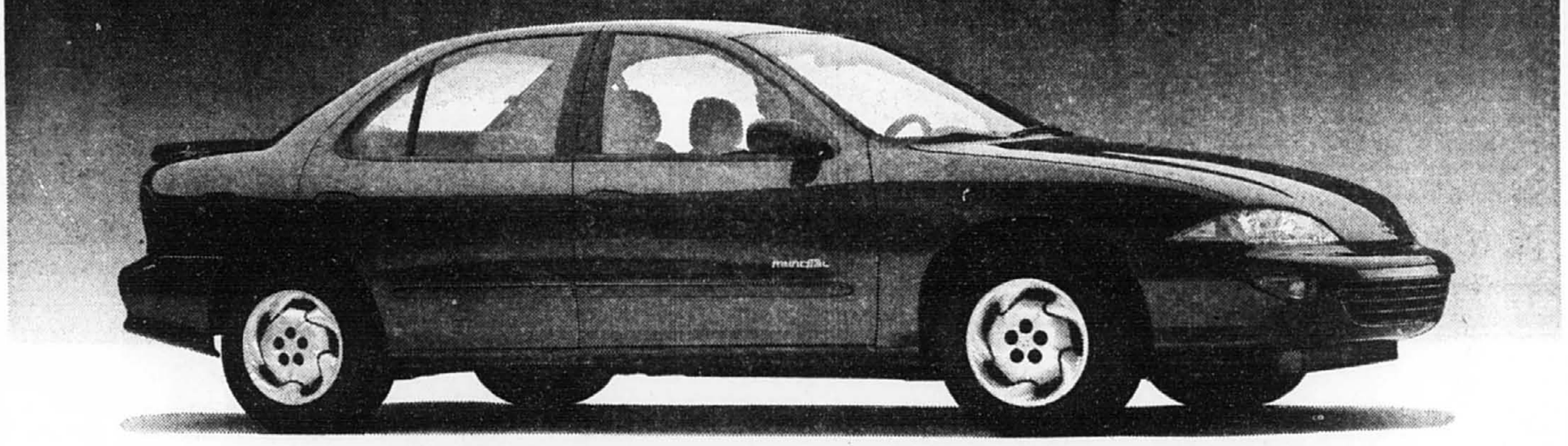
Elle compte, entre autres, mettre « beaucoup plus d'emphase » sur les missions à l'étranger mises sur pied par le ministère pour ouvrir des possibilités d'exportation aux PME. Une Équipe-Québec ? Oui, dit Mme Dionne-Marsolais, mais qui ne ferait pas que se concentrer, comme Équipe-Canada, sur la signature de contrats déjà négociés.

« Dans la plupart des cas, ces contrats étaient déjà conclus, il ne restait qu'à les signer. Nous on veut développer de nouveaux marchés, faire un réel travail de démarchage », explique-t-elle.

Mais, à l'heure des compressions budgétaires, ces missions demeurent « très coûteuses », concède-t-elle, c'est pourquoi, elle songe à faire appel à la technologie. « On n'est pas obligés d'amener 20 personnes dans une foire commerciale à l'étranger. Une personne peut amener 20 cd-roms d'entreprises différentes, et les acheteurs peuvent communiquer avec les propriétaires par le biais du réseau Internet », explique-t-elle.

La ministre compte également sur la Société de développement industriel, qui aura bientôt un service voué uniquement à l'aide à l'exportation. L'ancien personnel des délégations à l'étranger — dont plusieurs ont été fermées — sera aussi mis à contribution.

LA CAVALIER MUNDIAL.
Nos concurrents la digèrent mal.



13 996 $*

Normal, la Cavalier est la plus vendue au Québec.

Comment peut-on résister à tout ce qu'elle offre?
- Aileron arrière
- 2 sacs gonflables
- Freins ABS
- Moteur 2,2 litres
- Boîte manuelle à 5 rapports avec surmultipliée
- Compte-tours
- Portes arrière avec verrouillage de sécurité pour les enfants
- Siège arrière rabattable

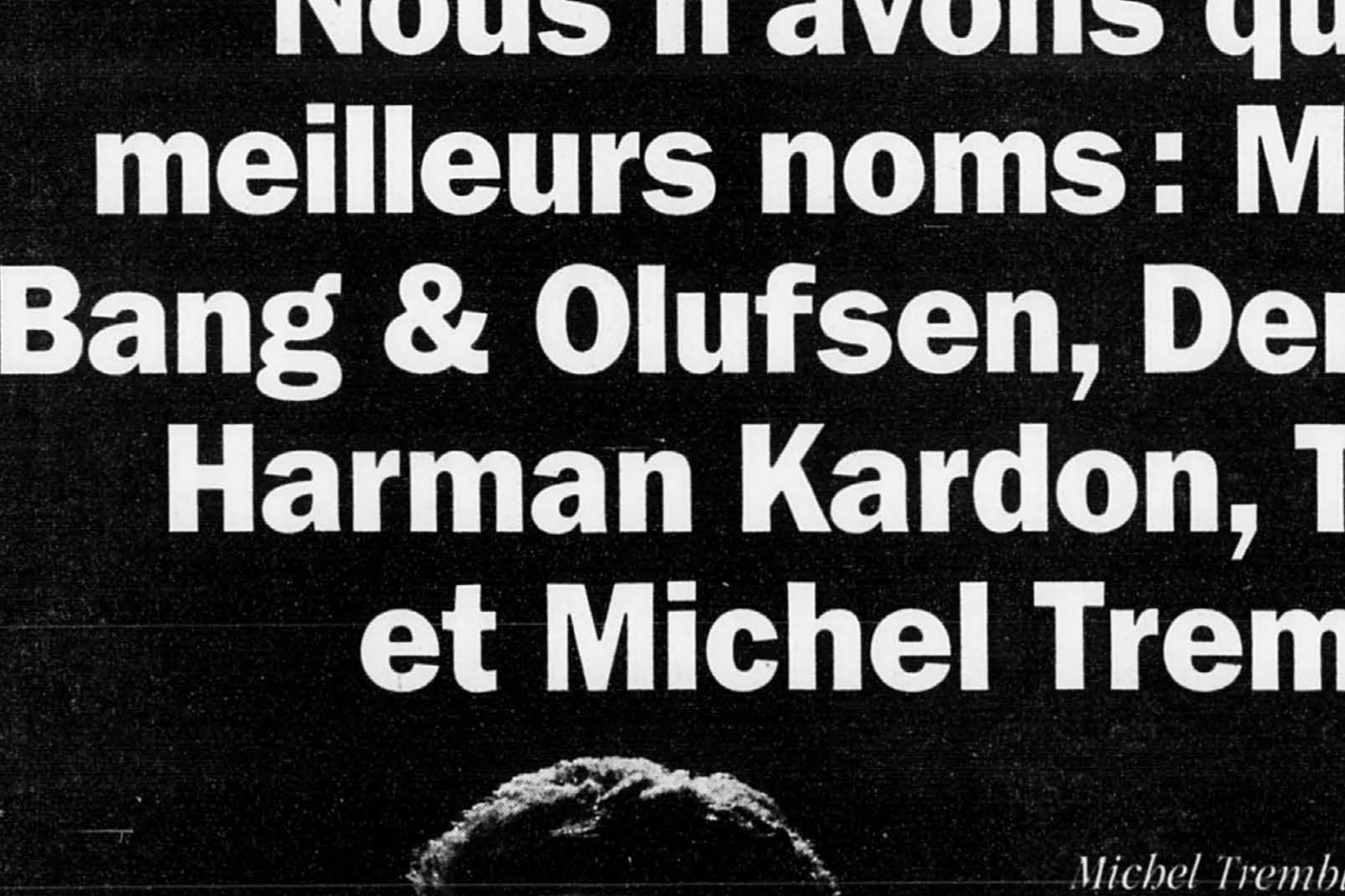
GM La Carte GM Garantie Totale Assistance routière 250

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1996 en stock comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Préparation incluse. Transport (595 $) et taxes en sus. †L'Assistance Routière et la Garantie GM TOTAL†† sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1996 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. ††Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

LES CONCESSIONNAIRES CHEVROLET Geo • Oldsmobile

Nous n'avons que les meilleurs noms : McIntosh, Bang & Olufsen, Denon, Sony, Harman Kardon, Toshiba et Michel Tremblay.

Michel Tremblay, expert-conseil de Kébecson

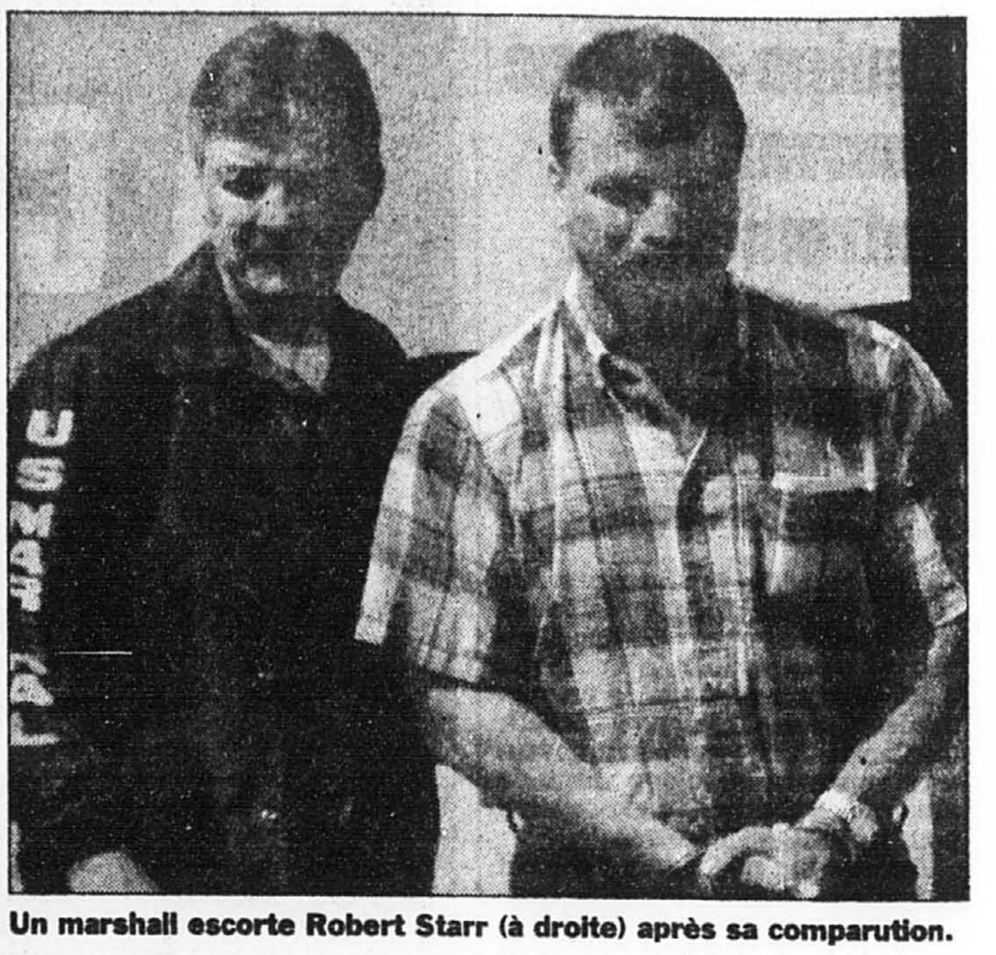


Kébecson n'accueille que les meilleures marques présentées et recommandées par les meilleurs noms. Parmi eux, Michel Tremblay, une oreille fine et attentive, un spécialiste toujours au diapason. Au milieu des Bang et Olufsen, Sony, McIntosh et compagnie, Michel s'est fait un nom en donnant toujours le conseil tant attendu. Que voulez-vous, quand on a le son dans le sang.

KÉBECSON
6555, RUE ST-DENIS MONTRÉAL (QUÉBEC) H2S 2S1 (514) 270.7900

LE LAIT
LE FESTIVAL DE LA SANTÉ
DIMANCHE, 19 MAI 1996
(dans les rues de Montréal)
PATIN À ROUES ALIGNÉES (10 km et 25 km)
VÉLO (40 km approx.) MARCHE (5 km ou 10 km) COURSE (10 km)
LES INSCRIT(E)S RECEVRONT : ° t-shirt du Festival (facultatif) ° médaille à l'arrivée ° diplôme personnalisé ° léger goûter à l'arrivée
INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !
Jamais sans mon lait
sports experts
Distributeur officiel des formulaires d'inscription
TVA
CIME
CKAC 730
Ville de Montréal
La Presse
CANTEL
XEROX
COUPON D'INSCRIPTION (S.V.P. en lettres moulées)
Nom Prénom Sexe
Adresse # Ville
Province Pays Code postal
Téléphone ( ) Date de naissance Année Mois Jour
Pour ceux qui achètent le T-shirt, cocher la case correspondant à votre choix.
☐ Je veux recevoir le T-shirt par la poste, j'inclus donc 4 $ additionnel pour frais de manutention. Ces frais de 4 $ sont pour une seule inscription.
☐ J'irai chercher mon T-shirt lors du Salon de la bonne forme qui aura lieu du 15 au 18 mai 1996 au Complexe Guy-Favreau.
N.B. : Tous les inscrits recevront une confirmation de leur inscription par la poste.
DATE LIMITE PAR LA POSTE : 6 MAI 1996
AUCUN CHÈQUE POSTDATÉ NE SERA ACCEPTÉ
POUR INFORMATION : Tél. : (514) 879-1027
FRAIS D'INSCRIPTION (taxes incluses)
Veuillez cocher une seule case.
INSCRIPTION — Adultes | 15 ans et - / 65 ans et + | TARIF FAMILIAL
Avant le 6 mai (sans T-shirt) Au Salon (sans T-shirt) 17 $ / 22 $ | 12 $ / 12 $ | 50 $ / 60 $
Avant le 6 mai (avec T-shirt) Au Salon (avec T-shirt) 21 $ / 26 $ | 15 $ / 16 $ | 65 $ / 75 $
Randonnée Vélo (40 km)
15 km patin à roues alignées
25 km patin à roues alignées
10 km course
10 km marche
5 km marche
Faire chèque à l'ordre de : FESTIVAL DE LA SANTÉ
C.P. 1570, succ. B Montréal (Québec) H3B 3L2
BÉNÉVOLES DEMANDÉ(E)S (chaque bénévole recevra un t-shirt) INFO : (514) 879-1027

Actualités



Un marshall escorte Robert Starr (à droite) après sa comparution.

Ne payez rien avant 1997 avec Aquaplan mc du Maître Piscinier mc
Les piscines JEAN DESJOYAUX
La piscine creusée du Maître Piscinier mc
Venez voir une gamme complète de piscines creusées pour tous les goûts à partir de...
89 $ par mois**
AQUA LEADER
Les spas du Maître Piscinier
Que vous ayez besoin d'un traitement thérapeutique pour soulager votre fatigue musculaire, d'un refuge à l'abri du rythme effréné de la vie moderne ou simplement d'un endroit favori pour recevoir la famille ou les amis, votre Maître Piscinier offre de nombreux modèles uniques et innovateurs qui répondent à vos attentes.
sunrise Spas
à partir de seulement 49 $ par mois*
La piscine hors terre du Maître Piscinier
Venez voir une immense sélection de piscines hors terre de toutes marques et de tous modèles à partir de seulement...
49 $ par mois*
L'Aquaplan mc, c'est la nouvelle façon intelligente de s'acheter une piscine...
•Une garantie exclusive
•L'entretien gratuit
•La Carte de rabais Aquaplan mc
et beaucoup plus encore!
Maître piscinier mc
«Le plus important réseau de pisciniers propriétaires au Québec!»
Aquadel 11, boul. de la Seigneurie Blainville (514) 435-6550
Aquadel 405, boul. Labelle Fabreville (514) 963-6333
Piscines Gratton 574, rue Notre-Dame Repentigny (514) 581-6943
Piscines Romano 159, boul. Laurier St-Basile-le-Grand (514) 653-1842
Piscines Horizon 345, boul. du Séminaire St-Jean-sur-Richelieu (514) 348-6851
Piscine Dépôt 7205, boul. Taschereau Brossard (514) 926-1080
Aquadel 3555, boul. St-Charles Kirkland (514) 695-5355
Piscine Rive-Nord 1261, Ch. des Anglais Lachenaie (514) 492-1881
J. P. Marcouiller 4240, montée St-Hubert St-Hubert (514) 678-7219
MC Le Maître Piscinier est une marque de commerce officielle enregistrée. Les images ne servent que de référence.
*Basé sur un terme de 60 mois au taux d'intérêt actuel du marché, sur approbation du crédit. **Basé sur un terme de 120 mois au taux d'intérêt actuel du marché, sur approbation du crédit.

Des bombes destinées aux Jeux olympiques d'Atlanta ?

Associated Press
NEW YORK

Les agents fédéraux américains ont déjoué en Géorgie un complot terroriste fomenté par un groupe de type milice paramilitaire, qui pourrait avoir envisagé de faire exploser des bombes pendant les Jeux olympiques d'Atlanta de cet été, ont annoncé hier les autorités américaines.

Les agents du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu ont arrêté deux personnes appartenant à un même groupe activiste et saisi des explosifs, au cours d'une opération menée contre plusieurs habitations de Crawford County, dans le centre de la Géorgie. Le groupe mis en cause est présenté comme une milice paramilitaire d'extrême-droite du type de celle dont se réclamaient les auteurs présumés de l'attentat d'Oklahoma City.

Le porte-parole du département de la Justice, Carl Stern, a toutefois affirmé que « le gouvernement n'échafaude aucune allégation selon laquelle ils avaient l'intention de faire exploser leurs engins aux Jeux olympiques ». Selon lui, « les Jeux n'ont été mis sur le tapis au cours de l'enquête que lorsqu'au cours de l'une de leurs réunions l'un des membres du groupe a fait remarquer que si une bombe explosait pendant les Jeux olympiques, ils seraient accusés » de l'avoir posée.

M. Stern a précisé que les deux hommes arrêtés faisaient effectivement partie d'un petit groupe milicien de 11 à 15 membres, Georgia Republic Milicia, dont ils étaient les chefs. Ils ont été arrêtés sous les chefs d'accusation de complot et possession d'engins explosifs non autorisés, et identifiés comme étant Robert Starr, propriétaire d'une entreprise d'électricité à Macon (Géorgie), et William James McCranie Jr., plombier également à Macon.

Un haut responsable fédéral à Washington a lui aussi démenti que le complot déjoué ait eu quelque lien que ce soit avec les Jeux qui doivent s'ouvrir le 19 juillet. « C'est une paire de gars du type milicien qui construisent de quoi remplir des bombes, mais nous n'avons aucune information quant à un quelconque projet de les utiliser au moment des Jeux olympiques », a-t-il déclaré sous le couvert de l'anonymat.

De source anonyme, on avait affirmé peu auparavant à l'Associated Press qu'il y avait « des raisons de croire que ces bombes étaient destinées à être utilisées au cours de certaines réunions olympiques ».

Des agents fédéraux, interrogés par la chaine CBS, avaient eux aussi avancé que le groupe projetait de fabriquer une dizaine d'engins pour les faire exploser en plusieurs points des sites olympiques d'Atlanta.

Selon un responsable fédéral à Washington, l'opération de démantèlement a été lancée après que les autorités concernées eurent « appris que ces hommes se réunissaient vendredi pour fabriquer et se répartir les engins explosifs ».

C'est un informateur qui avait apparemment donné l'alerte après avoir assisté à une réunion du groupe, au cours de laquelle William McCranie se serait vanté d'avoir suffisamment d'explosifs pour fabriquer 40 bombes.

Actualités

Émeute sanglante à la prison de Headlingley, au Manitoba

Presse Canadienne
WINNIPEG

Des détenus auraient été tués, d'autres grièvement brûlés ou castrés au cours d'une émeute qui est en cours depuis jeudi soir dans la prison de Headlingley, la plus importante au Manitoba, craignent les gardiens de l'institution carcérale.

La police n'était pas en mesure de confirmer hier, en fin d'après-midi, s'il y avait eu morts d'hommes, alors qu'environ 70 prisonniers contrôlaient toujours cette prison provinciale à sécurité moyenne.

« Nous n'avons pas vu de corps. Nous ne savons pas si quelqu'un est mort », a déclaré un sergent de la GRC, Jerry Jennings.

Des gardiens ont dit avoir vu dans une cage d'escalier un détenu vraisemblablement mort.

L'émeute a éclaté lorsque des gardes ont été attaqués par des prisonniers alors qu'ils réintégraient leurs cellules, tard jeudi soir. Plus de 200 détenus se sont rendus aux autorités au cours de la journée, hier, et ont été transférés dans d'autres centres de détention.

La prison de Headlingley compte 300 détenus qui doivent purger une sentence de moins de deux ans pour des crimes comme le vol ou l'agression. La durée moyenne du séjour derrière les barreaux est de 80 jours.

La GRC a déclaré hier après-midi qu'elle n'avait pas l'intention de réagir immédiatement.

Le sergent Jennings a expliqué que les négociations avec les émeutiers se déroulaient bien. « Les détenus sont coopératifs et raisonnables. Ils se rendent d'eux-mêmes. »

Au moins huit gardes et six détenus ont dû être traités à l'hôpital pour diverses blessures.

Len Monford, qui a déjà été gardien à la prison de Headlingley, a dit qu'il avait été renversé par l'état pitoyable de ses ex-confrères de travail. « Ils ont tellement été battus que l'on ne peut pas les reconnaître. »

Il y avait 17 gardiens en devoir jeudi soir lorsque l'émeute a éclaté, soit beaucoup moins que quelques années auparavant.

M. Monford a dit que les conditions de sécurité des gardiens étaient ridicules. Il a comparé la prison à un camp d'été. « Ce n'est pas une prison... c'est une farce. C'est littéralement une prison à portes ouvertes. »

Après avoir rencontré les gardiens, un porte-parole du syndicat des employés de la fonction publique du Manitoba, Pat Joyce, a raconté qu'on lui avait dit qu'un détenu pourrait avoir été castré et qu'un autre se serait fait trancher un doigt. « Nous avons également entendu dire que certains détenus auraient été transformés en torches humaines. Mais nous n'avons pas de confirmation de cela », a déclaré M. Joyce.

La police dit qu'il existe des bandes rivales au sein de la population carcérale, mais que cette fois-ci ce sont les prisonniers isolés qui sont la cible des émeutiers. Les détenus isolés sont ceux qui purgent une peine pour un crime à connotation sexuelle ou sont informateurs de police.

La prison serait dans un état pitoyable. Le sergent Jennings a indiqué que les émeutiers avaient lourdement endommagé les lieux, mettant le feu à plusieurs endroits, détruisant des équipements, notamment à la clinique médicale.

« Ils détiennent des armes. Ils disposent de matraques, de bâtons et de marteaux, de ces instruments qu'ils utilisent dans l'atelier », a précisé le sergent. « Nous ne pouvons dire s'il y a encore des bagarres à l'intérieur de la prison... nous ne contrôlons pas deux des quatre étages où se trouvent les cellules. »

Selon le porte-parole de la GRC, les mauvaises conditions d'hébergement ayant cours dans cette vieille prison ne seraient pas en cause cette fois-ci. Headlingley a plusieurs fois été aux prises avec des troubles reliés aux conditions d'hébergement et un rapport la décrivait comme désuète voilà sept ans.

"Des rabais spectaculaires jusqu'à 50%. Certains articles ne sont offerts qu'en quantités limitées. Alors, n'hesitez pas! Solde pour un temps limité"
-Gerrit

Vente Printanière

Mobilier de Chambre
1499.95
Comprend: 2 tables de chevet Lit queen,commode double et Armoire.
Prix Cour. 1999,70
(Matelas en option)

Chaise
69.95
Prix cour. 99,95

Économisez jusqu'à 50%

Meubles de jardin

Causeuse
129.95
Prix cour. 189,95

Bibliothèque en pin véritable
199.95
Reg. 299,95

Ensemble table et 4 chaises
299.95
Prix cour. 599,75

Lits superposés en pin véritable
249.95

Table d'appoint
149.95
Prix cour. 239,95

Table avec dessus en marbre
399.95
Prix cour. 599,95

Shaker Buffet
139.95
Reg. 219.95

Commode 3 tiroirs
69.95
74,5Px43Px70Hcm
Prix cour. 119,95

Table à café
179.95
Prix cour. 249,95

Armoire en pin véritable
349.95
Reg 499.95

Commode double
139.95
147.5Lx43Px70Hcm
Reg. 229.95

idomo

ST. LAURENT
9090 Cavendish (à Trans-Canadienne)
(514) 735-6425
Lun., Mar. 10h-18h
Mer.à Ven. 10h-21h
Sam. 9h30-17h; Dim. 12h-17h

Vacances Signature Canada 3000 Vacances Signature Canada 3000 Vacances Signature Canada 3000

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

CHINE-CEI

Accord de sécurité

La Russie, la Chine et trois anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale ont signé hier à Shanghaï un accord de « confiance militaire » à leurs frontières qualifié par les parties d'« historique » dans la région Asie-Pacifique. L'accord crée une « zone tampon » de près de 1,5 million de kilomètres carrés le long des frontières entre la Chine d'un côté, la Russie, le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan de l'autre, une bande de plus de 7000 kilomètres de long et de 200 kilomètres de large. Si le retrait des troupes de la région sera le « prochain pas », les cinq pays sont convenus d'abord d'un certain nombre de « mesures de confiance », comme l'engagement réciproque de non-agression, la notification des manoeuvres et leur limitation en ampleur, l'échange d'informations entre responsables militaires ou les envois d'observateurs.

d'après AFP

ESPAGNE

Accord de gouvernement

Le Parti populaire (PP) espagnol de Jose Maria Aznar a conclu hier un accord avec les nationalistes modérés catalans de la CiU sur la formation d'un gouvernement stable. Les deux partis négociaient depuis les législatives du 3 mars, qui se sont soldées par la défaite du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) dirigé par le premier ministre sortant Felipe Gonzalez. Il manque au PP, les conservateurs espagnols, 20 sièges pour avoir la majorité au parlement, et ce parti a besoin de l'appui de la CiU de Jordi Pujol pour former un gouvernement.

d'après Reuter

IRA

Attentat revendiqué

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué hier l'attentat qui a touché mercredi le pont d'Hammersmith à Londres, sans faire ni victime, ni dégât. Les deux charges d'explosif — 13 kg au total — qui avaient partiellement explosé, constituaient probablement « la plus grosse bombe à base d'explosif puissant » jamais déposée sur le territoire britannique, avait jugé Scotland Yard. L'engin était destinée à « tuer, blesser et causer des dégâts structurels majeurs » au pont, point névralgique du trafic routier de Londres. Depuis la rupture du cessez-le-feu de l'IRA en février, cette action terroriste est la sixième attribuée à l'IRA à Londres. Plusieurs personnes ont été arrêtées hier matin à Londres et dans sa banlieue par la branche anti-terroriste de Scotland Yard dans le cadre des enquêtes sur ces attentats.

d'après AFP

KOSOVO

Incidents et arrestations

Les interpellations d'Albanais par la police serbe se sont poursuivies hier dans la bourgade de Stimlje, au Kosovo, où un policier serbe a été tué lundi soir, pratiquement à la même heure que quatre civils serbes dans d'autres localités. La mort des Serbes, au lendemain du meurtre d'un étudiant albanais par un Serbe, a fait monter la tension dans la province, où la population à 90 % de souche albanaise aspire à l'indépendance, — une ambition combattue par Belgrade. Ces assassinats risquent d'entamer le sentiment de sécurité que donnait à la petite communauté serbe la mainmise du pouvoir de Belgrade sur la province depuis la réforme constitutionnelle de 1989.

d'après AFP

Accord de cessez-le-feu au Liban

Israël et le Hezbollah n'attaqueront plus de zones civiles

d'après AFP
JÉRUSALEM

Un accord de cessez-le-feu au Liban, parrainé par les États-Unis et la France, a été conclu hier, mettant fin à l'opération militaire israélienne contre le Hezbollah pro-iranien, qui a fait en 16 jours 164 morts et 351 blessés au Liban.

Cet accord écrit a été annoncé presque simultanément à Jérusalem et à Beyrouth par les premiers ministres israélien Shimon Peres et libanais Rafic Hariri. Le cessez-le feu doit entrer en vigueur ce matin à 04 h 00 locales. Mais les bombardements israéliens sur le Liban-Sud et les tirs de roquettes du Hezbollah sur la Galilée se poursuivaient hier soir.

L'opération « Raisins de la colère », déclenchée pour mater le Hezbollah, s'achève ainsi sans que le mouvement intégriste ne soit brisé, et sur un bilan humain et matériel très lourd pour le Liban et plutôt mitigé pour Israël.

Cet accord de cessez-le-feu a été néanmoins généralement accueilli avec soulagement, y compris au Proche-Orient et au Canada, estimant, comme le ministre des Affaires étrangères Lloys Axworthy, qu'il pourrait contribuer à la relance du processus de paix entre Arabes et Israéliens.

Le secrétaire d'État américain Warren Christopher a expliqué que le cessez-le-feu serait contrôlé par un « groupe de surveillance » qui comprendra les États-Unis, la France, la Syrie, le Liban et Israël, et qui sera formé dans « un avenir très proche ». Il a ajouté que les accords stipulaient qu'Israël et la milice chiite libanaise du Hezbollah, soutenue par l'Iran, s'engageaient à ne pas attaquer des zones civiles.

M. Christopher a souligné que le Hezbollah ne pourrait lancer des opérations contre l'armée israélienne qu'à partir de zones non peuplées, c'est-à-dire en dehors des agglomérations du sud du Liban.

Un groupe de consultation sera également établi, comprenant des représentants de l'Union européenne, de la Russie, du Canada « et d'autres parties intéressées à aider à la reconstruction du Liban », a ajouté M. Christopher. Ottawa entend surtout favoriser l'engagement du secteur privé dans cette tâche.

À Washington, le président Bill Clinton s'est félicité que les négociations aient abouti. « Cet accord, parce qu'il est écrit, a moins de chances d'échouer que les accords informels en place depuis 1993 », a-t-il déclaré. « Nous ne tolérerons pas » de nouvelles actions visant à « perturber le calme qui a été rétabli à un coût aussi terrible », a averti M. Clinton.

M. Peres a affirmé qu'il n'y avait pas d'accords secrets, mais a fait état de l'existence d'un document annexe conclu entre Israël et les États-Unis. « Son contenu sera révélé en temps opportun », a ajouté M. Peres, ajoutant que l'ensemble de l'accord devrait être soumis au Parlement israélien.

Pour sa part, M. Hariri a précisé qu'en vertu de l'accord, le Hezbollah avait « le droit de combattre les troupes israéliennes dans la zone occupée » par Israël au Liban-Sud, mais qu'il n'avait « absolument pas le droit de tirer une seule roquette vers le territoire israélien ».

M. Hariri a ajouté que la capacité militaire du Hezbollah était « intacte », 16 jours après le lancement de l'opération israélienne. Il a écarté la possibilité de désarmer le mouvement intégriste, qui jouit du soutien de l'Iran et de l'appui politique de la Syrie, laquelle maintient quelque 35 000 militaires au Liban.

Pour « casser » militairement le mouvement intégriste, Israël, dont c'était la seconde tentative en trois ans, a employé les grands moyens : près de 23 500 obus, quelque 600 raids aériens, selon les estimations de l'ONU. Depuis le 11 avril, le Hezbollah a tiré près de 1200 roquettes Katioucha et obus de mortier sur le nord d'Israël, où elles ont fait une trentaine de blessés et endommagé près de 1300 bâtiments.

Clinton gagne la bataille budgétaire

d'après AFP
WASHINGTON

Le président Bill Clinton a signé hier la loi budgétaire pour l'année fiscale 1996, mettant un terme à la querelle budgétaire qui opposait la Maison-Blanche et le Congrès à majorité républicaine, mais les deux camps se préparaient à livrer une autre bataille sur le front du déficit budgétaire.

Ce compromis budgétaire, d'un montant de 164 milliards de dollars, a été obtenu après un bras de fer de sept mois entre le président démocrate et la majorité républicaine du Congrès, qui a notamment provoqué deux fermetures partielles des services de l'administration fédérale.

Si les deux camps ont salué ce compromis, qui se traduit par une baisse de 23 milliards de dollars du montant du budget 1996 par rapport à celui de l'année fiscale précédente, républicains et démocrates n'ont cependant pas définitivement enterré la hache de guerre, dans la perspective de l'élection présidentielle du 5 novembre prochain.

Dès l'annonce du compromis, certains républicains ne se sont pas privés d'en critiquer le contenu, accusant leurs négociateurs d'avoir trop cédé à la Maison-Blanche. Ils ont d'ores et déjà promis de relancer la querelle à l'occasion des discussions budgétaires pour 1997 et de celles concernant le plan de réduction en sept ans du déficit budgétaire.

« Il y a un peu de politique dans l'air des deux côtés », a reconnu sobrement le chef de la majorité républicaine du Sénat, le sénateur du Kansas Robert Dole, qui sera aussi l'adversaire de Bill Clinton en novembre prochain.

Les républicains, qui avaient obtenu en 1994, pour la première fois depuis quarante ans, la majorité dans les deux chambres du Congrès, avaient promis à ce moment d'équilibrer le budget d'ici à 2002, et avaient tenté de se servir des fermetures partielles de l'administration pour imposer leur programme de réformes à la Maison-Blanche.

Mais le mécontentement né des 27 jours de chômage imposés à la fin de l'année dernière et au début de cette année aux agents de l'administration fédérale, de la fermeture des musées ou des parcs nationaux, était surtout dirigé contre les républicains, accusés de vouloir aller trop loin et trop vite dans la voie de la « révolution conservatrice ».

De fait, le président Clinton avait ainsi réussi à obtenir, en dernière minute, quelques concessions des républicains, pressés de parvenir à un accord. Mercredi, le président Clinton était parvenu à récupérer 5 milliards de dollars sur les 8 milliards de réductions initialement prévus dans le budget. La Maison-Blanche ne cache pas d'ailleurs pas sa satisfaction après la conclusion de ce compromis.

Crise algérienne : le pouvoir est impuissant

GILLES TOUPIN

Il y a seize ans, le 10 mars 1980, avait lieu en Algérie le « Printemps berbère ». Hend Sadi, professeur au département de mathématiques de l'Université de Tizi-Ouzou, avait invité cette journée-là l'écrivain et ethnologue Mouloud Mammeri à donner une conférence à la Maison de la culture de cette ville de Kabylie. Le pouvoir interdisait aussitôt la conférence et, le lendemain, la première manifestation populaire de protestation était déclenchée.

« La répression a été vive », raconte Hend Sadi, de passage à Montréal pour une série de conférences sur l'Algérie. Le 20 avril, l'université a été prise d'assaut et les forces de l'ordre ont procédé à 2000 arrestations. Devant les manifestations répétées de solidarité populaire, le pouvoir s'est vu contraint à relaxer tout le monde.

C'est pour parler de cette date capitale dans le processus de reconnaissance de l'identité amazighe (berbère) que Hend Sadi — frère de Saïd Sadi, candidat du Rassemblement pour la culture (RCD) aux dernières élections présidentielles du 16 novembre 1995 — prononce aujourd'hui à 14 h 30, à l'auditorium de l'école Émile-Legault (2395, boulebard Thimes, à Saint-Laurent) une conférence publique. Hend Sadi parlera également de la situation générale actuelle en Algérie. Sur cette question, son analyse est sans appel : « Je ne crois pas à une sortie de crise en Algérie qui puisse provenir du régime actuel. Les élections ont donné au pouvoir une chance ultime de procéder à des changements majeurs. Il n'a pas saisi l'occasion. Le président Zéroual, qui s'est pourtant affiché comme le candidat de la rupture, n'a rien fait depuis cinq mois et il a déçu la population. Il a même clamé tout haut qu'il n'avait aucun projet de société. Il a récupéré les dinosaures du parti unique, le Front de libération nationale, en nommant à sa tête un pur produit du boumédiénisme, Boualem Benhamouda. La seule issue, à mon avis, ne peut venir que du pôle démocratique.

PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse*

Hend Sadi

M. Sadi a souligné la grave détérioration actuelle du tissu social en Algérie, la paupérisation, le chômage endémique et la misère. Pour lui, le dialogue du pouvoir avec l'opposition est une illusion. « On ne voit pas très bien, dit-il, ce que ces gens viennent faire dans ce débat, alors qu'ils sont pour la plupart d'entre eux hors circuit et discrédités par la population, faisant allusion aux discussions actuelles entre le gouvernement et le FLN. Du côté du Front islamique du salut (FIS), M. Hend Sadi affirme qu'il est « déstructuré » et que « son importance n'est plus ce qu'elle était ».

Quant au terrorisme (alors que des dépêches affirmaient hier que le Groupe islamique armé venait de revendiquer l'enlèvement récent de sept moines français), M. Sadi constate qu'il a repris depuis les élections. « La nature des actions terroristes du GIA a évolué. Les groupes islamistes armés ne contrôlent plus des régions entières comme autrefois. Ils ont à mon sens déjà perdu la bataille en raison notamment de l'attitude de refus de la population. C'est ce qui explique sans doute qu'ils se soient tournés vers des attentats de type voiture piégée.

Pour Hend Sadi, des signes encourageants de reconstruction du pôle démocratique en Algérie, notamment l'appui qu'il reçoit de la société civile, sont de plus en plus visibles. C'est de ce côté, croit-il, que l'espoir se trouve.

PROMOTION
ÉDITION SPÉCIALE
LES NOUVEAUX PERFORMANTS 1996
Le monde des affaires a lui aussi ses prix d'excellence : le programme de reconnaissance Les Nouveaux Performants, mis sur pied il y a onze ans par Pierre Dorais, président de Perform.
Le cahier vous présente les six lauréats 1996, trois Grands Gestionnaires et trois Grands Entrepreneurs. Entrevues exclusives avec les lauréats et témoignages sur ce qu'est la performance en entreprise.
Ne manquez pas ce cahier spécial samedi prochain dans
La Presse

Inde : un mois d'élections

Reuter
NEW DELHI

Démocratie la plus peuplée au monde, l'Inde élit à partir d'aujourd'hui son parlement fédéral. Le scrutin est réparti sur six jours, jusqu'au 30 mai, mais pour l'essentiel, tout sera joué vers le 11 mai et un nouveau gouvernement devrait être en place dès la fin mai.

Cinq cent quatre-vingt-dix millions d'électeurs sont appelés à accomplir leur devoir électoral pour renouveler les 545 sièges du Lok Sabha (chambre basse du parlement).

Le Parti du Congrès, au pouvoir pratiquement sans discontinuer depuis l'indépendance en 1947, est donné en nette perte de vitesse et l'hypothèse la plus en vogue chez les politologues pour l'après-élection serait la formation d'une coalition entre le Congrès et la gauche, appelée « troisième force ».

Toutefois, le chef du Parti du Congrès, le premier ministre P.V. Narasimha Rao, semble confiant en la victoire : « Nous obtiendrons une majorité confortable et il n'y aura pas lieu de former une coalition », a assuré le premier ministre à la presse jeudi soir. « Je ne veux faire aucun commentaire sur les sondages. Comme ils divergent, il n'y a pas lieu de dire quoi que ce soit », a ajouté Rao, âgé de 74 ans.

Un nouveau sondage paru hier dans le magazine *India Today* prédit que le Parti du peuple indien (BJP, opposition nationaliste hindoue) devancera le Parti du Congrès de 10 à 30 sièges, confirmant une tendance observée dans les précédents sondages parus cette semaine.

De manière générale, les sondages prévoient autour de 32 % des suffrages pour le Parti du Congrès, ce qui serait son score le plus bas depuis l'indépendance, avec celui de 1977 (34,5 %), année où il avait été battu par la droite.

Jeudi, un sondage publié par le quotidien *The Times of India* créditait le BJP de 180 à 195 sièges. Le Parti du Congrès devrait se contenter de 135 à 150 sièges et l'alliance Front national-Front de gauche obtenir de 135 à 145 sièges. Aux élections de 1991, le Parti du Congrès avait remporté 232 sièges et le BJP 120.

Quoi qu'il en soit, tous les sondages concluent sur l'élection d'un parlement sans majorité claire et l'avènement d'un gouvernement de coalition.

Le vote s'échelonnera sur les journées du 27 avril, du 2, 7, 23, 27 et 30 mai, ce pour permettre aux forces de sécurité de se déplacer d'un État à l'autre et assurer une protection massive des 825 000 bureaux de vote. Au total, 1,5 million de membres des forces de sécurité seront mobilisés pour éviter toute opération de fraude comme le bourrage d'urnes.

PHOTO *Associated Press*

Le premier ministre Narasimba Rao

Le scrutin aura lieu pour l'essentiel dans les trois premières journées, soit dans 537 circonscriptions les 27 avril, 2 et 7 mai. Le dépouillement débutera le 8 mai et la physionomie du prochain parlement devrait apparaître d'ici le 11 mai. Les résultats de la totalité des circonscriptions sauf six seront proclamés le 14 mai et soumis au président Shankar Dayal Sharma.

Les journées du 23, 27 et 30 mai seront consacrées au vote dans quatre des six circonscriptions de l'État du Jammu-Cachemire (nord), ainsi que dans deux circonscriptions du sud où se présentent un nombre exceptionnel de candidats. Le dépouillement commencera le 1er juin au Jammu-Cachemire et le processus électoral devrait être achevé vers le 8 juin.

Aujourd'hui, le scrutin aura lieu dans 150 circonscriptions, à partir de 01 h 30 GMT. On compte au total beaucoup plus de candidats cette année (14 274) qu'en 1991 (8699).

Le premier ministre, dont le parti a été touché ces derniers temps par une série de scandales et de défections, a fait campagne sur la nécessité de la stabilité et de la poursuite des réformes qu'il a engagées en 1991 en ouvrant l'Inde aux investissements étrangers et au commerce extérieur. « La stabilité est absolument nécessaire pour le bien du pays », répète-t-il, en accusant le BJP d'attiser les divisions au sein de la société indienne par sa politique religieuse.

De son côté, le candidat du BJP au poste de premier ministre, Atal Bihari Vajpayee, s'en est pris régulièrement durant la campagne aux affaires de corruption qui ont marqué les années Rao. Ses partisans voient en lui une autorité morale.

L'Afrique du Sud fête deux ans de démocratie

Agence France-Presse
JOHANNESBURG

L'Afrique du Sud célèbre dans le faste, ce week-end, les journées historiques d'avril 1994 qui ont vu des millions d'électeurs affluer, toutes races confondues, vers les bureaux de vote pour participer aux premières élections démocratiques.

Les galas prévus avec plusieurs dirigeants étrangers et les fêtes populaires sont toutefois entâchés par la dégringolade du rand, le maintien d'une grève générale pour mardi prochain et la violence continue dans le KwaZulu-Natal.

« La fête de la Liberté » coïncide avec la 9ème Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui sera présidée par l'Afrique du Sud au cours des quatre prochaines années. Cet honneur confirme une fois encore, si besoin était, le retour du pays sur la scène mondiale après 20 ans d'isolement dû à sa politique d'apartheid.

« L'Afrique du Sud a expérimenté deux ans de progrès remarquables si on tient compte de son passé », a souligné hier Nelson Mandela, premier président noir du pays porté au pouvoir par ce scrutin historique. « Il n'y a pas de pays qui n'ait pas de problèmes et nous prenons les nôtres à pleines mains », a-t-il dit, s'affirmant « confiant dans l'avenir ».

Le processus démocratique entamé en avril 1994 a poursuivi son cours avec les premières élections municipales du 1er novembre. Seuls une partie du Cap occidental et le KwaZulu-Natal n'y ont pas participé à cause de problèmes de découpage électoral, notamment.

Ces questions résolues, le scrutin devrait se dérouler sans problèmes au Cap le 27 mai, mais l'incertitude demeure sur la date du 29 pour le KwaZulu-Natal.

Le scrutin est menacé par la spirale des violences entre les partis rivaux du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela et de l'Inkatha (IFP, nationaliste zoulou) de Mangosuthu Buthelezi. Malgré les tentatives multiples de M. Mandela, les morts s'accumulent, dépassant désormais 15 000 en dix ans d'incidents sanglants.

Le premier ministre provincial Frank Mdlalose (IFP) a d'ailleurs annoncé qu'il n'y aura pas de festivités au KwaZulu-Natal, fief de son parti : les cérémonies publiques seront consacrées à l'enterrement des responsables politiques assassinés ces derniers jours.

Cette instabilité politique, ajoutée aux récents remaniements ministériels, aux diverses rumeurs sur la santé du président et à l'annonce d'une grève générale pour mardi, ont alimenté la chute continue du rand. En quatre mois, la monnaie nationale a perdu le quart de sa valeur et en un an, le tiers.

La grève, lancée par la puissante confédération des syndicats COSATU (forte de deux millions d'adhérents) pour défendre les droits syndicaux dans la nouvelle constitution, illustre les relations tendues dans le monde du travail.

La constitution, qui doit impérativement être adoptée le 8 mai, n'aura pas été le fruit de l'unanimité souhaitée par M. Mandela.

L'IFP, troisième parti et membre du gouvernement d'union nationale (avec l'ANC et le Parti national), refuse toujours de participer au processus constitutionnel et réclame une plus grande autonomie pour le KwaZulu-Natal.

Ne souhaiteriez-vous pas en transporter une partout où vous allez?

Un homme sur quatre ayant plus de 50 ans risque de souffrir de symptômes urinaires attribuables à une augmentation du volume de la prostate; or, dans bien des cas, ces symptômes peuvent être soulagés.

Vous pouvez obtenir gratuitement de l'information sur ce sujet en téléphonant au

1-800-364-1740

Un service éducatif offert au public par le Conseil canadien sur les maladies de la prostate grâce à une subvention de Merck Frosst Canada Inc.

Donnez votre point de vue!

Notre paysage a besoin de feuillage. Agissez maintenant et aidez-nous à reboiser la ville. Poussez votre communauté à adopter notre point de vue. Composez dès aujourd'hui le 1 800 563-0202.

La Fondation canadienne de l'arbre

Les arbres font leur part. Faisons la nôtre.

À voir

un métier

au

Palais des Congrès de Montréal

du 1er au 4 mai 1996, de 9h à 16h

4es Olympiades québécoises de la formation professionnelle et technique

2es Olympiades canadiennes de la formation professionnelle et technique

Plus de 500 compétiteurs du Québec et du Canada
Une soixantaine de métiers en compétition et en démonstration
Service d'orientation sur la formation professionnelle et technique
Conférences sur la formation, l'emploi et le marché du travail
Jeu et animation

Cet événement est organisé par: Comité montréalais des Olympiades (Réseau des commissions scolaires et des cégeps de l'Île de Montréal)

Nos partenaires valorisent la formation professionnelle et technique :

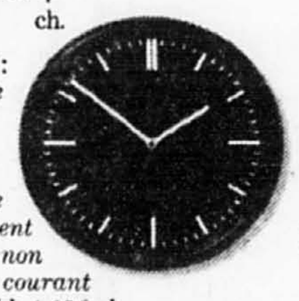
-Autodesk
-Bell Canada
-Boc Gaz
-Conseil régional de développement économique de l'Île de Montréal
-Développement des ressources humaines Canada
-Électro sonic
-GM Goodwrench service plus
-Ministère de l'Éducation du Québec
-Mouvement Desjardins
-Shell Canada Ltée
-Snap-on
-Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre
-Systèmes informatiques Calgah
-Ville de Montréal

métro Place d'Armes
Informations: (514) 598-0866
Entrée libre, Ouvert à tous

69 $ ch.

LEÇON Nº 9 : *Consultez les étoiles. Faites-le confortablement assis sur une chaise* HÖGMO. *Bois de résineux massif naturel verni. 69 $ ch.*

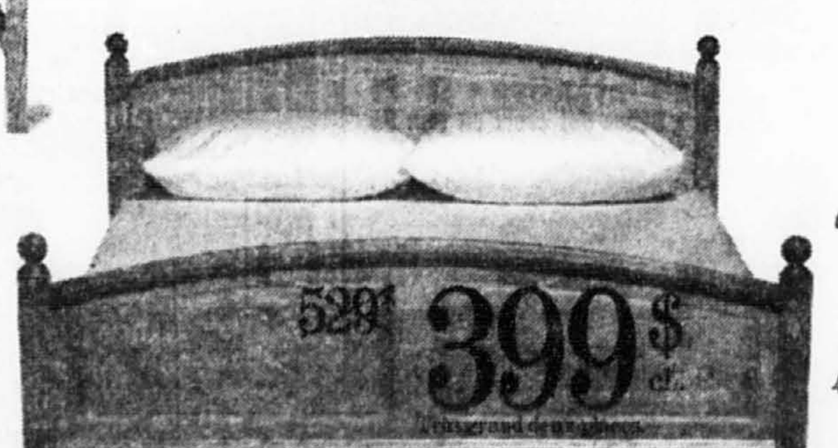
6,50 $ 4,95 $ ch.



LEÇON Nº 10 : *Prenez votre temps plus souvent. Consultez une horloge murale* REKO. *Mouvement à quartz. Piles non comprises. Prix courant 6,50 $ ch. Solde 4,95 $ ch.*

7,95 $

LEÇON Nº 12 : *Mouillez-vous les pieds. Essuyez-les sur une lirette* JEKSEN. *65 cm x 130 cm. 7,95 $ ch.*



529 $ 399 $ ch.

LEÇON Nº 11 : *Écoutez la pluie tomber... et rendormez-vous.* NARVIK. *Lit. Bois de résineux teinté à l'ancienne. Très grand deux places. 529 $ ch. Solde 399 $ ch.*

39 $ ch.

LEÇON Nº 13 : *Faites le tour du propriétaire. Utilisez un tabouret pivotant* RINGO. *Hêtre massif. Choix de coloris. Hauteur réglable de 45 cm à 60 cm. 39 $ ch.*

IKEA

Faites comme chez vous

En vigueur jusqu'au 28 avril 1996 ou jusqu'à épuisement des stocks. 9191 boul. Cavendish (Autoroute 40 et Cavendish), Ville St-Laurent. Tél. : 738-2167. Heures d'ouverture : lun. à vend. 10 h à 21 h, sam. 9 h à 17 h, dim. 10 h à 17 h

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

• UNE AEC EN ASSURANCE DE PERSONNES • POUR FORMER DES CONSEILLERS FINANCIERS

Elle est belle et bien révolue l'époque à laquelle l'agent d'assurances entrait chez un client avec un seul contrat type à vendre. L'intermédiaire en assurances de personnes compétent doit aujourd'hui agir en conseiller financier. Son rôle consiste à analyser les besoins du client et à lui proposer les produits appropriés selon ses objectifs et sa capacité de payer. Pour cela, l'intermédiaire en assurance de personnes doit connaître un nombre important de catégories de produits axés sur les besoins de protection et de capitalisation du client et de sa famille: protection-vie, protection-invalidité, capitalisation, retraite,etc.

Une industrie en pleine restructuration

Depuis quelques années, l'industrie de l'assurance de personnes vit au Québec une période d'activité peu commune qui bouleverse dramatiquement les habituelles façons de fonctionner. Les gouvernements ont entrepris de moderniser les règles qui balisent le développement des institutions financières et par le fait même, le marché des produits financiers. La profession d'intermédiaire (agent ou courtier) en assurance de personnes n'échappe pas aux changements qui marquent cette période de transition. Pour ceux qui envisagent aujourd'hui d'y faire carrière, la profession offre de nouvelles opportunités.

Parmi tous les grands chamboulements, le plus important aura sans doute été la création du Conseil des assurances de personnes, qui vise à implanter et appliquer les règles régissant les activités des agents, des courtiers et des cabinets exerçant en assurance de personnes. Ses principaux champs d'intervention sont: la formation de base pour entrer dans la carrière, les exigences pour l'obtention et le maintien du droit de pratique, l'émission et le renouvellement du certificat d'exercice, le contrôle de la pratique illégale et l'indemnisation des consommateurs victimes d'une fraude. Situé au carrefour des besoins de l'industrie, des conditions d'exercice des intermédiaires, des attentes du public et des visées du gouvernement, le Conseil est le lieu où se décide ce qu'est aujourd'hui et ce que sera demain le visage de l'assurance de personnes au Québec.

Le Conseil croit fermement qu'une attestation d'études collégiales en assurance de personnes fournira à l'industrie une main-d'oeuvre compétente capable de relever le défi de la concurrence et de répondre adéquatement aux nouvelles exigences de l'industrie, pour le plus grand bénéfice du consommateur québécois.

Une AEC fabriquée sur mesure

Le programme d'études (AEC) a été développé selon une approche par compétences. Chacune des compétences à acquérir englobe les tâches que le candidat doit accomplir dans le cadre de son travail. Toutes ces compétences ont été développées à partir de l'analyse de situation de travail de l'intermédiaire en exercice. Elles correspondent donc inévitablement au profil de l'intermédiaire de carrière recherché par l'industrie.

L'AEC comprend à la fois des compétences générales, transférables à d'autres secteurs d'activités connexes, et des compétences particulières à la situation de travail de l'intermédiaire en assurance de personnes. Les compétences générales comprennent une formation en communication et en travail d'équipe, en marketing, en droit et lois reliées à la pratique professionnelle, en informatique de base, en comptabilité commerciale de base et en techniques de vente. Les compétences particulières consistent à une formation en assurance-vie, en assurance-invalidité, en produits financiers, en assurance collective, en coordination des activités de vente et de service à la clientèle, en vente de produits financiers et d'assurance de personnes et en gestion de l'information.

Toutes ces compétences ont été élaborées à partir d'une analyse du travail de l'intermédiaire en exercice, en collaboration avec des agents et des courtiers d'expérience.

Les débouchés sur le marché du travail

Emploi et Immigration Canada prévoit que d'ici l'an 2000, il y aurait place au Québec pour 8443 nouvelles recrues, dont environ la moitié occuperaient de nouveaux emplois.

Le décloisonnement et l'interpénétration changent radicalement le marché. On assiste actuellement à une explosion des services offerts en différents lieux. Ainsi, les compagnies d'assurance-vie offrent maintenant des plans d'épargne et des régimes d'épargne-retraite. Les banques ont multiplié les possibilités de dépôts divers. Les cabinets multidisciplinaires prolifèrent. Le finissant en AEC assurance de personnes s'insère parfaitement dans cette nouvelle réalité.

Cette chronique vous est offerte par le Regroupement des collèges du Montréal métropolitain qui regroupe les cégeps suivants:

Ahuntsic
André-Laurendeau
Bois-de-Boulogne
Dawson
Édouard-Montpetit
John Abbott
Maisonneuve
Marie-Victorin
Rosemont
Saint-Laurent
Vanier
Vieux Montréal

JE VEUX TRAVAILLER:
Je retourne aux études

Nos Programmes:
Programmeur-analyste (420.52)
Technicien en informatique (Tech. de micro informatique 901.91)
Spécialiste en bureautique (Actualisation en bureautique 900.62) (Techniques bureautiques 412.62)

Avantages
• Prêts et bourses
• Prolongation de chômage
• Programme de subvention SPRINT
• Service complet d'aide au placement
• Une pédagogie axée sur la pratique

C/C++ /Oracle
Novell
dBase-Clipper
Ms-Access
Windows
Comptabilité
Word
MS-Excel
Visual Basic
Word Perfect

Communiquez avec nous à Montréal
(514) 842-8643
1(800) 338-8643
Berri-UQAM
COLLÈGE D'INFORMATIQUE Marsan
Permis du ministère 749-770

DEVENEZ PHOTOGRAPHE PROFESSIONNEL
Début: Septembre 1996
En moins d'un an
(514) 842-8643
1-800-338-8643
Cours de jour ou de soir
COLLÈGE DE PHOTOGRAPHIE Marsan
Programme de photographie commerciale, A.E.C. 570.34, Permis No. 749 553
Berri-UQAM
• Prospectus gratuit
• Crédits d'impôts
• Admissible au programme SPRINT et à l'aide Financière.

la formation branchée
GRAPHISME + DE SALETTE INFOGRAPHIE
Inscription pour les sessions d'été et d'automne.
Formation professionnelle niveau collégial
• Jour/Soir
• Formation sur mesure en entreprise
Admissible aux différents programmes d'aide à la formation (Sprint, crédit d'impôt, prolongation des prestations d'assurance-chômage, etc.) et aux prêts et bourses du MEQ. Excluant le programme Multimédia.
COLLÈGE SALETTE 388-5725
8883, boul. Saint-Laurent Montréal (Québec) H2N 1M2 Crémazie
Collège privé d'enseignement professionnel et collégial - Permis 749.795
PROGRAMME DOUBLE
À la demande du marché du travail, graphisme et infographie jumelés
• Formation intensive • 1245h 12 mois • Début des cours en Mai 96
• Formation régulière • 1245h 16 mois • Début des cours en Sept. 96
• ILLUSTRATION • MULTIMÉDIA •
• Session intensive • Été 96 3 mois • Début des cours en Juin 96
INFOGRAPHIE COLLÈGE SALETTE GRAPHISME

LE TRAVAIL PAR LA FORMATION
Prêts et bourses
Possibilités de financement
SERVICE DE PLACEMENT
PERMIS DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NO 749-948
SESSION D'INFORMATION LE JEUDI À 14 H
Collège C.F.M. Québec
875-1234
460, rue Ste-Catherine O., #801
Montréal
Métro Place-des-Arts et McGill
Le commerce et l'industrie du commerce de détail et de la distribution sont les plus gros employeurs au Québec et au Canada. Grandes possibilités de CARRIÈRES enrichissantes, motivantes et très bien rémunérées.
REPRÉSENTANT(E)
VENTE ET MARKETING 902.21 (A.E.C.)
GESTION EN COMMERCE
GÉRANCE/SUPERVISION COMMERCE DE DÉTAIL 900.53 (A.E.C.)
ESTIMATION/CONSTRUCTION
ESTIMATION 901.59 (A.E.C.)
ESTIMATION PAR ORDINATEUR
DESSIN ASSISTÉ
PAR ORDINATEUR
CAO-DAO 902.15 (A.E.C.)
C866;423-2

UN COURS DE CONVERSATION ANGLAISE
"DONT VOUS PARLEREZ"
QUE VOUS SOYEZ DÉBUTANT(E) OU PLUS AVANCÉ(E).
PETITS GROUPES: 4 à 7 maximum
■ 7 niveaux: de débutant à avancé
■ Professeurs qualifiés d'expression anglaise
TARIF D'ÉTÉ : 200 $ (déductible - tout compris)
RÉGULIER
MATIN, SOIR ou SAMEDI
Durée : 5 semaines - Total : 30 heures
SESSION SEMI-INTENSIVE (3 semaines)
Du lundi au jeudi, 9 h 30 à 12 h 30 - Total : 30 heures
DERNIÈRE SEMAINE D'INSCRIPTION
985-2414 (ou 985-2200 après 17 h 30)
Accrédité par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.
CCFA FONDÉ EN 1970
Près de 20 000 étudiant(e)s • Aux employé(e)s de centaines de compagnies, telles que La Presse, The Montréal Gazette, Cirque du Soleil, la Banque Royale, La Laurentienne, Hydro-Québec, l'ENAP (UQAM), etc.
CENTRE CCFA ÉCOLE DE LANGUES
Station de métro Peel , sortie Peel
2365793-413

No 1 Administrateur de réseaux
À MONTRÉAL ET À LAVAL
ADMINISTRATION
903-55 Gestion financière informatisée A.E.C. 12 mois
Logiciels comptables ACCPAC Plus Lotus 123
RÉSEAUX
902-55 Installation et gestion de réseaux A.E.C. 12 mois
Programme incluant : l'électronique, l'informatique et la gestion de réseaux
Le seul établissement collégial à offrir ce programme
BUREAUTIQUE
900-62 Actualisation en bureautique A.E.C. 6 mois
WordPerfect, Word, Lotus, DBase
La théorie et la pratique avec un ordinateur par étudiant(e)
INFORMATIQUE
903-64 Programmeur-analyste A.E.C. 15 mois
Programmation par objet (C++)
Formation sur AS/400
(Le seul collège privé à vous offrir une telle formation)
DELTA COLLÈGE
PROCHAINES SESSIONS mai
INSCRIVEZ-VOUS IMMÉDIATEMENT !
Montréal 849-7725
416, Boul. de Maisonneuve O. # 700, Montréal (Québec) H3A 1L2 Métro P.-des-Arts
Laval 688-2020
Carrefour Laval 2525, Boul. Daniel-Johnson # 610, Laval (Québec) H7T 1S9

Réussir aujourd'hui
Pour réussir aujourd'hui, il faut un collège:
✔ À l'enseigne de la qualité
• Un collège déclaré d'intérêt public par le MEQ;
• un enseignement de tous les programmes des voies régulière et enrichie du cours secondaire;
• un grand nombre d'heures de français et de mathématiques. Supervision personnalisée à notre Centre d'aide en français et en mathématiques;
• un encadrement pédagogique classique et dynamique;
• un service d'étude dirigée après les heures de classe.
MIXTE
✔ À l'enseigne de l'élève
• Une école aux dimensions humaines et à l'ambiance familiale;
• un groupe-classe stable et supervisé par un titulaire de classe;
• des professeurs rigoureux et exigeants mais aussi capables de comprendre et d'aider les jeunes.
✔ À l'enseigne de son temps et de son milieu
• Une spécialisation Art et Communication dès la 1re secondaire;
• de nombreuses activités à l'école et à l'extérieur de l'école (radio, journal, conférences, sorties culturelles, théâtre, etc.).
RACHEL
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
310, rue Rachel Est
287-1944
MONT-ROYAL
EXAMENS D'ADMISSION SUR RENDEZ-VOUS
dt15220

MAISONS D'ENSEIGNEMENT

COURS DE LANGUES ET D'INFORMATIQUE

COURS DE LANGUES:
ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS, ALLEMAND, JAPONAIS, ANGLAIS ÉCRIT, FRANÇAIS ÉCRIT.

MONTRÉAL

COURS D'INFORMATIQUE:
INFORMATIQUE POUR "VRAIS DÉBUTANTS", MAÎTRISE DU CLAVIER WINDOWS 95, POWER POINT, LOTUS ET EXCEL, WORD.

Début des sessions: 6 mai (3 et 7 semaines), 3 juin (3 semaines); inscription: 23, 24, 25, 30 avril et 1, 2, 28, 29, 30 mai

CENTRE-VILLE **849-8393** (Postes: 709, 712, 732)
HOCHELAGA-MAISONNEUVE **255-4651**

2311951 B

ANGLAIS INTENSIF

6 au 17 mai • 9h 45 à 15h 30
Petits groupes : 3 à 7 personnes
295 $ /50 h, tout compris, déductible d'impôt.

Converland
école de langues postmoderne
5268, av. du Parc • **278-5309**

2365210-420

À LONGUEUIL

DIPLÔME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

SÉANCE D'INFORMATION

La Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke offrira, à Longueuil en septembre 1996, le **diplôme de santé communautaire**. Ce programme à temps partiel s'adresse aux titulaires d'un grade de premier cycle en médecine, en sciences biologiques ou en d'autres disciplines (sciences infirmières, ergothérapie, travail social, sciences humaines, activité physique, etc.). Les personnes intéressées sont invitées à une séance d'information animée par Richard Côté, responsable du programme.

Date : Le mardi 7 mai 1996
Heure : 19 heures
Endroit : Complexe Saint-Charles
1111, rue Saint-Charles Ouest
Tour Ouest, local 711
Longueuil (station de métro Longueuil)

Veuillez confirmer votre présence avant le 6 mai.

RENSEIGNEMENTS : (514) 670-4090

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

L'UQAM innove encore !

Baccalauréat en communications
Nouveau profil en relations publiques

- Le premier baccalauréat dans ce domaine au Québec et le deuxième au Canada
- Offert à temps plein ou à temps partiel dès l'automne 1996

Conjugue la théorie et la pratique par des cours, des ateliers et des stages, selon une approche intégrée et interdisciplinaire.

À l'intention des étudiants de cégep, des étudiants universitaires d'une discipline connexe ou de toute personne qui exerce déjà cette profession.

Date limite d'inscription : le 15 mai 1996

Internet : http://www.regis.uqam.ca/Programmes/7031.html

Renseignements : Solange Cormier
professeure de communications
987-3295

L'UQAM une force novatrice

Université du Québec à Montréal

Allez de l'avant !

Obtenez les compétences recherchées par les employeurs :

- Programmeur/programmeuse analyste (903 64)
- Techniques de micro-informatique (901 91)
- Micro-ordinateur général (903.34)
- Actualisation en bureautique (900.62)

TÉLÉPHONEZ AUJOURD'HUI ! **Partez !**

- **Programme SPRINT (programmeur analyste en 12 mois)**
- Admissibilité aux prêts et bourses
- Possibilité de prolongation des prestations d'assurance-chômage
- Enseignement technique de niveau collégial conduisant à une A.E.C
- Stages en entreprise
- Service d'aide au placement
- Aide financière disponible
- Frais virés acceptés

(514) **285-8585** Montréal (Permis # 749747)
(418) **694-0211** Québec (Permis # 669639)
(514) **662-9090** Laval (Permis # 389551)
(514) **677-9191** Longueuil (Permis # 290504)

Réalisez votre avenir
COLLÈGE CDI
DE TECHNOLOGIE ET DES AFFAIRES

IL Y'A ENCORE QUELQUES PLACES AUX COURS DU JOUR

ÉLECTRONIQUE • TECHNICIENS • TECHNICIENNES

Choisissez Teccart pour votre DEC

- **Trois programmes sont offerts:**
  - **243.06** Technologie de l'électronique industrielle (Instrumentation/Contrôle)
  - **243.11** Technologie de l'électronique (Télécommunication)
  - **243.15** Technologie de systèmes ordinés

Teccart, plus qu'un diplôme: l'excellence, la confiance, la fierté.

Vous avez un DEC ou presque?
Inscrivez-vous au cours intensif et obtenez votre DEC en 2 ans

UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE CONÇU POUR LES ADULTES EN RECHERCHE D'EMPLOI

A.E.C. Technologie de systèmes ordinés

- Cours de 71 semaines
- Possibilité de prolongation des prestations d'assurance-chômage
- Service de placement efficace et personnalisé
- Prêts étudiants

Début des cours: fin août 1996

TECCART

un collège qui tient ses promesses

(514) 526-2501
Télécopieur: (514) 526-9192
Internet: www.teccart.qc.ca

de permis: 749-667
3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4 (Métro Préfontaine)

Cours d'introduction à Internet
Entrez dans la vague

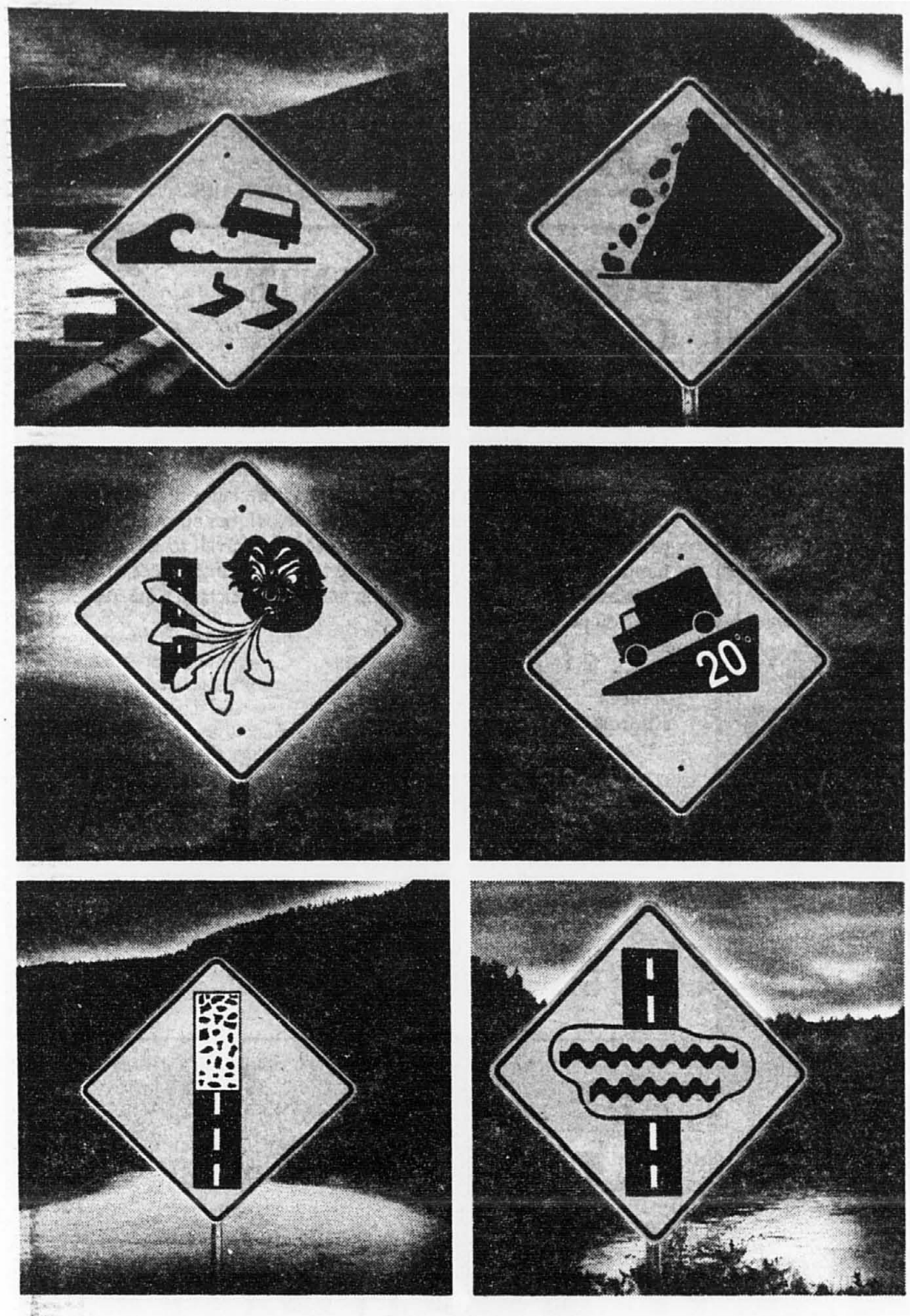
ABC @ Internet est un cours d'introduction à Internet offert par la Télé-université. Cette formation d'une durée de dix heures vous montrera comment vous brancher, naviguer et interagir dans Internet. Vous recevrez tous les logiciels nécessaires, en français, ainsi qu'une attestation d'étude officielle au terme de votre apprentissage. Bon surf !

Sur les ondes de CANAL Télé-enseignement (câble 23) et de Radio-Québec (les samedis, 10 h).

Inscription et renseignements
• Montréal : (514) 522-3540
• Québec : (418) 657-2262
• Ailleurs : 1 800 665-4333

L'UNIVERSITÉ À DISTANCE
Université du Québec
Télé-université

Bell



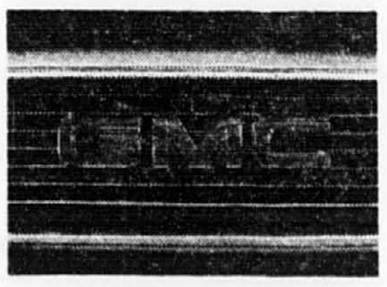
Invitations au voyage.

À bord d'un camion GMC, la route n'est pas tout à fait la même. Mais c'est lorsqu'il quitte l'asphalte, qu'un camion GMC prend toute sa valeur. D'une pression du doigt, le dispositif Insta-Trac[MC] vous fait passer en mode quatre roues motrices, sans que vous ayez à vous arrêter ni même à ralentir. Et là, dans le confort le plus total, le vrai voyage commence...

YUKON

JIMMY

SUBURBAN



TROIS LETTRES QUI EN DISENT LONG

Rabais de 40 % dès aujourd'hui jusqu'à samedi!

Nettoyage de conduits de ventilation

Rabais de 15,60 $

23,40 $

notre prix ord. 39 $

par conduit principal

6,99 $ par bouche

Appelez-nous pour faire nettoyer votre système de refroidissement ou de chauffage à air pulsé. Vous respirerez un air plus pur.

À La Baie, la qualité du service va de soi!

Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche.

Avantages :

- Nous contribuons à soulager les symptômes d'allergie, l'asthme et les problèmes respiratoires dus à la mauvaise qualité de l'air.
- Nous améliorons la qualité de l'air dans votre foyer en éliminant les irritants qui s'y trouvent en suspension, comme la saleté, la poussière, les fragments de poil ou de plumes et le pollen.
- Nous contribuons à réduire le coût de l'énergie en améliorant le rendement des appareils de climatisation et de chauffage.

Méthode :

- Nous utilisons des appareils industriels brevetés pour aspirer la poussière des conduits de ventilation et les nettoyer à fond.
- Nous utilisons les filtres de qualité HEPA qui emprisonnent des particules aussi minuscules que le 1/300 d'un cheveu humain et filtrent à 99,97 % la poussière, la saleté et les irritants qui nuisent à la qualité de l'air à l'intérieur.
- Nous nettoyons les registres.

Appelez du lundi au samedi de 8 h à 18 h

Montréal . . . . . **(514) 339-5420**
Sherbrooke. . . . . **(819) 820-1417**
Trois-Rivières. . . . . **(819) 378-8480**
Drummondville/Victoriaville . . . **(819) 474-8007**

La TPS est incluse dans tous nos prix!

la Baie services à domicile

Services résidentiels seulement.

la Baie services à domicile

Offres de nettoyage du printemps

Prix garantis jusqu' au 4 mai 1996!

NETTOYAGE DE TAPIS

13 $ **Par pièce**
Nettoyage à la vapeur.

48 $ **4 pièces**
Plus nous nettoyons, plus vous économisez.

74 $ Super offre!
Maison complète
5 pièces, 13 marches et 1 vestibule.

Tous nos prix comprennent la TPS.

NOTRE SERVICE 4 ETOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!

- ★ Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos tapis à fond sans en abîmer les fibres.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi!

NETTOYAGE DE MEUBLES

79 $ **Canapé et 2 fauteuils ou canapé et causeuse**

0,99 $ le pied carré (tapis synthétique) — Nettoyage de tapis d'appoint
Ramassage et livraison inclus.

Appelez du lundi au samedi de 8 h à 18 h

Montréal . . . . . .(514) 339-5420
Sherbrooke . . .(819) 820-1417 **Trois-Rivières .(819) 378-8480**
Drummondville/Victoriaville . . . . . .(819) 474-8007

Demandez nos trousses de détachage Stainsolution[MC]. Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPOING ET À LA VAPEUR, offert pour seulement 9 $ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres est offert moyennant des frais supplémentaires. Les pièces de plus de 250 pieds carrés sont considérées comme deux pièces. Service de camion-usine moyennant 9 $ additionnels par pièce. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton haïtien, les canapés modulaires et les coussins de dossiers non attenants. ***Prix garantis jusqu' au 4 mai 1996!***